

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION D'UN MONOPOLE

L'Industrie des Poudres
avant la loi du 13 Fructidor An V

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1934, à 13 heures 30

PAR

RÉGIS PAYAN

Ancien Élève de l'École Polytechnique
Ingénieur des Poudres

JURY

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants { MM. PERREAU
PIROU

} professeurs.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

160, Rue Saint-Jacques, 160

1934

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION D'UN MONOPOLE

L'Industrie des Poudres
avant la loi du 13 Fructidor An V

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1934, à 13 heures 30

PAR

RÉGIS PAYAN

Ancien Élève de l'École Polytechnique
Ingénieur des Poudres

JURY

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants { MM. PERREAU
PIROU

professeurs.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

160, Rue Saint-Jacques, 160

—
1934

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'intervention de l'Etat dans le domaine de la production s'affirme chaque jour davantage à mesure que se compliquent les rouages de l'organisme économique. L'exploitation monopolisée en constitue le terme ultime. Justifié par des considérations d'intérêt général ou de sécurité publique, ou envisagé dans un but proprement fiscal, le principe du monopole d'Etat a prévalu de nos jours pour quelques industries dont la nature pouvait faire redouter par ailleurs une concentration rapide aboutissant à la constitution de monopoles de fait.

Il a paru intéressant de faire une rapide incursion dans le passé et de suivre, depuis ses origines, l'évolution du statut économique de l'une d'entre elles, l'industrie des poudres à feu, où l'intervention de l'Etat s'est toujours exercée de façon plus ou moins directe au point de l'intégrer parfois complètement. L'ingérence du pouvoir central n'a rien qui puisse surprendre dans un domaine où l'activité individuelle, parfois téméraire, risque, lorsqu'elle est insuffisamment contrôlée, de compromettre gravement la sécurité publique ; si l'on songe en outre à la nécessité impérieuse pour un pays d'assurer avec certitude l'approvisionnement d'un produit qui intéresse au premier chef la défense nationale, il n'y a pas lieu de s'étonner que la fabrication et la vente des poudres aient été constamment, depuis quelque six cents ans, étroitement réglementées.

L'exposé des diverses formes qu'a revêtues cette réglementation, la description des régimes successifs qu'elle a impliqués et dont la lente transformation a conduit au monopole actuel feront l'objet de cette étude.

CHAPITRE I

L'industrie des poudres jusqu'à la fin du XVII^e siècle

Le peuple est mal connu qui, le premier, sut tirer parti de la force d'expansion d'un mélange de charbon, de soufre et de salpêtre.

Une opinion longtemps répandue attribuée aux Chinois le mérite de cette découverte. Isaac Vossius raconte (1) qu'en l'an 85 de notre ère le roi Vi-Tey se servit pour la première fois de poudre et d'armes à feu dans la guerre contre les Tartares, mais les relations de Marco Polo ne laissent que peu de poids à cette assertion. Le célèbre voyageur qui parcourut la Chine à la fin du XIII^e siècle décrit jusque dans les moindres détails les combats et les chasses auxquels il a assisté sans jamais faire la plus légère allusion à la poudre ; loin de nous présenter les Chinois comme des précurseurs en art militaire, il nous dépeint leur frayeur au siège de Sian-Fu où l'empereur employa, pour la première fois, une simple catapulte construite par deux Génois (2). Au reste, comme le font remarquer Uppmann et Von Mayer (3), « si les Chinois avaient réellement découvert

(1) « *Isaaci Vossii variarum observationum liber* », chapitre XIV page 83.

(2) Guillaume Pauthier : *Le livre de Marco Polo*, chapitre CXLV, page 473.

(3) Uppmann et Von Mayer : *Traité sur la poudre, les explosifs et la pyrotechnie*, page 5.

la poudre, on s'expliquerait difficilement la stupéfaction profonde où tombèrent, d'après du Halde, les mandarins qui assistaient aux expériences exécutées à Pékin avec trois canons, lorsque la ville de Macao fit présent à l'Empereur de ces pièces d'artillerie accompagnées de leurs équipages (1621) ; on ne comprendrait pas non plus pourquoi, d'après le même auteur, l'Empereur aurait prié le jésuite Adam Schaal de donner aux Chinois des instructions sur la construction des armes à feu ».

D'après Reinaud et Favé (1), c'est seulement au début du XIV^e siècle que les Arabes, qui passent eux aussi pour être les inventeurs de la poudre à canon, surent mettre à profit l'expansion des gaz provenant de la combustion d'un mélange de salpêtre, de soufre et de charbon. Un manuscrit remontant à cette époque, trouvé par ces auteurs à la Bibliothèque de Saint Pétersbourg, renferme une notice sur le chargement et l'emploi du « medfaa » ou lance à feu, qui semble être un lointain ancêtre du fusil.

En Europe, les connaissances en pyrotechnie étaient déjà assez répandues dès le IX^e siècle, époque présumée de la publication du « *liber ignium ad comburendos hostes* » de Marcus Graecus. Mais elles se limitaient surtout aux fusées et aux artifices, notamment à la préparation du célèbre feu grégeois. Par la suite, aux XIII^e et XIV^e siècles, ni Albert le Grand dans son « *de mirabilis mundi* », ni Roger Bacon dans son « *opus majus* », ni même le moine allemand Berthold Schwartz en qui la légende persiste à voir l'inventeur de la poudre, s'ils connaissaient nombre de mélanges déflagrants, ne semblent avoir entrevu la possibilité d'en utiliser la force balistique.

(1) Reinaud et Favé : *Journal asiatique*, série 4, vol. XIV, p. 310

L'emploi des armes à feu s'est répandu pourtant en Italie dès le début du XIV^e siècle, puisque d'après un manuscrit découvert par Libri (1), les prieurs, le gonfalonier et les douze « bons hommes » de Florence furent autorisés le 11 Février 1326 à nommer deux officiers chargés de fabriquer des boulets et des canons pour la défense des châteaux et des villes appartenant à la République.

Devons-nous conclure de ce qui précède que la découverte de la poudre revient aux Arabes dont quelque marin gènois aurait surpris prématurément le secret, ou faut-il attribuer le mérite de cette invention à quelque alchimiste demeuré obscur au milieu des maîtres les plus réputés de la pyrotechnie médiévale ?

Quelque opinion que l'on adopte sur un point aussi controversé, il semble qu'on puisse avec assez de certitude, fixer au XIV^e siècle l'époque de l'apparition de la poudre en France.

Le premier document français où se trouve en effet mentionné l'usage de ce produit est une quittance du 2 Juillet 1338 délivrée par Guillaume du Moulin à Thomas Fouques à l'occasion des préparatifs faits contre l'Angleterre dans les ports de Harfleur et de l'Heure, au début de la lutte engagée entre Edouard III et Philippe de Valois : « Sachent tous que jé, Guillaume du Moulin de Bouloigne, ai eu et receu de Thomas Fouques, garde des clos des galées du Roy nostre sire à Rouen, un pot de ferre à traire garros à feu, quarante huit garros ferrez et empaneiz en deux cassez, une livre de salpestre, et demie livre de soulfre vif pour

(1) Libri : *Histoire des sciences mathématiques en Italie*, t. IV, p. 487.

faire pouldre pour traire lesdits garros ; desquelles choses je me tiens à bien paier et les promets à rendre au Roy nostre sire ou à son commandement toutes fois que mestier sera. Donné à Leure, sous mon seel, le II^e jour de Juillet de l'an mil CCC trente et huit » (1).

L'année suivante (1339), Barthélémy de Drach, le trésorier des guerres, fait état à la Chambre des comptes de l'argent « payé à Henri de Fumechon pour achapt de pouldres et autres objets nécessaires aux canons employés devant Puy Guillem », château de Périgord assiégé par Pierre de la Palu, sénéchal de Toulouse (2).

En Septembre de la même année, d'après le compte des sommes payées par Etienne de la Baume, dit Le Gallois, maître des arbalétriers, on fit faire pour la défense de Cambrai assiégé par les Anglais dix canons « cinq de fer et cinq de métal », dont chacun coûta 2 livres 10 sols 3 deniers ; un écuyer, Etienne Morel fût chargé de la composition de la poudre nécessaire (3). Froissart mentionne du reste dans ses « Chroniques » l'usage des bouches à feu en 1339 en relatant le siège du Quesnoy, dans le Hainaut, par Jean de Normandie, fils aîné de Philippe de Valois : « Ceux qui chevauchoient devant, viendrent devant le Quesnoi, jusqu'aux barrières et firent semblant de l'assaillir ; mais il estoit si bien pourveu de bonnes gens d'armes et de grande artillerie qu'ils y eussent perdu leur peine ; non pourtant ils escarmouchèrent un petit devant les barrières ; mais on

(1) *Bibliothèque Nationale*, pièce originale, vol. 2071, fol. 200.

(2) Extrait du registre de la Chambre des Comptes : cité par Du Cange dans son « Glossaire », t. I, p. 718 au mot « Bombarda ».

(3) *Bibl. Nat.*, titres scellés de Clairambault, vol. 25, fol. 1825 et vol. 78, fol. 6119.

les fit retirer, car ceux du Quesnoi descliquèrent canons et bombardes qui jetoient grands quarreaux » (1).

L'intervention du canon est devenue surtout notoire en 1346 à la bataille de Crécy, où l'artillerie anglaise employée pour la première fois en rase campagne fit une hécatombe sans précédent dans les rangs de la chevalerie française : « Le roi d'Angleterre ordonna à ses archers, dont il n'avoit pas grand nombre, de faire en sorte avec les bombardes de jeter des boules de fer avec du feu pour effrayer et disperser les chevaux des François... Les bombardes mennoient si grande rumeur et tremblement qu'il sembloit que Dieu tonnât, avec grande tuerie de gens et hécatombe de chevaux » (2).

En France, au XIV^e siècle, l'ensemble de toutes les machines de guerre portant déjà la dénomination d'artillerie relevait de l'autorité du grand maître des arbalétriers, le premier officier militaire après les maréchaux de France. C'est donc vraisemblablement sous les ordres de Pierre de Galart, titulaire de cette charge de 1310 à 1339, que les « maistres d'artillerie » et les « fabricans d'artillerie » furent chargés pour la première fois de la confection ou de l'achat de la poudre (3).

(1) Buchon : *Les chroniques du sire Jean Froissart*, t. I, p. 98.

(2) Johannus Villaneus : lib. 12, cap. 65 : cité par du Cange (*loc. cit.*).

(3) Le service des armes à feu de l'armée passa en 1420 dans les attributions du maître général de l'artillerie dont l'office, démembré de celui du grand maître des arbalétriers, devint une charge indépendante.

La nécessité d'assurer d'une façon régulière l'approvisionnement des munitions nécessaires au chargement de ses bouches à feu et d'en contrôler avec minutie l'emploi en dehors de ses armées dut conduire rapidement le roi à se réserver exclusivement l'extraction du principal constituant de la poudre : le salpêtre.

Le « droit royal de recherche, amas et fabrication du salpêtre » fut délégué dès les premiers temps à des particuliers pourvus à cet effet, à Paris et dans les différentes provinces du royaume, sous le nom de « salpestriers », de commissions délivrées par le grand maître des Arbalétriers. L'octroi de ces commissions conférait à leurs détenteurs des privilèges qui facilitaient singulièrement l'exercice de leur industrie. Ils avaient en effet le droit de requérir l'ouverture et l'entrée des « maisons, cavernes, celliers, caves, rochers et autres lieux où il se pouvait trouver du salpêtre » et d'en retirer, sans avoir à indemniser les propriétaires, les terres et les plâtras salpêtrés. En revanche, les salpêtriers étaient tenus de porter tout le produit de leur travail dans les magasins (1) et arsenaux les plus voisins. Le salpêtre y était reçu, brut ou « sauvaige », et acheté à prix convenu ou débattu par des officiers d'artillerie ; la dépense correspondante était portée dans les comptes des trésoriers généraux de l'artillerie.

Le raffinage du salpêtre et la confection des poudres s'effectuaient, soit dans les magasins et arsenaux du roi (2), sous la direction des officiers d'artillerie, soit dans les « moulins à poudre » que des particuliers pouvaient être

(1) Ces magasins étaient désignés plus communément sous le nom de « greniers à salpêtre ».

(2) Paris, Lyon, Tours et Troyes.

autorisés à construire et à exploiter par privilèges spéciaux. Ces privilégiés, dits « faiseurs et compositeurs de poudres » étaient astreints à porter toutes les poudres qu'ils fabriquaient dans les magasins et arsenaux qui leur étaient désignés : elles y étaient reçues et payées dans les mêmes conditions que le salpêtre des salpêtriers.

La vente des poudres et des salpêtres avait lieu uniquement dans les magasins et arsenaux royaux, à certains jours de la semaine, par les soins des officiers d'artillerie. La quantité de poudre excédant les besoins du roi et susceptible d'être vendue était fixée périodiquement par le grand maître des arbalétriers. Le salpêtre ne pouvait être cédé qu'aux « maîtres des monnaies, orfèvres et affineurs » auxquels il était défendu de le convertir en poudre. Les prix de vente étaient fixés par le roi ; les recettes étaient versées aux trésoriers généraux de l'artillerie.

L'application de cette réglementation, pour exorbitants que fussent les empiétements qu'elle autorisait aux salpêtriers privilégiés sur la propriété privée et le précieux monopole qu'elle leur conférait pour l'exercice de leur industrie, ne dut pas rencontrer au début de sérieuses difficultés. Il convient de remarquer en effet que la fabrication des poudres resta longtemps restreinte par suite du lent développement de l'emploi des armes à feu. Celles-ci agissaient alors plutôt par l'effroi qu'elles causaient à l'ennemi que par le dommage que pouvaient lui occasionner leurs projectiles ; leur portée égalait à peine celle des engins de l'ancienne balistique, le trébuchet et l'arbalète, et leur efficacité restait nulle contre les remparts en pierres de taille. C'est seulement vers la fin du XIV^e siècle que les progrès réalisés dans l'art du fondeur, la substitution du bronze au fer forgé dans la fabrication des canons, le remplacement

du boulet de pierre par le boulet de fonte (1), l'usage de salpêtre convenablement purifié dans la confection de la poudre, l'emploi de poudre grenée à la place du poussier usité jusqu'alors, firent passer au premier plan dans la bataille le rôle des bouches à feu dont le nombre ne tarda pas à augmenter rapidement. A la même époque, l'emploi des armes à feu portatives se généralisa très vite à la suite de l'invention de l'arquebuse.

La fabrication des poudres prit dès lors une importance croissante ; mais en même temps, les fraudes se multipliaient. La poudre et surtout le salpêtre étaient vendus en contrebande à l'étranger où les salpêtriers étaient alléchés par des prix de vente bien supérieurs à ceux qui étaient pratiqués dans les arsenaux du roi.

Aussi, par lettres patentes rendues à Fontainebleau le 28 Novembre 1540 (2), François 1^{er}, constatant que « plusieurs personnes, souz ombre qu'ils dient avoir affaire en leur estat et mestier d'aucune partie et quantité de salpestre, pour ce faire prennent et achètent des salpestriers et autres, en plusieurs et divers lieux de nostre Royaume, grande quantité de salpestre, chose prohibée et défendue : et au lieu de les porter et délivrer aux greniers par nous ordonnez ainsi que faire se doit, les vendent, distribuent, transportent et marchandent ailleurs, tellement que par leurs moyens ils sont transportez hors nostre Royaume et

(1) Ces améliorations sont dues aux frères Bureau : l'artillerie dont ils dotèrent Charles VII contribua pour une large part aux succès de ses armées en Italie.

(2) Fontanon : *Les édits et ordonnances des rois de France depuis Louis IX dit le Gros jusques à présent*, t. 3, p. 179.

Archives Nationales AD VI 16 fol. 4.

païs de nostre obeyssance ès mains de nos ennemis, dont ils sont secourus et souvent s'en fournissent à l'encontre de nous : qui est un dommage irréparable à la chose publique... », fait défense « à toutes personnes généralement quelconques, sur peine de la hart et de confiscation de corps et de biens, qu'ils n'ayent à vendre, traffiquer ne marchander lesdits salpestres cueillis et amassez en nosdits Royaume, pais et seigneuries, à aucuns étrangers ny autres ».

Mais, si les apports des salpêtriers aux magasins royaux se faisaient de plus en plus rares, la cause n'en était pas seulement l'exode inquiétant que le souverain tentait ainsi d'arrêter. Ses sujets commençaient à être las des fréquentes incursions des salpêtriers dans leurs granges et surtout dans leurs maisons, et François I^{er} apprenait avec déplaisir que « plusieurs désobéissances et refus ont été faicts à nos salpestriers de les laisser entrer ès maisons, caves, celiers et autres lieux pour besongner de leur estat, dont sont provenus les défailances desdits salpestres... » Désireux d'étayer l'activité de ses pourvoyeurs, le roi ordonne donc, à la fin des lettres patentes citées plus haut « à toutes personnes de quelques qualitez qu'elles soient de faire ouverture et laisser entrer lesdits salpestriers en leurs maisons, caves, celiers et autres lieux où ils pourront trouver salpestres sans leur faire aucun refus, et de ne jetter eaux à l'encontre des caves, celiers et murailles de leurs maisons, ny empescher lesdits salpestriers de tirer, prendre et emporter les terriers esquels sont lesdits salpestres, sans en ce leur mesfaire ne mesdire, ny à leurs gens, en besongnant de leur estat ».

Les lettres patentes de 1540 furent renforcées par une « déclaration portant règlement pour la fourniture des

pouldres et salpestres dans les magasins du royaume » rendue à Fontainebleau en 1543 (1) et créant 300 salpêtriers nouveaux et 14 greniers à salpêtre.

Il y a tout lieu de croire qu'en dépit des injonctions royales le rythme des rentrées de poudre dans les magasins se ralentit à nouveau de façon alarmante, puisqu'Henri II, adoptant une solution plus radicale, ordonna, par un édit rendu en 1547 (2), que « les villes et communautés du royaume seroient tenues de fournir par chacun an, dans les magasins de l'artillerie, la quantité de huict cens milliers de salpêtre, bien et duement conditionnés, qu'elles paieroient de leurs deniers communs, patrimoniaux et d'octroi ». Les villes et communautés étaient naturellement autorisées, pour l'exécution de cet édit, à faire effectuer la recherche du salpêtre pour leur compte « par ceux qu'elles pourroient nommer pour se charger de leur fourniture » en l'achetant et le payant comme bon leur semblerait. Les salpêtriers royaux conservaient néanmoins les commissions qu'ils tenaient du grand maître de l'artillerie (3) et livraient chaque année aux arsenaux et magasins environ huit cent mille livres de salpêtre.

Henri II s'assurait ainsi, sans trop grever son trésor général de l'artillerie, un approvisionnement en salpêtre excédant très largement les besoins de ses armées. Son ordonnance avait toutefois l'inconvénient de multiplier le nombre des salpêtriers et de créer la confusion entre ceux qui « récoltaient » pour le compte des villes et ceux qui

(1) Archives Nationales AD VI 16 fol. 5 imprimé.

(2) Arch. Nat. AD VI 1 imprimé

(3) Le titre de maître général de l'artillerie avait été remplacé en 1543 par celui de grand maître de l'artillerie.

travaillaient directement pour lui, rendant ainsi plus difficile la répression des fraudes et des contraventions. Il fallait bien d'ailleurs trouver quelque part ces huit cent mille livres de salpêtre dont les villes et les communautés s'étaient vues lever si brusquement l'impôt. Aussi les investigations de tous les chercheurs de salpêtre se firent-elles particulièrement opiniâtres ; les lettres patentes « portant règlement sur les privilèges des maîtres salpestriers du Royaume » rendues à Saint-Maur-des-Fossés en Mai 1566 avaient confirmé leurs prérogatives, et leur activité, déployée jusqu'à l'extrême limite des incursions que leur charte privilégiée les autorisait à effectuer chez les particuliers, ne tarda pas à susciter les réclamations de ceux-ci.

Les doléances répétées qui s'exhalaient à ce sujet, les difficultés que rencontraient à nouveau les salpêtriers dans la récolte du salpêtre, et surtout les fraudes nombreuses que favorisait leur multiplicité retinrent l'attention du roi Charles IX qui rendit à Blois en Mars 1572 un édit capital sur « le fait et règlement de la fonte d'artillerie, boulets, façon et composition de poudres et salpestres » (1).

Il convient de noter que cet édit intervient en pleine guerre de religions, à un moment où la poudre devient dans le royaume une marchandise très recherchée dont il est du plus haut intérêt pour le roi de contrôler scrupuleusement l'emploi. Aussi commence-t-il par pratiquer une vaste épuration dans la corporation des salpêtriers dont bon nombre sont devenus suspects : toutes les commissions sont annulées, et renouvelées dans les trois mois à ceux seulement qui ont donné des gages de loyauté au pouvoir royal. « Pour

(1) Bibl. Nat., manuscrit français 21.720, folio 206. — Fontanon, *op. cit.*, t. 3, p. 714.

obvier » est-il déclaré dans l'édit, « aux abus de plusieurs commissions qui ont esté cy devant obtenues tant de nous que des grands maistres de nostre artillerie, à la charge de fournir en nosdits magazins une certaine quantité de salpestre par chacun an : à quoy la pluspart n'a satisfait aucunement et toutes fois soubs couleur de leurs susdites commissions ne délaissent à faire salpestres qu'ils vendent à toutes personnes indifféremment et à prix excessif ; aussi pour l'occasion des troubles survenus en ce Royaume és années passées, les gouverneurs ou lieutenants généraux de nos provinces ont donné mesmes pouvoirs et commissions à ceux que bon leur a semblé pour faire et composer salpestres et pouldres, et afin de régler à nombre certain tous lesdits salpestriers de nostre Royaume, nous avons révoqué et révoquons toutes les dictes commissions que lesdits salpestriers pourroient avoir, soit de nous ou desdits gouverneurs et lieutenants généraux, grands maistres de l'artillerie ; défendons et inhibons très expressément auxdits gouverneurs et lieutenants généraux de plus donner telles commissions et permissions ».

L'octroi des commissions est réservé désormais au grand maître de l'artillerie qui les délivrera « selon qu'il verra qu'il en sera besoin » ; chaque commission devra mentionner outre le nom et la « demourance » du titulaire, la quantité de salpêtre qu'il devra fournir annuellement. Défense est renouvelée « à toutes personnes de quelque estat et condition qu'ils soient, de transporter et vendre aucuns salpestres ny pouldres en nostre Royaume et hors d'iceluy, ny iceux recéler et retenir en quelque lieu que ce soit ».

Enfin, décision qui va modifier profondément le régime antérieur, il est interdit de « faire ny composer pouldre à canon, soit és villes, châteaux, maisons privées, bourgs et

bourgades, ny en quelque autre lieu que ce soit, et y dresser moulins ny engins à battre icelle poulde, fors dans les magazins et arsenaux du Roi par ceux qui sont ou seront establis par commissions du grand maistre de l'artillerie » : le roi se réserve désormais le monopole absolu de la fabrication.

Toutefois, en imposant aux salpêtriers l'obligation de se pourvoir de commissions nouvelles (1), Charles IX jugea sans doute nécessaire de renforcer considérablement leurs prérogatives : « Pour donner plus de moyen à nos salpêtriers de faire leur devoir », est-il ajouté dans l'édit, « nous voulons que de tous salpestres, bois, cendres, charbon et autres choses concernant lesdits salpestres qui se transporteront de lieu en autre par lesdits commissaires des salpestres, leurs commis et deputez, ne soiet payé aucun péage, gabelle, douânné, subside ny imposition quelconque. Et pour cet effect, mandons et commandons à tous maistres des ports, ponts, péages, passages, travers et destroits, de les laisser passer franchement et quittement en faisant apparoir de certification de l'un desdits commissaires. Et outre ce, nosdits salpêtriers seront tenus quittes et deschargez de nos tailles iusques à cinquante sols, si tant se monte leur cotisation ; et pareillement affranchis de toutes aides et impositions pour le regard de leur creu seulement ».

Les salpêtriers se trouvaient ainsi placés dans une situation exceptionnelle au point de vue fiscal. L'édit leur renouvelait en outre la permission d'entrer « esdites maisons, cavernes, celiers, caves, rochers et autres lieux esquels se pour-

(1) Les manuscrits français 16.693 (folio 74) et 4.555 (folio 56) de la Bibliothèque Nationale contiennent des spécimens de commissions de salpêtriers.

roient trouver lesdits salpestres et d'y besongner de leurs outils ». Une juste limitation était apportée toutefois à l'exercice de leur droit de recherche dont le mode n'avait fait jusque là l'objet d'aucune réglementation : il existe bien des degrés dans la façon de râcler les murailles pour recueillir les efflorescences qui se sont développées à leur surface (1), et il y a lieu de croire que bien souvent, pour ne pas risquer de perdre une parcelle du précieux « nitre » qu'ils recherchaient, les salpêtriers piochaient les murs sans ménagement au risque de compromettre parfois la solidité des édifices. Aussi le roi jugea-t-il sage de spécifier les outils dont ils pourraient se servir « à scavoir ès maisons, granges, estables, caves, celiers et autres lieux manables, de r'escouvette de grosse bruyère et de brosettes seulement, sans user de ratissoùers ainsi qu'ils avoient accoustumé, attendu les abus qui s'y sont commis cy-devant ; fors et excepté au gouvernement de Paris et de l'Isle de France, que nous leur avons permis d'user desdits ratissoùers, sans lesquels ils ne pourront tirer le salpêtre des lieux où il a coutume de naistre et croistre, mesmement des murailles, aires des estables, celiers et caves, et afin qu'ils n'en puissent faire dommage aux propriétaires desdits lieux manables, leur déffendons très expressément d'user desdits ratissoùers plus pesans que d'un quarteron de livre en fer et manche, qui seront marqués des armes dudit grand maistre de nostre artillerie et qu'ils prendront de nos forgeurs en nostre arsenac de Paris et non ailleurs ; et s'il y en a aucuns d'eux qui en abusent

(1) Le salpêtre a tiré son nom de son origine naturelle. Au Moyen Age, les savants le désignèrent, pour rappeler qu'il prend naissance sur les pierres, sous le terme de « sal petrae ».

et qui se trouvent saisis d'autres ratissoûers, seront punis corporellement ».

La cour du Parlement de Paris jugea probablement que l'exception faite en faveur des salpêtriers de Paris et de l'Île de France ne laissait pas aux bourgeois des garanties suffisantes contre les abus qui pourraient être commis à leur égard, car elle enregistra l'édit de Mars 1572 « à la charge que les salpestriers pourront user de l'escouvette de grosse bruyère et de brosettes seulement, sans user de ratissoûers ny aucuns autres ferrements ». Par mandement du 18 Décembre 1572 (1), Charles IX enjoignit néanmoins à son Parlement de faire publier et d'enregistrer l'édit « selon sa forme et teneur » : un marché avait été passé en effet avec un sieur Raconis (2), établi au magasin de Paris « pour la réception et amas desdits salpestres et la confection desdites poudres, jusqu'au nombre de cens milliers par chacun an, soit en salpestres ou poudres à canon, toutes composées à nostre choix et option », et le soumissionnaire, s'insurgeant contre le « fait du prince » qui modifiait ainsi les conditions d'application de son contrat, demandait à résilier si ses gens n'avaient plus la faculté de se servir de ratissoûers. Le Parlement se rendit à ces raisons, et l'édit fut enregistré sans restrictions le 31 Janvier 1573.

On a vu que les villes et communautés de France avaient été astreintes pour la première fois en 1547, par un édit de Henri II, à une fourniture gratuite de huit cent mille livres de salpêtre. Mais, soit que cette obligation n'eût pas

(1) Fontanon, *op. cit.*, t. 3, p. 176.

(2) François de Raconis, auteur d'un « Traité de l'Artillerie ». (Manuscrit français n° 20.007 de la Bibliothèque Nationale).

été remplie de manière satisfaisante, soit plutôt que le grand maître de l'artillerie eût reconnu qu'il y avait avantage à recevoir du salpêtre plus pur, quitte à accorder une légère prime pour son raffinage, un édit de Henri III, rendu à Paris en Février 1582 (1), changea dans ce sens le mode de la fourniture. Elle devait être désormais « par chacun an et par quartier de pareil nombre et quantité de huict cens milliers de salpestre de deux cuittes (2), bon et pur, porté et voituré par les villes, bailliages et sénéchaussées, dans les magasins du Roi designez, pour là estre receu du poids de marc à raison de quatre sols la livre ». Le transport de ce salpêtre constituait une lourde charge pour les villes les plus éloignées des quatorze « greniers royaux » ; pour rendre les livraisons moins onéreuses, le roi décida de porter à trente le nombre des magasins où elles pourraient avoir lieu (3).

(1) Fontanon, *op. cit.*, t. 4, p. 841.

(2) On désignait sous le nom de « cuitte » l'opération consistant à extraire le salpêtre des eaux de lessivage des plâtras et des terres salpêtrées, par évaporation et cristallisation : la pureté du salpêtre était fonction du nombre de cuittes qu'il avait subies.

(3) « A sçavoir : pour le gouvernement de l'Isle de France nostre Arsenac de Paris ; pour la Champagne et pais Messin, Troyes, Reims et Metz ; pour le Blesois, Orléans, Le Mans et Nevers ; pour la Picardie, Amiens et Calais ; pour la Normandie, Rouen et Caen ; pour la Guyenne, Bordeaux, La Rochelle, Poitiers, Périgueux et Lymoges ; pour la Bretagne, Nantes, Brest et Saint-Malo ; pour le Languedoc, Tholoze, Narbonne et Le Puy ; pour le Dauphiné, Grenoble ; pour la Provence, Marseille et Arles ; pour le Lyonnais et Auvergne, Lyon et Ryon ; pour la Bourgogne, Dijon et Auxerre ; pour le marquisat de Saluces, la ville de Carmagnoles ».

Dans chacun de ces magasins, il devait être vendu à certains jours de la semaine, par les officiers d'artillerie, et après que le grand maître en aurait retenu une certaine quantité pour le roi, de la poudre au prix de treize sols la livre et de la « grosse graine propre à la marine » (1) à dix sols la livre. Le salpêtre était cédé aux maîtres des monnaies, orfèvres et affineurs, au prix de dix sols la livre « à la charge qu'ils n'en abuseraient et ne les convertiraient en poudres sur les peines susdites ».

Les dispositions suivantes de l'édit concernent l'organisation des magasins au point de vue administratif ; nous y voyons apparaître pour la première fois des fonctionnaires royaux spécialement chargés du service des poudres et salpêtres. Il était établi dans chaque magasin : un commissaire, un contrôleur, un « garde sur les salpestres et poudres » et deux sergents ; tous devaient « avoir l'œil sur les salpestres et poudres ». Nommés par le grand maître, entre les mains duquel ils prêtaient serment, ils avaient droit aux mêmes honneurs et aux mêmes avantages que les autres officiers de l'artillerie ; les principaux étaient l'exemption de la taille, des droits d'aides et de divers autres impôts ; ils avaient en outre le privilège d'être jugés pour toutes leurs affaires et contestations par une juridiction d'exception, le Bailliage de l'artillerie.

Les commissaires, chefs d'établissement, dirigeaient la fabrication des poudres et ordonnaient les dépenses ; ils adressaient tous les trois mois au grand maître de l'artillerie un état récapitulatif des achats de salpêtre et des ventes de poudres. Les contrôleurs remplissaient les fonctions de comptables : ils devaient assister à tous les marchés avec les

(1) Poudre à gros grains.

commissaires et tenir registre de toutes les recettes et dépenses, en deniers et en matières ; ils envoyaient chaque année, en double exemplaire — lointain précédent de la « paperasserie » qu'il est convenu de reprocher aux administrations — leurs comptes au contrôleur général de l'artillerie, qui les transmettait à la Chambre des comptes aux fins de vérification.

Les commissaires et contrôleurs étaient tenus de délivrer à chaque vente des certificats indiquant la quantité de poudre ou de salpêtre vendue ; ces récépissés servaient de passeports aux acheteurs. Les maires et échevins devaient remettre des sauf-conduits semblables à ceux qui transportaient des salpêtres aux magasins du roi. Le défaut de certificat entraînait la saisie et la confiscation ; toutefois, les quantités n'excédant pas six livres pour la poudre et dix pour le salpêtre étaient admises à circuler librement.

Enfin, les officiers institués par l'édit de 1582 étaient chargés de la recherche des « abus et faux pouldriers » et de la vente aux enchères des objets saisis : la moitié du produit des confiscations et des amendes leur était abandonnée. La Chambre des comptes, craignant peut-être que l'appât de ce bénéfice n'incitât parfois les commissaires et les contrôleurs à un chantage regrettable, enregistra l'édit le 31 Mars 1582 « à la charge que les officiers de l'artillerie ne pourront exiger aucune chose oultre le prix de dix et treize sols pour chacune livre de poudre sur peine de concussion, et ne pourront rien exiger pour les certificats sur la mesme peine ».

Henri IV entérina purement et simplement la législation établie par ses prédécesseurs dans une déclaration portant règlement pour les poudres et salpêtres rendue au

camp de Travecy le 6 Avril 1596. Les privilèges des salpêtriers avaient été confirmés à nouveau auparavant par une ordonnance du 18 Février 1585 (1). Mais la stricte réglementation antérieure concernant l'octroi exclusif par le grand maître des charges de salpêtriers avait été insensiblement transgressée, notamment au cours des troubles intérieurs qui précédèrent l'avènement du nouveau monarque : des commissions avaient été accordées directement tant par celui-ci que par les gouverneurs et lieutenants généraux qui s'étaient crus autorisés par la gravité des événements à méconnaître temporairement les injonctions de l'édit de 1572. Les inconvénients et les abus auxquels donnait lieu la multiplicité des mêmes pouvoirs émanés d'autorités différentes apparurent derechef et, par un édit rendu à Paris en Décembre 1601 (2), Henri IV prononça la révocation de toutes les commissions et permissions que les salpêtriers ou autres particuliers pouvaient tenir de lui ou des précédents grands maîtres, gouverneurs et lieutenants généraux, « fors et excepté celles que le Sieur Marquis de Rosny (3), présent grand maistre de l'artillerie de France a délivrées et expédiées depuis qu'il est en charge, tant aux commissaires qui ont entrepris le fournissement desdits magasins qu'aux salpestriers qui travaillent sous eux ». L'édit confirmait par

(1) Bibl. Nat. manuscrit français n° 16.693, folio 77.

(2) Fontanon, *op. cit.*, t. 4, p. 843. Edit. enregistré par le Parlement de Paris le 13 Mai, par la Chambre des Comptes le 24 Juillet et par la Cour des Aides le 21 Août 1602.

(3) Maximilien de Béthune, marquis de Rosny, plus connu sous le nom de duc de Sully, avait acheté en 1599, moyennant 80.000 écus, la charge de grand maître de l'artillerie au père de Gabrielle d'Estrées. Antoine d'Estrées, qui en était titulaire depuis 1597.

ailleurs la réglementation antérieure concernant le monopole exclusif de la fabrication de la poudre dans les magasins et arsenaux du roi et fixait, en cas de contravention, l'amende à cinquante livres par livre de poudre fabriquée en fraude.

Enfin, pour éviter que les particuliers ne fussent obligés à de trop longs trajets pour aller chercher dans les magasins royaux la poudre dont ils avaient besoin « pour leur exercice ordinaire, ou pour la munition et commodité de leurs maisons, navires et vaisseaux », il était établi dans chaque province, outre l'arsenal ordinaire, trois lieux à désigner par le grand maître, où la poudre serait débitée « par les commissaires des salpestres ou autres par eux commis, à raison de quatorze sols la livre d'amorce, douze sols la menue grenée et dix sols la grosse grenée » (1).

Il est difficile de présumer quels purent être les motifs qui conduisirent Louis XIII à renoncer aux huit cent mille livres de salpêtre à quatre sols la livre que lui fournissaient chaque année les villes et les communautés, pour conclure le 9 Août 1628 avec le sieur Nicolas Japin un contrat aux termes duquel celui-ci s'engageait à livrer chaque année à l'Arsenal de Paris, pendant neuf ans, deux cent mille livres de salpêtre de deux cuites au prix de sept sols la livre. Devons-nous voir là le louable désir d'affranchir les municipalités de la lourde contribution levée sur elles par le monarque depuis près de soixante-dix ans, ou ce changement brusque de mode d'approvisionnement était-il le résultat

(1) Ces prix étaient en baisse sensible sur les précédents : le marc d'argent qui valait 19 livres tournois en 1582 valait 26 livres 10 sols en 1601.

d'une influence puissante agissant en faveur de Nicolas Japin ? Le roi ne tarda pas à s'apercevoir en tout cas des inconvénients de cette mesure. Japin avait réussi à s'assurer en effet, en excipant de son marché, le quasi monopole de la recherche du salpêtre et de la fabrication et de la vente des poudres dans toute la France, et, la quantité de salpêtre stipulée au contrat s'étant révélée insuffisante pour les besoins du roi, celui-ci s'était vu contraint pour s'en procurer de conclure des marchés extraordinaires dans des conditions particulièrement onéreuses.

Louis XIII essaya en vain, pour pallier à cette situation, de rétablir l'exploitation en régie en créant « en titre d'offices formés » par un édit de Juin 1633 : un surintendant général et un commissaire général des poudres et salpêtres, un second commissaire et deux sergents dans chacun des trente magasins créés en 1582, deux cents « faiseurs et compositeurs de pouldres », mille vendeurs et cinq cents salpêtriers.

Il constata au bout de quelques mois la médiocrité des résultats obtenus et, comme il avait été obligé entre temps de porter de sept à huit sols le prix auquel la livre de salpêtre était payée à Nicolas Japin, il prit une décision plus radicale et cassa purement et simplement le marché passé avec celui-ci, trois ans avant l'expiration du terme, dans un édit rendu à Saint-Germain-en-Laye en Janvier 1634 (1).

Par le même édit, l'organisation des poudres et salpêtres était reprise sur des bases nouvelles. Les offices créés en 1633 étaient tous révoqués et l'exploitation en régie était, en principe, complètement abandonnée. La recherche du

(1) Arch. Nat. AD VI 16 n° 7 imprimé. Edit enregistré à la Chambre des Comptes et à la Cour des Aydes le 8 Mai 1634.

salpêtre, la fabrication des poudres et la vente aux particuliers étaient confiées à un fermier, étroitement contrôlé désormais par de nouveaux officiers : surintendant général, commissaire général, commissaires et contrôleurs provinciaux — qui reprenaient du reste les titres de leurs prédécesseurs — et sur les attributions desquels nous reviendrons plus loin.

La fourniture de salpêtre à laquelle les villes avaient été astreintes jusqu'en 1628 était rétablie, mais ramenée de huit cents à deux cent cinquante mille livres, et convertie en une prestation en argent à verser entre les mains de l'adjudicataire de la fourniture totale : « Et d'autant » déclare le roi dans l'édit « que ce leur seroit une trop grande peine et incommodité de les fournir en espèces, attendu qu'il leur conviendrait avoir des officiers pour la recherche, amas et conduite d'iceluy dans nos magasins, de la nature de ceux dont nous avons cy-devant révoqué les commissions, et que les frais et voitures leur reviendroient à de grandes sommes pour lesquelles elles seraient obligées de faire plusieurs comptes, nous avons estimé chacune livre de salpêtre à dix sols tournois et avons ordonné et ordonnons que dorénavant lesdites villes et communautés estant au dedans des bailliages et seneschaussées de France payeront dans la fin du mois de juin de chaque année, à commencer par la présente, les sommes auxquelles chacunes d'elles seront taxées suivant le roole et estat qui sera arrêté en nostre conseil et envoyé en nostre chambre des comptes dans trois mois, pour ce qu'elles doivent porter de la fourniture de ladite quantité de deux cens cinquante milliers de salpêtre, ès mains et par les quittances de celuy auquel il sera fait bail en nostre conseil pour le fournissement desdits deux cens cinquante milliers de salpêtre ou autre plus grande quantité au lieu dudit Japin »,

L'adjudicataire — ou plutôt le futur adjudicataire, dont les dispositions de l'édit constituaient en somme le cahier des charges —, placé sous l'autorité et le contrôle exclusifs des officiers nouvellement créés, devait tenir constamment à la disposition du roi, outre le montant de sa fourniture annuelle, une réserve de salpêtre dont la quantité serait stipulée dans son bail, et être en mesure de la convertir en poudre dans le plus bref délai, sur l'ordre du surintendant général. Il pouvait disposer à sa guise du salpêtre excédant cette quantité et le convertir en poudres qu'il avait la faculté de vendre au public, dans des bureaux désignés par le surintendant, à des prix arrêtés par celui-ci pour chaque espèce de poudre. Le surintendant devait lui délivrer à cet effet « telle quantité de commissions qui lui serait besoin pour ceux qu'il emploierait à l'amas de salpêtre, confection et vente des poudres aux particuliers ». La vente du salpêtre était rigoureusement prohibée, toujours pour éviter la fabrication clandestine de la poudre : exception était faite toutefois comme par le passé pour les maîtres des monnaies, orfèvres et affineurs auxquels il pouvait être cédé au prix de onze sols la livre, avec la réserve rituelle qu'ils ne s'en serviraient pas pour faire de la poudre, sous peine de cinq cents livres d'amende à la première contravention, mille livres à la seconde et trois mille à la troisième.

On s'étonnera peut-être de ce que les offices des hauts fonctionnaires des poudres et salpêtres créés en 1633 et révoqués au bout de quelques mois par l'édit de Janvier 1634 aient été instantanément rétablis au profit de nouveaux titulaires. Nous en trouvons dans le corps même de l'édit une explication, un peu simpliste il est vrai, mais qui illustre assez bien la façon dont la vénalité des charges s'est étendue peu à peu au XVII^e siècle à tous les genres de fonctions : les

détenteurs primitifs de ces offices n'avaient « pour ce payé aucune finance dans les coffres du roi » tandis que les nouveaux titulaires ne pouvaient les acquérir qu'à beaux deniers comptants.

Il restait à trouver du jour au lendemain de nouveaux officiers pour des fonctions un peu spéciales qui requéraient malgré tout des qualités particulières. Ce problème n'avait pas échappé au rédacteur de l'édit qui l'avait fort simplement résolu : « Et pour ce aussi qu'à cause du grand nombre d'offices de nouvelle création qui restent à débiter, il pourroit y avoir difficulté à trouver des personnes pour se faire pourvoir desdits offices presentement creez, permettons à toutes sortes de personnes d'acquérir et se faire pourvoir d'un ou plusieurs desdits offices et voulons que les porteurs de quittances de finance et lettres de provision d'iceux jouyssent des gages à eux attribuez durant les trois premières années prochaines et consécutives. A la fin desquelles ils seront tenus se faire pourvoir ou obtenir lettres de nous ». Il y a lieu de penser qu'au terme de ce délai, cette ratification qui constituait pour le roi la contre partie quasi obligatoire du versement effectué était bien rarement refusée : les écus déboursés par les nouveaux officiers constituaient certainement une forte présomption d'aptitude professionnelle.

Le surintendant général des poudres et salpêtres de France, conseiller du roi en son conseil d'Etat, n'avait guère du reste qu'une charge très honorifique qui justifiait simplement sa présence en bonne place à la Cour. Aussi le roi, constatant « qu'il est nécessaire que nostredit surintendant des poudres et salpestres soit d'ordinaire à nostre suite », lui adjoignait-il un fondé de pouvoir qui exerçait effectivement ses fonctions et pour lequel était érigé un office de « commissaire général d'artillerie, poudres et salpestres de

France ». C'était donc ce dernier qui pratiquement assurait le contrôle supérieur de l'adjudicataire, en même temps qu'il avait la haute main sur les commissaires et contrôleurs provinciaux qui cessaient de relever désormais de l'autorité directe du grand maître de l'artillerie.

Il était créé dans chacun des dix-huit départements désignés dans l'édit (1) trois commissaires provinciaux « anciens, alternatifs et triennaux » : chacun d'eux était titulaire de son office, mais n'en exerçait les fonctions qu'une année sur trois, l'alternatif après l'ancien, et le triennal après l'alternatif, ce qui était évidemment un bon moyen pour le roi de vendre beaucoup d'offices sans par trop surcharger les cadres. Chaque département comportait également trois contrôleurs provinciaux qui se succédaient périodiquement dans les mêmes conditions que les commissaires.

Les commissaires et contrôleurs réceptionnaient les fournitures de l'adjudicataire, contrôlaient dans leur ressort la fabrication et la vente de ses poudres et étaient également chargés, comme leurs devanciers de « la recherche des abus, faux pouldriers et salpestriers ». Il était prévu enfin qu'au cas où l'adjudicataire faillirait à ses engagements ils procéderaient directement, à titre exceptionnel, sur l'ordre du commissaire général, à l'achat des salpêtres et à la fabrication des poudres.

Un certain nombre d'avantages étaient concédés aux officiers nouvellement créés. Outre les exemptions d'impôts

(1) « Isle de France; Picardie; Normandie; Champagne; Bourgogne et Bresse; Pays Messin, Lorraine et Allemagne; Orléans; Touraine; Anjou et le Mayne; Bretagne; Poitou; Saintonge et pays Daunis avec les Isles; Guyenne; Bas Languedoc et Haut Languedoc; Narbonne et Béarn; Provence; Dauphiné et Pignerol; Lyonnais, Auvergne et Bourbonnois ».

dont ils jouissaient comme les autres officiers d'artillerie, ils étaient dispensés « de la rigueur des quarante jours sans estre tenus de payer le prest ny le soixantième denier de l'évaluation de leurs dits offices » : le roi rendait ainsi leurs charges héréditaires en les dispensant de la Paulette, ce qui leur évitait un sacrifice pécuniaire appréciable. Il réservait par ailleurs au surintendant général et au commissaire général « pour leur soulagement » des logements au Petit Arsenal de Paris (1). Enfin, outre leurs appointements pour le paiement desquels il était prévu chaque année une somme de quatre vingt mille livres, les nouveaux officiers touchaient de l'adjudicataire une commission sur la vente des poudres : six deniers par livre étaient attribués au surintendant « pour le désintéresser des grands frais et dépenses qu'il feraït à la cour et pour rendre raison du fait de sa charge » ; trois deniers au commissaire général pour frais de voyage ; et trois autres deniers « pour faire le sol par livre » aux commissaires provinciaux, « à charge que pour la conservation desdites attributions ils ayent l'œil qu'aucuns ne fassent et vendent desdites poudres à nosdits sujets autres que ledit adjudicataire » : c'était pour ce dernier de l'argent bien placé...

Louis XIII ne s'était pas déterminé à annuler le marché passé avec Nicolas Japin, en raison seulement des inconvénients et des abus résultant des attributions exclusives que celui-ci avait cru pouvoir s'arroger pour son exécution. Il

(1) « Dans les deux corps d'hostel en entrant à main gauche, aboutissant à la Bastille d'un costé et de l'autre au magasin des tonneliers avec la cour et jardin comme le tout était occupé cy-devant par le sieur Japin fils ».

avait surtout voulu profiter des offres plus avantageuses qui venaient de lui être formulées.

Il avait reçu en effet des propositions d'un sieur François Sabathier, qui garantissait « retirer plus de salpêtre des voiries, boues et vidanges des basses fosses de la ville de Paris qu'il n'en seroit besoin pour la fourniture des magasins et du public ». L'application du procédé proposé — sur lequel Sabathier ne donnait cependant que des indications très vagues — semblait à première vue très séduisante, puisqu'elle soulageait les particuliers de l'incommodité qui résultait pour eux du mode d'extraction usité jusqu'alors ; en même temps, la centralisation à Paris du raffinage du salpêtre et de la fabrication de la poudre devait rendre plus faciles la recherche et la répression des fraudes.

Un contrat fut donc passé par Louis XIII avec Sabathier en Mai 1634 pour la fourniture de deux cent cinquante mille livres de salpêtre par an, le montant de la réserve extraordinaire qui devait être constamment à la disposition du roi « pour la provision de ses places fortes et armées navales et de terre » étant fixé à trois cent mille livres. Sur la demande de Sabathier, pour lui permettre d'écouler avec certitude la totalité de sa production, le roi prescrivit, un peu inconsidérément peut-être, par lettres patentes du 9 Juin 1635, « que tous les ustensiles, engins et moulins desdits salpêtriers et poudriers soient rompus et démolis ». Le nouvel adjudicataire s'empressa de faire mettre à exécution une mesure aussi protectrice ; il apparut malheureusement très vite que le procédé sur le compte duquel on s'était si facilement enthousiasmé ne permettait d'obtenir qu'une quantité de salpêtre insignifiante. La pénurie de poudre se fit à nouveau sentir, avec d'autant plus d'acuité que les armées françaises guerroyaient à cette époque contre les Espa-

gnols et les Impériaux, et Louis XIII dût rendre à Paris le 11 Août 1636 une ordonnance.⁽¹⁾ « portant permission a tous marchands-pouldriers, salpestriers et ouvriers qui savent travailler à la confection de la pouldre à canon d'en faire incessamment la plus grande quantité possible pour la vendre et débiter librement à toutes personnes et en tous lieux du royaume et de restablir à cet effet leurs moulins et engins nécessaires ».

Cette autorisation, pour générale qu'elle fût, ne suffit pas, on le pense, à rétablir la production au niveau de la consommation. Outre que la presque totalité des ateliers privés étaient inutilisables, une certaine méfiance se manifestait, à tous les échelons de la hiérarchie, dans le personnel des poudres et salpêtres qui avait appris à ses dépens combien étaient précaires depuis quelques années les autorisations royales.

Les commissaires provinciaux d'une part, faisaient observer au roi qu'ils ne pouvaient avancer aux salpêtriers comme ils l'avaient fait auparavant, les sommes dont ceux-ci avaient besoin pour remonter leurs ateliers, s'ils n'étaient assurés que le salpêtre qu'ils approvisionneraient serait régulièrement reçu et payé par le commissaire général. De leur côté, bien des « faiseurs et compositeurs de poudres » hésitaient à rétablir leurs moulins sans avoir la certitude de pouvoir s'approvisionner en salpêtre ; et le commissaire général représentait au souverain qu'il ne pouvait prendre aucun engagement envers ses commissaires provinciaux s'il ne disposait pas de crédits suffisants.

Louis XIII ne se rendit pas à ces exhortations pressantes, et, faute d'une organisation méthodique, il dut impor-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 n° 8 imprimé.

ter de l'étranger la poudre dont il avait besoin. Loin de produire les résultats escomptés, l'ordonnance de 1636 avait d'ailleurs occasionné de sérieux abus, et le roi était obligé de constater qu'« il s'estoit introduit plusieurs gens mal vivans et libertins qui, sans aucune commission nouvelle, sous prétexte de ladite permission générale, vont par tous les lieux où se procréent lesdits salpestres gaster et renverser les matières disposées à travailler, en sorte que s'il n'y estoit pourveu, les salpestriers ordinaires ne trouveraient plus de matières pour travailler et ne pourroient saussfaire à quoy ils sont obligez par leurs commissions ; joint à ce que lesdits vagabonds et gens sans adveu ne prennent lesdites matières que principalement afin d'obliger les particuliers, dont ils gastent les maisons de leur donner de l'argent pour se rédimier de leurs vexations ».

Une ordonnance intervint enfin, rendue à Saint-Germain-en-Laye le 8 Octobre 1640 (1), enjoignant « aux commissaires, salpestriers et pouldriers ordinaires d'exécuter leurs commissions et de satisfaire aux fournitures, qu'ils sont obligez, à peine d'interdiction de leur charge et de punition corporelle » et défendant aux particuliers non commissionnés de se livrer à la recherche du salpêtre. Mais en même temps il fut statué que « doresnavant, au commencement de chaque année, il soit fait un fond suffisant qui sera distribué par ledit commissaire général pour l'amas, recueil et achapt desdites poudres et salpestres ». Enfin, pour faciliter la vente de la poudre au public, le roi ordonna au surintendant général des poudres et salpêtres de préposer dans chaque ville du royaume « des personnes de probité » qui recevraient des magasins royaux, pour les

(1) Arch. Nat. AD VI 16 n° 9 imprimé.

débiter, les quantités de poudre à canon et à giboyer qui seraient indiquées chaque mois par les magistrats, maires et échevins.

Il y a lieu de penser qu'à la suite de cette ordonnance, l'industrie des poudres et salpêtres s'exerça désormais régulièrement à la satisfaction du roi puisqu'aucun édit n'intervint à ce sujet de 1640 à 1663. L'établissement d'un régime stable, déterminant avec certitude l'étendue de leurs droits et de leurs obligations, rendit sans doute confiance aux salpêtriers et permit la réorganisation de leurs corporations dont les règlements rigoureux contribuèrent pour une large part à la stricte observation des ordonnances royales. Les « statuts arrestez entre les salpestriers du Roy (1) en la ville et faux bourgs de Paris pour la confection des salpestres de France, pour le service de Sa Majesté » (2) constituent à cet égard un document intéressant.

« Pour tenir la main » est-il indiqué à l'article I « à ce que les ordonnances et règlements faits par les roys François premier, Charles IX et Henri IV pour raison des poudres et salpestres soient inviolablement gardez et observez de poinct en poinct, il sera nommé et établi par la communauté un syndicq et quatre maîtres et gardes... Lesquels, avec Monsieur le Commissaire des poudres et salpestres du département de Paris, ou personne par lui préposée, assisté d'un huissier ou autre officier de justice, feront leurs visites

(1) Au nombre de 29... dont 4 femmes; les salpêtriers de Paris s'étaient groupés dès l'origine en corporation et en confrérie sous le patronage de Sainte Barbe dans l'église Saint Leu Saint Gilles. (Bibl. Nat. manuscrit original de 1487 vol. 16.993 fol. 83).

(2) Bibl. Nat. Lf 65 1 imprimé (1^{er} Mai 1658).

chez les salpestriers toutes fois et quantes qu'il en ordonnera pour voir et visiter les désordres et malversations qui se pourroient commettre par eux dans les ateliers de ladite ville et faux bourgs de Paris contre lesdites ordonnances et règlements et en feront leur rapport par devant Monsieur le Bailly de l'artillerie ou Monsieur son lieutenant général pour y estre par luy pourveu ainsi que de raison ».

Nul ne pouvait bien entendu (art. 4) être admis dans la communauté des salpêtriers de Paris s'il n'était muni d'une commission régulière, dûment enregistrée au greffe du bailliage de l'artillerie.

Aux termes de l'article 3, le salpêtre devait être porté par les salpêtriers aux magasins tous les quinze jours, sous peine de perte de la commission et de 48 livres d'amende : ils ne pouvaient ainsi en conserver chez eux que des quantités peu importantes, ce qui facilitait la recherche des fraudes. L'article 5 oblige les salpêtriers à n'employer pour « la recherche et amas des terres propres à faire salpestres qui se rencontrent dans les démolissions » que des hommes pourvus d'un certificat du commissaire général et, chose curieuse, le nombre maximum de ces agents est fixé impérativement d'après l'importance de l'installation de traitement des matériaux salpêtrés : un homme lorsque l'atelier comporte de deux à sept cuiviers, deux hommes de huit à douze cuiviers, le salpêtrier comptant lui-même pour un lorsqu'il participe à la recherche (1). Il semble qu'il y ait dans cette limitation une tentative pour égaliser les rendements des ateliers et assurer à chacun le même volume de

(1) Les statuts ne prévoient pas le cas d'une installation de plus de douze cuiviers, ce qui montre en passant que les ateliers d'extraction de salpêtre constituaient de toutes petites exploitations.

travail : les statuts prévoient d'ailleurs (art. 12) « que tous les cuiviers des astelliers seront de grandeur et hauteur égale qui sera réglée par le commissaire général et marqués aux armes de l'artillerie sans que les salpestriers les puissent changer, augmenter ou diminuer que du consentement dudit commissaire général, à peine de 8 livres parisis ». Les heures de travail enfin sont réglées par l'article 16 : 5 heures du matin à 7 heures du soir de Pâques à la Saint Rémy, 6 heures du matin à 6 heures du soir de la Saint Rémy à Pâques, chaque dérogation entraînant une amende de 6 livres.

L'article 11 renferme une disposition intéressante : la possibilité de faire accepter par le commissaire général le salpêtre qui n'était pas de recette, moyennant une réfaction déterminée par le syndic : « Sera fait assemblée par lesdits syndic et maîtres et gardes de quinzaine en quinzaine le Samedi à 2 heures après-midi en la maison dudit sieur commissaire général, auquel ils feront rapport des malversations qui seront venues à la connoissance et commises en la confection des salpestres ; et à cet effect visiteront les salpestres qui auront été livrés pendant la quinzaine et rebutez par le commissaire général ou ses commis, pour n'estre de la qualité requise, afin que sur l'estimation qui en sera par eux faite, le prix en soit payé ; et se trouvant quelque salpestrier qui par deux livraisons consécutives aura fourny de mauvais salpêtre par malice ou par ignorance, sera révoqué et son atelier aboly ».

La mise en œuvre de ces statuts, et surtout l'institution qu'ils comportaient d'une sorte de commission mixte du travail chargée de contrôler et d'assurer l'exercice normal de la profession marquaient certainement un progrès notable sur les errements antérieurs. Des abus durent néanmoins

se produire à la longue dans l'octroi des commissions puisque Louis XIV fut obligé de révoquer, par ordonnance rendue à Paris en Juin 1663 (1) et enregistrée au Parlement le 7 Juillet, « toutes les permissions que les salpestriers ou autres particuliers pourroient avoir obtenues, excepté celles que le Grand maistre de l'artillerie de France a Jélivrées et expédiées par nostre permission tant aux commissaires qui ont entrepris le fournissement desdits magasins qu'aux salpestriers qui travaillent sous eux ».

L'ordonnance reproduit par ailleurs les dispositions des édits de 1572, de 1582 et de 1601 concernant l'interdiction à tous les sujets du roi de transporter et de recéler des salpêtres et de fabriquer des poudres « hors ceux qui auront ordre particulier de celui qui fera la fourniture de nos magasins ». La velléité de retour, que semble indiquer cette disposition, au régime de l'affermage dont les résultats antérieurs avaient pourtant été si discutables, est confirmée explicitement plus loin puisqu'il est ajouté peu après « qu'outre la fourniture de nos magasins qui se fera au prix de neuf sols la livre, celui qui aura l'entreprise sera obligé d'en tenir dans tout le royaume la quantité de six cens milliers, pour nous servir en cas que nous en ayons besoin par extraordinaire, qui luy seront payés au prix de neuf sols la livre, et aussi d'en fournir à nos sujets pour leur usage au prix de dix-huit sols la livre de poudre d'amorce fine et de quatorze sols la livre de poudre à mousquet ».

On verra par la suite que l'ordonnance de 1663 est bien le prélude d'un monopole absolu de fabrication et de vente des poudres et salpêtres au profit de « traitants » qui vien-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 n° 12 imprimé.

dront grossir le nombre des fermiers généraux dont l'influence a été si caractéristique de cette époque.

Nous sommes parvenus au terme de ce que l'on pourrait appeler la période « chaotique » du monopole des poudres et salpêtres. Période de tâtonnements, d'essais parfois contradictoires et souvent infructueux, de mises au point successives, au cours de laquelle l'importance croissante de l'industrie nouvelle a conduit le législateur à rechercher sans cesse un palliatif aux inconvénients d'une réglementation qui, satisfaisante à l'origine, s'avérait rapidement défectueuse en raison des abus auxquels elle donnait lieu. Le principe du monopole de la fabrication et de la vente des poudres au profit du roi est néanmoins demeuré intact au travers des modifications successives de cette réglementation : la « façon et composition de pouldres et salpestres » reste, sous Louis XIV comme au temps de Charles IX, « un droict souverain à nous seul appartenant pour la tuition et deffense de nostre royaume ».

CHAPITRE II

L'affermage du monopole des poudres

Les difficultés qu'avait rencontrées son prédécesseur au cours de ses deux essais d'affermage devaient rendre Louis XIV plus circonspect dans le choix d'un adjudicataire, et il semble qu'il ait hésité longuement avant de se décider entre les diverses propositions qui lui furent faites à la suite de l'ordonnance de 1663 « tant pour la fabrique des salpestres que pour la confection des poudres, manufacture autant dangereuse que nécessaire et à la conduite de laquelle le sang froid et la prudence sont absolument requis ». Celui qui l'emporta, le sieur François Berthelot, paraissait présenter toutes les garanties dont le roi voulait s'entourer.

Berthelot s'était signalé en effet aussi habile technicien qu'administrateur averti à la tête des différents moulins à poudre du Nord et de l'Est qu'il avait réussi à rassembler peu à peu sous sa direction, et, grâce à la fortune dont il disposait, il avait su donner, avec l'encouragement bienveillant du grand maître de l'artillerie, assez d'extension à son exploitation pour être capable de fournir au roi la plus grande partie des poudres dont celui-ci avait besoin.

Le bail qui lui fut passé, par arrêt du Conseil du roi du 31 Décembre 1664 (1), pour neuf ans à compter du 1^{er} Jan-

(1) Bibl. Nat. Lf 65 2 imprimé. Arch. Nat. AD VI 16 folio 14.

vier 1665, prévoyait la fourniture annuelle de 200.000 livres de poudre, « bonne, loyalle, et marchande, menue et grosse grenée, encaquée et enchapée, propre pour mousquets et canons », que Berthelot s'engageait à livrer à ses frais dans les places et magasins désignés au contrat (1). La livraison de poudre prévue pouvait être remplacée, au gré du roi, par une fourniture de même montant de salpêtre de trois cuites, « sans sel ny graisse ».

Le règlement était effectué sur la base de neuf sols par livre de poudre ou de salpêtre, dans des conditions particulièrement avantageuses pour le fournisseur, puisque les trésoriers généraux de l'artillerie devaient lui verser par avance 60.000 livres en Janvier, et le solde, soit 30.000 livres, au début de Juillet, à charge pour lui de leur rapporter dans le courant de l'année les récépissés des garde-magasins, dûment contrôlés par le contrôleur général de l'artillerie. L'objet de cette mesure gracieuse, qui facilitait singulièrement au fermier la constitution d'un fond de roulement, était, aux termes du traité, « d'ayder aux grandes despenses qu'il est obligé de faire pour l'amas desdits salpestres, confection desdites pouldres, construction et entretien des moulins et magasins et établissement d'astelliers ».

(1) Sçavoir :

Paris	6 milliers	Metz	20 milliers
Amiens	10 —	Lion	30 —
Arras	20 —	Brouage ou La Rochelle	30 —
La Fère	10 —	Perpignan	10 —
Dunkerque ou Gravelines	20 —	Marseille ou Toulon	24 —
Sedan ou Mézières	20 —		

Le roi s'engageait à faire délivrer à Berthelot par le duc de Mazarin (1), grand maître de l'artillerie, une commission générale portant pouvoir d'établir, à Paris et dans toute l'étendue de l'élection, ainsi que dans les généralités d'Amiens, Soissons, Châlons, Tours, Lyon, Pays d'Artois, Evêchés de Metz, Toul et Verdun, duché de Bar et Pays de Lorraine, des ateliers pour composer les salpêtres et en amasser, avec défense « à tous autres, de quelque état et qualité qu'ils soient, et sous quelque prétexte que ce fût, de s'immiscer en l'amas, achapt, confection, raffinage et vente desdits salpestres ». Berthelot avait la faculté de faire saisir et confisquer tous les salpêtres sortant des pays énumérés plus haut et ceux qui y étaient introduits sans « congez » de lui. Le salpêtre, le bois, le soufre et le charbon dont il avait besoin passaient en franchise d'une province à l'autre.

Enfin, il était mis en possession, sur procès-verbal de visite, des moulins et magasins à poudre appartenant au roi, à charge de les rendre « en mesme estat qu'ils luy avoient été baillés ». Il lui était concédé en outre un logement dans le petit Arsenal de Paris.

Pour lui permettre de monter facilement de nouveaux ateliers aux endroits qu'il jugerait les plus propices, le roi lui conférait une sorte de droit d'expropriation : « Sera permis audit Berthelot, ses procureurs et comis, de faire bastir à leurs frais et despens les moulins et magasins dont ils auront besoin, aux lieux et sur les rivières et courans qu'ils trouveront propres à cet effet, en dédommageant les

(1) Armand-Charles de la Porte, qui avait succédé en 1648 à son père, le Maréchal de la Meilleraye, dans la charge de grand maître de l'artillerie, avait épousé Hortense Mancini et hérité du Duché de Mazarin en 1661 à la mort du Cardinal.

particuliers au dire de gens à ce connoissans ». Berthelot avait tout intérêt à profiter de cette faculté et à développer son exploitation : il était sûr en effet de rentrer dans ses débours à l'expiration de son traité, celui-ci mentionnant plus loin qu'il ne pourrait « être évincé desdits moulins et magasins qu'après l'actuel remboursement qui luy en sera fait par celui qui entrera dans l'exercice dudit recueil, confection des salpestres et fourniture de poudres ; qui sera obligé de luy payer comptant et de ses deniers la despense qu'il aura faite ».

Outre les 200.000 livres de poudre ou de salpêtre prévus au contrat, Berthelot s'obligeait à fournir éventuellement chaque année, après préavis, deux cents autres mille livres d'« extraordinaire », aux mêmes prix et conditions que la fourniture ordinaire : 90.000 livres payables deux tiers en Janvier et un tiers en Juillet. Il était également tenu de convertir en poudre à ses frais, au gré du roi, tout ou partie du salpêtre qu'il avait fourni antérieurement (1). Cette obligation ne constituait pas pour lui une lourde charge : il devait rendre en effet une livre de poudre pour chaque livre de salpêtre reçue, et 100 livres de poudre ne contenaient que 75 livres de salpêtre (2) : le prix des 25 livres de salpêtre qui lui restaient compensait à peu près le prix du

(1) Pour éviter d'avoir de trop gros stocks de poudre, dont l'accumulation pouvait présenter un risque grave d'explosion, le roi préférait constituer pendant la paix une réserve importante de salpêtre qu'il faisait transformer en poudre dès qu'il en avait besoin.

(2) La poudre était faite alors au dosage classique dit « six, as et as » (75 % de salpêtre, 12,5 % de soufre, 12,5 % de charbon) usité encore actuellement pour la poudre dite « mousquet », le pulvérin et la poudre de mine dite MC30.

soufre et du charbon, beaucoup moins chers (1), et la main-d'œuvre de fabrication et d'emballage.

Conformément à la règle traditionnelle suivie jusqu'alors, le roi usait de son droit d'évocation pour le jugement de tous les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du bail, « renvoyant au baillif de l'artillerie ou à son lieutenant les differens et contestations qui pourroient naistre entre ledit Berthelot ou ses comis, salpestriers et poudriers, et les autres particuliers pour raison de l'amas des terres, cendres, transports, voitures et autres choses concernant le faict desdites poudres et salpestres ; deffendant à tous juges généralement quelconques d'en prendre connoissance et aux parties d'y faire aucunes poursuittes, à peine de nullité, 3.000 livres d'amende et de tous despens, dommages et intérêts et de répondre du retardement de nostre service en leur propre et privé nom ».

Le permis d'exploitation, octroyé à Berthelot en vertu de son bail par le duc de Mazarin en Février 1665 avec le titre de commissaire général des poudres et salpêtres de France, et limité d'abord à une partie seulement du royaume, fut étendu à toute la France par un arrêt du conseil des finances du 7 Janvier 1666 (2).

Berthelot sut mettre intelligemment à profit la commission générale dont il était pourvu ; il réussit en peu d'années à développer l'industrie des poudres et salpêtres et, en concentrant son exploitation dans un petit nombre d'endroits bien choisis, à en rendre l'exercice moins gênant pour les particuliers. Le roi se montra satisfait des résultats obtenus.

(1) Le soufre et le charbon de bois valaient environ 2 sols la livre.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 18.

nus : « Le fournissement », mentionne le préambule d'un arrêt du conseil d'état rendu le 4 Décembre 1669 (1), « a succédé selon nos espérances ; non seulement en ce que ledit Berthelot a surmonté tous les abus qui s'étaient glissés en ladite recherche des salpestres et confection des poudres ; mais aussi en ce qu'il a attiré plusieurs de nos sujets au travail desdits salpestres et poudres et les a rendus capables de s'y perfectionner ; en sorte qu'en leur procurant le moyen de gagner leur vie, il s'est mis en estat de fournir tous nos magasins des salpestres et poudres qui sont nécessaires dans nostre royaume ».

On sait l'intérêt que porta Louis XIV à l'extension des manufactures et les encouragements qu'il prodigua aux diverses industries qui se constituèrent sous son règne. Un organisateur aussi actif et avisé que l'était Berthelot ne pouvait manquer d'attirer l'attention de ce souverain, et celui-ci, estimant que « lesdites poudres n'exigent pas moins de soin pour leur conservation que pour la façon d'icelles », voulut le charger également de l'entretien de ses magasins et des poudres qu'il devait lui fournir.

Un nouveau marché général fut donc conclu avec Berthelot, pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1670, par arrêt du conseil d'état du 4 Décembre 1669 (1).

Berthelot était tenu par ce marché aux mêmes fournitures ordinaires et extraordinaires (2), aux mêmes conditions de conversion de salpêtre en poudre que par le précédent ; mais il était précisé cette fois que les poudres seraient enchapées en barils de 200 livres et que le salpêtre raffiné

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 19.

(2) Toutefois les livraisons étaient désormais concentrées dans deux places, Arras et Saint-Quentin.

serait livré en tonnes de 500 livres ; il n'était plus spécifié que celui-ci devait avoir subi trois cuites, et le traité mentionnait simplement que la poudre devait être de la poudre de guerre, sans indication précise de composition. Berthelot s'obligeait à mettre en bon état et à entretenir pendant toute la durée de son bail la totalité des poudres, barils et chapes qui se trouvaient dans les magasins et places fortes du royaume. Le radoubage (1) prévu devait être entièrement terminé au 31 Décembre 1673.

Il prenait également à sa charge les réparations courantes à effectuer pendant toute la durée de son bail aux magasins royaux ; le roi s'engageait de son côté à faire remettre au préalable en bon état, à ses frais, tous les bâtiments, et ce d'après les ordres et au vu des mémoires de Berthelot : l'entretien laissé à celui-ci ne constituait pour lui dans ces conditions qu'une charge très légère : il est permis de supposer en effet qu'il ne négligea d'ordonner aucun des travaux qui pouvaient contribuer à la conservation des édifices dont le roi lui confiait ainsi la remise en état.

D'ailleurs, pour tenir compte des obligations nouvelles qui incombaient à Berthelot, le prix des 200.000 livres de poudre de sa fourniture ordinaire était porté à onze sols la livre, toujours payables par avance ; le prix des 200.000 livres d'extraordinaire restait fixé à neuf sols : la poudre

(1) On désignait — et on désigne encore — sous le terme de « radoubage » le traitement qu'on fait subir à une poudre avariée pour lui redonner ses qualités balistiques. Le radoubage consistait en un simple séchage quand la poudre avait seulement repris de l'humidité ; lorsqu'elle avait été mouillée au point qu'il y ait eu dissolution et perte de salpêtre, on triturait à nouveau la poudre après l'avoir convenablement surdosée.

fine (1) lui était payée à raison de deux livres de cette poudre pour trois livres de poudre de guerre.

Le précédent contrat ne renfermait aucun article fixant les prix de vente des poudres aux particuliers : on se rappelle que ceux-ci avaient été précisés dans l'ordonnance de 1663. Mais, soit que Berthelot se fût élevé contre la tarification imposée par cette ordonnance, soit que s'autorisant du silence de son bail à ce sujet il eût débité la poudre à des prix excessifs, son nouveau contrat contenait sur ce point une clause assez inattendue : il lui était enjoint de faire distribuer la poudre « à prix raisonnable » par les marchands qu'il commettrait : on se représente mal aujourd'hui l'insertion d'une semblable formule dans un décret de concession de transport ou de distribution d'énergie électrique !

Le bail reproduisait sensiblement par ailleurs les principales clauses du traité de 1664 : il contenait en outre quelques dispositions nouvelles nettement à l'avantage de Berthelot.

Celui-ci avait la faculté de conserver, si bon lui semblait, pendant toute la durée de son marché, malgré l'expiration des baux, la jouissance des terrains sur lesquels il avait construit des moulins à poudre, en continuant d'en payer le loyer aux propriétaires : les rapporteurs de la loi sur la propriété commerciale auraient presque pu, de nos jours, se réclamer de ce lointain précédent ! L'exercice du droit d'expropriation qui avait été accordé à Berthelot en 1664 était rendu cette fois plus avantageux pour lui : la détermination de l'indemnité de dépossession, jusque-là fixée par experts « à ce connoissans », était confiée au commissaire départi dans la province (l'intendant), et celui-ci ne

(1) Poudre de chasse.

pouvait manquer d'être influencé en faveur du riche et puissant traitant qui avait su mériter la confiance du souverain.

Aux termes de l'article 6, les chaudières, bêtes de sommes, chevaux, harnais et ustensiles des salpêtriers ne pouvaient être saisis pour quelque dette que ce fût « si ce n'est à la requête de celui qui aura vendu quelque'une des choses cy-dessus » : c'était, en conservant heureusement le privilège du vendeur, assurer aux ouvriers de Berthelot la certitude de conserver leur matériel d'exploitation et faciliter à celui-ci le recrutement et la stabilité de la main-d'œuvre.

L'article 11 enfin stipulait l'obligation pour les garde-magasins du roi d'exécuter les prescriptions de Berthelot relatives aux mesures à observer en vue de la conservation des poudres, et disposait qu'ils ne pouvaient être payés de leurs gages par le trésorier général de l'artillerie qu'en rapportant un certificat de Berthelot constatant qu'ils s'étaient bien acquittés de leurs fonctions. Il y a lieu de noter que ces mêmes garde-magasins étaient chargés de délivrer à Berthelot les récépissés attestant les livraisons qu'il avait faites : on remarquera par suite qu'ils étaient en bien mauvaise posture pour contester la qualité des poudres qu'ils réceptionnaient et il est permis d'émettre quelques doutes quant à la sincérité des indications de tonnage mentionnées dans leurs prises en charge.

La nouvelle commission délivrée à Berthelot le 14 août 1669 (1) par Henry de Daillon, comte du Lude, capitaine général et grand maître de l'artillerie de France (2), avait

(1) Bibl. Nat. Lf 65 3 imprimé.

(2) Le comte du Lude avait succédé dans la grande maîtrise au duc de Mazarin le 28 juillet 1669 : celui-ci avait reçu la charge de surintendant général des poudres et salpêtres.

d'ailleurs considérablement renforcé ses prérogatives. Il était maintenant considéré comme le seul homme capable du royaume en matière de poudres et salpêtres, et chargé, comme l'avaient été les précédents commissaires généraux, d'avoir « le soin, supériorité, autorité, intendance générale et entière connaissance sur tous les salpestriers, poudriers et ouvriers, voir et poursuivre les abus qui s'y commettent journellement ; les faire réprimer suivant les ordonnances ». Nul ne pouvait désormais amasser des salpêtres ni composer des poudres sans sa permission : il jouissait légalement d'un monopole absolu.

Une réussite aussi brillante ne devait pas manquer de susciter les réclamations et les critiques des envieux. Parmi les attaques dont Berthelot fut l'objet, l'une des plus virulentes fut celle d'un sieur Montaigne qui se montra particulièrement acharné à ruiner son crédit dans l'esprit du roi. Les « Observations sur les traitez faits par le sieur Berthelot concernant les salpestres et poudres, où il est montré clairement qu'il a surpris le conseil du roi et profité induement de plus de deux millions cinq cent mille livres depuis l'année 1663 jusques en la présente 1671 » (1) furent d'abord présentées au roi par Montaigne sous forme de placet en Décembre 1670. Il n'est pas sans intérêt d'examiner les critiques qu'elles renferment en particulier des principales clauses du contrat de 1669.

Montaigne entreprend d'abord de démontrer que la livre de poudre de guerre revient à Berthelot tout au plus à six sols alors que le roi la lui paye onze. « En premier lieu », explique t-il, un peu naïvement, « les salpestres et

(1) Bibl. Nat. Lf 65 4 imprimé.

poudres ne pouvant estre faits sans sa permission, il ne la donne qu'à condition de les luy fournir bon marché » : c'est là évidemment un reproche assez inattendu, et qui prouve en tout cas que Berthelot, en bon administrateur, sut discerner parmi les ateliers qu'il convenait de conserver ceux qui travaillaient au meilleur prix de revient. Mais Montaigne continue en donnant des précisions troublantes :

« Estans certain que le salpestre qui se fait à Paris ne luy revient qu'à 34 livres le quintal de cent pesans, sçavoir 27 livres 10 sols de la première cuitte et 6 livres 10 sols à quoy monte environ un quart dont il deschet en le raffinant à l'arsenal, les frais de raffinement ne devant point estre comptés d'autant qu'une partie de ce deschet est du sel qui est plus que suffisant pour les payer (1) ; celui qui se fait dans les provinces où les ouvriers, les bois et les cendres (2) sont beaucoup à meilleur marché luy revient seulement à 22 ou 23 livres en plusieurs endroits, 24, 25 ou 26 au plus en quelques autres, et celui qu'il tire des pais estrangers encore moins que celui des provinces.

« En second lieu, le quintal de bonne poudre de guerre ne luy coûte non plus que celui de salpestre parce que pour le faire il ne faut que 75 livres de salpestre et que les 25 livres restans du quintal de ce salpestre valent au moins autant que les soufre, charbon, façon, barils et chappes de poudres.

« En troisième lieu, il débite plus de douze cent milliers de salpestre par an, soit en nature, soit converty en

(1) Ce sel était racheté par les fermiers des gabelles à raison de deux sols la livre.

(2) Les cendres de bois contiennent de la potasse : les salpêtriers s'en servaient pour transformer en nitrate de potasse les nitrates alcalino-terreux et le nitrate de soude que renfermait le salpêtre brut.

poudre, dont il n'y a environ que le tiers de celui de Paris parce qu'il est le plus cher et plus des deux tiers de celui des provinces et des pays étrangers parce qu'il est le meilleur marché. Tellement qu'en faisant un pied commun des divers prix et quantitez cy-dessus, on trouvera que le quintal de salpêtre raffiné et de bonne poudre de guerre ne luy revient pas à 30 livres, ny par conséquent à six sols la livre, et la poudre fine à proportion à 40 livres le quintal ou huit sols la livre ».

D'ailleurs, fait remarquer Montaigne, l'augmentation de deux sols par livre accordée à Berthelot en contrepartie de l'obligation contractée par celui-ci de remettre en état la poudre existant dans les magasins et de l'entretenir pendant toute la durée du bail, n'est nullement justifiée, car cette poudre a vraisemblablement été fournie par Berthelot, et si elle est défectueuse, il doit de toute façon la remettre en état à ses frais. Quant à l'article concernant les réparations courantes, il ne constitue pour Berthelot qu'une charge apparente puisque, déclare ironiquement Montaigne, « il n'a pas manqué de les faire mettre aux despens du roi en si bon estat qu'il n'y aura rien à faire pendant son traité et longtemps après ».

Montaigne ne laisse pas de critiquer également la clause relative à la subordination des garde-magasins, clause qu'il qualifie de « captieuse », et proclame qu'elle n'a d'autre fin que d'imposer silence à ceux-ci sur la mauvaise qualité des poudres. Il fait remarquer à ce propos que le salpêtre entrant dans leur composition a subi tout au plus deux cuïtes, et qu'il est chargé de sel et de graisse, « ce qui rend la poudre sans force et sans vigueur comme on l'a toujours expérimenté ». Il relève naturellement avec indignation chez Berthelot « les qualitez de traitans et commis-

saire général des poudres et salpestres, autant deffendues par les ordonnances qu'incompatibles en une seule personne ».

Il évalue ensuite une partie du bénéfice qu'a pu procurer au traitant le monopole de la vente aux particuliers. Berthelot, d'après lui, cède le salpêtre et la poudre aux revendeurs à raison de 60 livres le quintal, « à condition de le payer en deniers comptans et par avance, ne choisissant à cette fin que les plus riches d'entre eux et n'étant obligé par ce moyen de faire aucunes avances ny courir aucuns risques de perdre ». Il gagne donc environ 30 livres par quintal et, comme il débite environ 1.200.000 livres par an, son bénéfice s'est élevé de ce chef à 360.000 livres par an, soit au total, pour les sept ans qui se sont écoulés du 1^{er} janvier 1664 (1) au 31 Décembre 1670, 2.520.000 livres. Montaigne mentionne sans l'évaluer le gain réalisé par Berthelot en vendant 18 ou 20 sols la poudre à giboyer qui ne lui revient qu'à 8 sols et fait remarquer en outre qu'il a obtenu des salpêtriers de Paris qu'ils lui fassent bonne mesure et lui fournissent 104 livres de salpêtre par quintal, ce qui représente encore un bénéfice accessoire de 9.000 livres par an environ.

La conclusion de Montaigne est très simple : suppression du fermier, intermédiaire inutile et coûteux ; résultat : les quelques 400.000 livres que Berthelot gagnait tous les ans viendront grossir le trésor royal en même temps que la qualité des poudres sera améliorée. On retrouve là les idées classiques d'étatisation qu'a suggérées et que suggère encore,

(1) Montaigne se trompe d'ailleurs sur ce point, car le premier traité de Berthelot commençait au 1^{er} Janvier 1665 et non au 1^{er} Janvier 1664.

sous tous les régimes, la constatation des profits réalisés par une entreprise qui détient un monopole de fait.

En considération « de ses soins et des avantages qui reviendraient à Sa Majesté », Montaigne demandait tout simplement... la charge de commissaire général des poudres et salpêtres, « d'autant », faisait-il valoir naïvement, « qu'en ayant connu par ses diligences les abus, il lui serait facile d'y remédier ».

Montaigne éprouva malheureusement quelques difficultés à faire entendre en haut lieu ses légitimes protestations. L'exposé des démarches infructueuses de ce zélé défenseur du bien public auprès des hauts fonctionnaires directement intéressés à la fourniture des poudres et salpêtres donnera une idée des puissants appuis que comptait Berthelot.

Introduit à grand peine chez le comte du Lude, capitaine général et grand maître de l'artillerie de France, au mois de Janvier 1670, Montaigne lui avait représenté à quel point les conditions de la commission octroyée à Berthelot le 14 Août 1669 étaient « contraires aux ordonnances et aux règlements et directement opposées au bien du service de Sa Majesté ». Le grand maître, peu conscient à vrai dire de ses responsabilités, n'avait pas caché « qu'à la vérité, il reconnaissait bien que la commission et le traité fait en conséquence pour la fourniture des poudres étaient préjudiciables à Sa Majesté, mais qu'il n'y avait pas de sa faute, que sans l'avoir lue il l'avait signée en présence de Sa Majesté et par ordre, après qu'il avait été assuré par une personne à laquelle Sa Majesté s'était confiée de cette affaire que le traité était avantageux ». Cet important dignitaire, s'il était parfois peu soucieux, semble-t-il, des devoirs de sa charge, n'en était pas moins expert dans l'art d'éconduire

gracieusement les solliciteurs importuns, et, après avoir témoigné au Sieur Montaigne sa satisfaction pour les éclaircissements qu'il lui avait donnés, le pria de conférer de cette affaire avec le Sieur Fautras, secrétaire de l'artillerie, et d'aviser avec lui aux moyens de « remédier promptement à ces abus et malversations ».

Montaigne eut diverses conférences avec ce haut fonctionnaire, mais ce dernier ne fit qu'« user de remises pendant plus de six mois et essayer de détourner ledit Sieur Montaigne de la résolution de faire réussir cette affaire pour le service de Sa Majesté, en lui opposant la protection qu'avait le traitant et qu'en approfondissant cette affaire il s'attirerait de puissants ennemis sur les bras ».

Montaigne ne se découragea pas néanmoins et, en Décembre 1670, il présenta au roi sous forme de placet les « Observations sur les traitez passés avec Berthelot » que nous avons analysées plus haut. Son mémoire fut transmis au conseil du roi pour y être lu et examiné et, nous dit Montaigne, « le traitant en fit éluder l'effet par son crédit ».

Celui-ci n'était pas atteint le moins du monde, bien au contraire, puisque Berthelot « surprit incontinent après » un autre traité pour la fourniture des poudres de la marine pendant neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1671.

Aux conditions de ce traité, Berthelot devait fournir pendant l'année 1671, 400.000 livres de poudre pour la Marine, 200.000 à Rochefort et 200.000 à Brest, au prix de 11 sols la livre. Pendant les huit années suivantes, la fourniture pouvait être ramenée au gré du roi à 200.000 livres, mais dans ce cas, le prix en était porté à 12 sols la livre. Berthelot était tenu, en outre, de radoubier, moyennant 8 livres du cent, 800.000 livres de poudre en mauvais état qui se trouvaient dans les arsenaux : on jugera, par l'impor-

tance du tonnage qu'on avait laissé ainsi s'avarier, de la nécessité que présentait la réorganisation de notre marine, entreprise par Colbert à ce moment. En contre partie de ses obligations, le roi octroyait au traitant le monopole de la fourniture des poudres aux compagnies des Indes et « aux autres sujets de Sa Majesté négociant sur mer ».

Ce nouveau contrat était particulièrement avantageux pour Berthelot ; on remarquera, en effet, qu'il vendait au roi, au même prix que la poudre dite « de guerre » — et même un sol de plus au cas où sa fourniture était réduite à 200.000 livres — une poudre beaucoup plus grossière dont le prix de revient était notablement moins élevé.

La consolidation de la situation privilégiée dont jouissait Berthelot ne rebuta pas néanmoins son opiniâtre détracteur qui s'adressa alors au duc de Mazarin, surintendant des poudres et salpêtres. Celui-ci le loua très vivement d'avoir « par ses soins découvert des abus si préjudiciables au service de Sa Majesté et d'avoir montré les moyens d'y remédier ». Il alla même jusqu'à lui communiquer les observations que le maréchal de La Meilleraye avait faites autrefois sur la mauvaise qualité des poudres..., mais il se borna simplement lui aussi à prodiguer à son opiniâtre visiteur de très vagues encouragements pour l'accomplissement de sa noble tâche.

Montaigne, en désespoir de cause, fit imprimer son mémoire dont il distribua des exemplaires à profusion à tous les maréchaux de France et aux personnes influentes de la cour et des conseils du roi. Il fut loué des uns et des autres, « plusieurs d'entre eux luy ayant même témoigné qu'ils étaient extraordinairement surpris de ce qu'après des éclaircissements si forts et si puissants on négligeait une affaire de cette importance ».

Pour importante qu'elle fut, cette affaire continua d'être si bien négligée que Montaigne se résolut en 1673 à publier un nouveau mémoire sur « Les raisons qui ont obligé le sieur Montaigne de rechercher les causes de la défectuosité des poudres qu'on fournit au Roy pour ses armées et pour ses places de guerre et de faire voir que les traités qui ont été surpris depuis dix ans sont sans exemple et infiniment préjudiciables au service de Sa Majesté (1) ». Après avoir exposé à nouveau dans cet opuscule les arguments de son premier placet et narré en détail la campagne de propagande ingrate dont on a relaté les principaux épisodes, il entreprend d'éclairer l'opinion sur l'irrégularité de toutes les affaires auxquelles a été mêlé Berthelot en dehors de la ferme des poudres et salpêtres. Cette partie de son exposé nous donne un aperçu de la variété des bénéfices que procuraient aux « partisans », comme on appelait alors les fermiers généraux, les traités qu'ils passaient avec le roi (2).

De même que les animateurs des grands « holdings » modernes, après avoir brillamment réussi dans une branche où leurs aptitudes particulières ont trouvé l'occasion de s'exercer, prennent successivement des participations dans des entreprises dont l'objet présente avec l'entreprise initiale un rapport de plus en plus lointain, Berthelot, ayant déjà réalisé dans l'industrie des poudres et salpêtres d'ap-

(1) Bibl. Nat. Lf 65 5 imprimé.

(2) Furetière (Dictionnaire-1690) : « Partisan », homme qui fait des traités, des partis avec le roi. La Bruyère dans ses « Caractères » (Chap. VI : « Des biens de fortune ») désigne les fermiers généraux sous l'abréviation conventionnelle de P. T. S.

préciables bénéfiques, avait pris à ferme sous différents pseudonymes le recouvrement des droits les plus divers.

« Droit de cinquante sols pour tonneau de port dont sont composés les vaisseaux étrangers qui entrent ès ports et havres du royaume, plus communément appelé droit de frêt ; droit d'ancrage ; droits attribués aux offices des courtiers de Bordeaux, Bourg, Libourne et Pays Bordelais ; droits attribués aux offices de jaugeurs courtiers de vin et eau-de-vie de Charente, de l'île de Retz et de la Rochelle ; droits des courtiers jaugeurs et mesureurs de blé, sel et autres denrées établis à Charente et Maran, et des contrôleurs des poids et mesures de ces deux villes ; droits aliénés sur le vin vendu en détail dans la ville et faubourgs de La Rochelle ; coupe ordinaire des bois dans l'étendue des comtés, souveraineté et seigneureries de Blois, Chambord, Sedan, Raucourt et Saint-Mauge, etc., etc.

Berthelot avait même passé un marché pour « l'entretienement des lits des soldats des garnisons des villes et des places fortes », marché assez avantageux pour lui puisque, à en croire Montaigne, il avait « fait faire cet entretienement à bon marché par quelques habitants desdites villes en considération de ce qu'il les exempta du logement des gens de guerre, guet et garde, et autres charges, et par ce moyen profité au moins du tiers du fonds notable que Sa Majesté fait par chacun an pour cette dépense ».

Les profits considérables réalisés par Berthelot dans les différentes fermes du roi lui valurent d'ailleurs d'être cité par La Bruyère dans ses « Caractères » au chapitre « Des biens de fortune », comme le prototype du traitant (1).

(1) « Les Caractères de Théophraste traduits du grec, avec les caractères et les mœurs de ce temps », par Monsieur de La Bruyère, de

L'insuccès de ses attaques répétées contre le puissant commissaire général des poudres n'avait pas rebuté son rival. Le bail de Berthelot devant expirer le 31 Décembre 1678, Montaigne réussit à convaincre quelques bourgeois de ses amis en quête de placements, les sieurs Solu Frères, Chevallier et Tallement, de former une « compagnie » en vue de traiter de la fourniture des poudres et salpêtres. Cette société offrit, dès le mois de Janvier 1677, si on lui accordait l'exclusivité de la vente au public, de verser annuellement au roi 100.000 écus, en poudre ou en argent à son gré, d'entretenir et de radoubler les poudres pour rien et de changer gratis toutes les poudres défectueuses qui se trouvaient dans les magasins.

Berthelot était dès lors contraint de modérer ses conditions : il offrit de ramener le prix de sa fourniture de 11 à 5 sols, ce qui représentait un rabais pouvant atteindre 240.000 livres par an : on voit que son traité lui laissait une marge bénéficiaire sérieuse. En même temps, il entra en pourparlers avec le sieur Tallement, porte parole de la société concurrente, et obtint de lui, moyennant sans doute une honnête rétribution, la promesse de ne pas surenchérir :

l'Académie Française, avec la clef en marge et par ordre alphabétique, t. 1, p. 216. « Que deviendront les Fauconnets ? Iront-ils aussi loin dans la postérité que Descartes, né François, et mort en Suède ? » ; en marge : « Monsieur Berthelot et ses parents qui se sont enrichis dans le bail des fermes du roi sous le nom de Fauconnet ».

(Jean Fauconnet était le prête-nom de la première Société financière à laquelle Colbert afferma pour six ans le 26 juillet 1681 le recouvrement de la totalité des droits de gabelles, d'aides, de traites et de domaines — dont la perception était concédée jusque là dans chaque province à plusieurs fermiers différents — pour 56.670.000 livres par an).

le tout à la grande indignation de l'infortuné Montaigne auquel Solu et Tallement avaient répété maintes fois qu'ils étaient décidés s'il le fallait, pour avoir l'affaire, à offrir au roi de lui fournir gratuitement mille milliers de poudre par an. Montaigne était malheureusement dépourvu de capitaux et fut bien forcé de s'incliner.

Deux nouveaux marchés furent passés avec Berthelot le 7 Décembre 1677 pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1679, l'un pour la fourniture des poudres des armées et des places, l'autre pour celle des poudres de la marine.

Berthelot s'engageait à livrer annuellement 200.000 livres de poudre dans les places frontières et 200.000 également dans les arsenaux de marine. Le montant de la fourniture extraordinaire que le roi pouvait éventuellement exiger était dans les deux cas de 200.000 livres. Le prix était fixé à 5 sols pour la poudre de guerre et à 7 sols 6 deniers pour la poudre fine. Une somme forfaitaire de 40.000 livres lui était allouée annuellement pour l'entretien et le « raccomodage » des poudres ; comme dans le précédent marché le radoubage devait être effectué gratuitement par le fermier, on voit que ce dernier récupérait déjà indirectement 2 sols par livre de poudre sur les 6 sols qu'il avait été obligé de rabattre.

Le roi octroyait à Berthelot l'exclusivité de la vente au public au prix de 24 sols la livre pour la poudre à giboyer, 12 sols pour la poudre à mousquet et 9 sols pour la poudre « servant à munir les vaisseaux tant des armateurs que des marchands ». Si ces nouveaux traités étaient moins onéreux pour le roi que les précédents, ils restaient donc encore avantageux pour Berthelot, étant donné les prix sur la base desquels il était autorisé à vendre sa poudre aux consumma-

teurs : ces derniers faisaient en définitive, comme il arrive souvent en pareil cas, tous les frais de l'opération.

La déclaration rendue à Saint-Germain-en-Laye le 30 Novembre 1677 (1) avait — si l'on peut dire — confirmé par avance toutes les stipulations des nouveaux contrats dont la date était laissée en blanc. Le roi avait soin de préciser cette fois, peut-être pour répondre aux critiques suscitées antérieurement par la nomination de Berthelot comme commissaire général des poudres et salpêtres, que le bail devait être exécuté « nonobstant qu'il (Berthelot) soit pourveu de l'office de nostre commissaire général de l'artillerie, poudres et salpestres de France, et l'incompatibilité des fonctions dudit office avec l'exécution desdits traités, incompatibilité dont nous l'avons dispensé tant pour les précédents traités que nous avons fait avec lui que pour ceux dudit jour de. . . . » : Berthelot était d'ailleurs gratifié du titre officiel de « fermier général de la fabrique, vente et débit des poudres et salpêtres dans toute l'étendue du royaume, pais, terres et seigneuries de l'obéissance de Sa Majesté » : la situation de ce haut fonctionnaire, à la fois fournisseur du gouvernement et réceptionnaire de sa fourniture n'en restait pas moins équivoque.

Berthelot était autorisé à percevoir 6 livres pour chaque commission qu'il délivrerait à ceux qu'il commettrait à la vente au détail de ses poudres et, pour prévenir une fraude qui, il faut le croire, s'était pratiquée couramment jusque-là, il était interdit aux préposés « d'exposer ny vendre lesdites poudres à mousquet pour celles à giboyer ny icelles mélanger, sous peine de 20 livres d'amende pour la première fois et de punition pour la seconde fois » Les pou-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 23.

dres devaient d'ailleurs être vendues en barils ou en paquets marqués de l'empreinte des armes du roi. Défenses étaient renouvelées à toutes personnes de rechercher ou de raffiner des salpêtres et de composer de la poudre sans la permission de Berthelot : l'autorisation de celui-ci était même exigée pour « faire façonner du charbon propre à faire poudre » (1).

Berthelot était déchargé enfin du droit d'un sol par livre, institué par l'édit de 1634 au profit du surintendant et des commissaires, sur les poudres vendues aux particuliers (2), et qu'il avait acquitté jusque là : Montaigne, dans un troisième placet (3) en date du 13 Septembre 1678 et intitulé « Mémoire pour justifier que le débit des poudres et salpêtres qui est un droit domanial est de plus de deux millions de livres et qu'il augmentera pendant la paix (4) » ne manque pas de relever cette nouvelle clause. « La force du crédit du sieur Berthelot », dit-il, « paraît en cette décharge puisqu'il se rend le seul maître de cette affaire en ôtant à M. le duc de Mazarin, surintendant des poudres et salpêtres, la fonction de sa charge par la privation des droits d'icelle, qui auraient servi à la dépense des comis qu'il avait résolu d'envoyer dans les moulins à poudre et dans les ateliers des salpêtriers pour faire des états des quantités de salpêtre et de poudre qui se font dans le royaume, ce qui était

(1) Charbon de bois de bourdaine.

(2) On rappelle que cette redevance se répartissait comme suit : 6 deniers par livre de poudre vendue allaient au surintendant, un denier à chacun des trois commissaires provinciaux et 3 deniers au commissaire général, en l'espèce Berthelot lui-même.

(3) Bibl. Nat. Lf 65 7 imprimé.

(4) La paix de Nimègue avait été signée le 10 Août 1678.

le moyen de découvrir la grandeur de cette affaire ; mais le sieur Berthelot, homme fin et adroit, a prévu ce coup, ayant bien jugé que M. le duc de Mazarin ne s'engagerait pas à une dépense de 20 ou 30.000 livres par an, ne jouissant pas des droits de sa charge ».

Montaigne s'attache surtout en effet à combattre l'opinion, habilement répandue par Berthelot, que le débit des poudres en France, en dehors de la consommation du roi, est insignifiant et que les bénéfices de la ferme sont par suite très modérés. Dans ce but, il insère dans son mémoire la liste des moulins à poudre de France avec l'indication du nombre de leurs mortiers (1) et de leur production moyenne annuelle ; nous reproduisons ci-dessous cette liste qui, si elle est peut-être sujette à caution quant aux chiffres de production, nous renseigne sur la répartition géographique et l'importance approximative à cette époque des différentes poudreries.

Emplacement des moulins	Nombre des mortiers	Production moyenne annuelle
Marseille	48	500.000 livres
Toulon	24	200.000
Vienne	20	150.000
Tholoze	20	150.000
Bordeaux	24	200.000

(1) La trituration des composants de la poudre s'effectuait par pilonnage dans un mortier en pierre ou en fonte. Le mouvement alternatif des pilons était commandé, soit par un tourniquet auquel était attelé un cheval, soit par une roue hydraulique : d'où le nom de moulins à pilons ou moulins à poudres.

Montpellier	16	50.000
Limoges	48	300.000
Saint-Jean-d'Angély	40	300.000
Brest	20	150.000
Rouen	48	300.000
Essaune	48	450.000
Douay	16	80.000
Arras	20	120.000
Amiens	24	200.000
Verdun	32	200.000
Metz	20	100.000
Besançon	24	150.000
Pignerol	24	120.000
La Fère	20	120.000
Perpignan	20	150.000
Charleville	.	200.000
Chaalons en Champagne		40.000
Brizac		150.000
Canada (p)		200.000
	556	2.730.000 livres

Le plus faible rendement indiqué, compte tenu de l'importance de l'appareillage, est celui du moulin de Montpellier qui ressort à un peu plus de 3.000 livres par mortier. La charge d'un mortier était de 20 livres et la trituration durait à cette époque 12 heures au plus : en supposant seulement 12 heures de travail par jour, et tablant sur 300 jours de travail par an, ce rendement correspondrait à l'utilisation moyenne de la moitié seulement des pilons : il semble qu'on puisse l'adopter sans exagération comme base de calcul. Si l'on compte 3.000 livres par an pour chacun

des 556 mortiers spécifiés au tableau précédent, on arrive à un total de 1.668.000 livres qui paraît pouvoir être considéré comme un minimum de la production annuelle à cette époque.

Si l'on se souvient que le montant total de la fourniture ordinaire pour l'armée et la marine était de 400.000 livres et que la fourniture extraordinaire pouvait atteindre 400.000 livres, on voit que même en admettant l'évaluation globale de Montaigne surestimée pour les besoins de son argumentation, le tonnage vendu au public apparaît encore assez appréciable.

Le troisième placet présenté par le sieur Montaigne n'eut pas d'effets immédiats, puisque deux mois après sa publication, un arrêt du conseil d'état du 15 Novembre 1678 (1) déclara exécutoires les traités passés avec Berthelot le 7 Décembre 1677 pour compter du 1^{er} Janvier 1679.

Il y a lieu de présumer toutefois que les précisions données par Montaigne avaient attiré à la longue l'attention du roi sur l'ampleur des bénéfices que pouvait procurer au fermier général le monopole de la fabrication et de la vente des poudres au public. Louis XIV estima sans doute que ces bénéfices étaient suffisamment considérables pour permettre au fermier d'approvisionner gratuitement les places fortes et les arsenaux. Aussi, comme le bail de Berthelot venait à expiration le 31 Décembre 1684, le roi, jugeant à propos de faire cette fois un large appel à la concurrence, fit publier par voie d'affiches qu'il serait procédé le 19 Février 1684, en son conseil d'état, au château de Versailles, à l'adjudication de la ferme générale des pou-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 24.

dres et salpêtres, pour une durée de six ou neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1685. Les affiches mentionnaient que l'adjudicataire devrait fournir à ses frais chaque année au roi 800.000 livres de poudre, composée des trois quarts effectifs de salpêtre de trois cuites purgé de sel et de graisse.

Le 19 Février 1684, après que le sieur Salé, huissier des conseils du roi, eut donné lecture des clauses et conditions de l'adjudication, on alluma les traditionnelles chandelles et celles-ci s'éteignirent sans qu'aucun des assistants n'eut formulé d'offres. L'adjudication fut remise à quinzaine, mais le 4 Mars suivant il ne se présenta toujours pas d'enchérisseurs, non plus qu'à la troisième criée qui eut lieu le 18 Mars.

Une nouvelle séance fut tenue le 8 Avril et, aussitôt les feux allumés, maître Antoine-Adrien de Croissy, avocat au conseil du roi, déclara faire opposition à la publication de la ferme en sa teneur actuelle, au nom d'Armand-Charles, duc de Mazarin, pair et surintendant des poudres et salpêtres de France ; il demandait que l'adjudicataire fut tenu d'obéir à son commettant dans les fonctions de sa charge et de lui payer six deniers par livre de poudre vendue aux particuliers, conformément à l'édit de création de son office (édit de 1634) : on se rappelle qu'en vertu des traités conclus avec Berthelot en 1677, le duc de Mazarin avait été frustré de cette redevance : acte lui fut donné de cette requête qui ne reçut d'ailleurs pas satisfaction par la suite.

De nouvelles chandelles allumées, des offres furent cette fois formulées, suivant la procédure d'usage pour les adjudications en conseil d'état, par l'intermédiaire d'avocats au conseil du roi. La première proposition émana de maître Le Moyne, qui offrit de prendre la ferme moyennant une fourniture annuelle de 550.000 livres : on était

loin de la mise à prix. Maître Nicolas Ferrand poussa à 600.000 et, les feux s'étant éteints, le roi ne jugea pas opportun d'en faire rallumer d'autres incontinent et remit l'adjudication à une autre séance.

Celle-ci eut lieu le 29 Avril, et le résultat dut au début inspirer de sérieuses appréhensions sur l'issue des enchères, car durant le feu de plusieurs chandelles on n'enregistra que l'offre Ferrand à 600.000. Il fut décidé alors de procéder à l'adjudication pure et simple au plus offrant et dernier enchérisseur, l'enchère courante étant fixée à 10.000 livres de poudre. Cette déclaration déclancha les offres de ceux qui s'observaient jusque-là. Maître Le Moyne enchérit à 650.000, maître Escouvettes à 700.000 et maître Charles-Martin de Marcilly à 800.000 : on avait enfin atteint la mise à prix ! Les chandelles s'étant éteintes sans qu'aucune surenchère eut été enregistrée, Marcilly fut proclamé adjudicataire. Il déclara le lendemain au greffe du conseil avoir stipulé pour le compte du sieur Claude Durié, bourgeois de Paris.

Celui-ci n'était que le prête-nom d'une « compagnie de finances » qui s'était constituée pour prendre à ferme la fabrique des poudres et salpêtres. S'autorisant du précédent créé par Berthelot qui, en sa qualité de soumissionnaire évincé pouvait devenir un réceptionnaire gênant, Durié obtint que l'office de commissaire général fût concédé à l'une de ses « cautions » (1), le sieur Brunet.

(1) On sait (cf. supra page 59) que les sociétés financières qui prenaient à bail les fermes du roi ne stipulaient pas en leur nom propre : le contrat était passé au nom d'un tiers — généralement un homme de paille — appelé l'« adjudicataire général », au nom duquel se traitaient les affaires de la société pendant toute la durée du bail. Les finan-

La commission fut octroyée à celui-ci par le comte du Lude le 20 Mai 1684 (1).

Le traité conclu avec Durié le 24 Juin 1684 (2), pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1685, reproduisait dans leurs grandes lignes les dispositions des contrats précédemment passés avec Berthelot. Mêmes clauses relatives au monopole de la fabrication et de la vente des poudres et salpêtres, à l'exemption des droits de douane et d'octroi, aux prix de vente des poudres au public, aux facultés d'expropriation et de prorogation des baux. Il en différait par quelques nouveaux articles.

Durié était autorisé, comme l'avait été autrefois Japin, à faire démolir sur simple sommation tous les moulins à poudre appartenant aux particuliers, même autorisés par Berthelot, qui n'avaient pas son agrément : c'était lui concéder un pouvoir de coercition redoutable sur les infortunés exploitants qui ne voulaient pas accepter de travailler à ses conditions.

Le roi ordonnait aux receveurs, contrôleurs, commis et gardes des fermes réunies d'arrêter et de saisir les poudres et le salpêtre circulant sans passeport de Durié et de les confisquer au profit de celui-ci ainsi que les barques, bateaux, chevaux et voitures servant à les transporter : Durié devait payer un tiers de la valeur des objets confisqués à « celui qui aurait donné l'avis » et un autre tiers à « celui qui aurait fait la capture ». Il était enjoint par ailleurs à tous les sujets du roi de dénoncer les « amas de salpestres,

ciers, membres de la « compagnie » étaient désignés sous le terme de « cautions de l'adjudicataire général ».

(1) Bibl. Nat. Lf 65 3 imprimé.

(2) Bibl. Nat. Lf 65 2 imprimé.

fabrique et débit de poudres qui se feront par autres que par les comis ou preposez dudit fermier » : la moitié du produit de la confiscation et de l'amende devait être versée à celui-ci et l'autre moitié au dénonciateur.

Durié était mis en possession des magasins, moulins à poudre et ateliers à salpêtres occupés par Berthelot, « ensemble des ustancils estans en iceux », sur inventaire et procès-verbal, pour les rendre « en pareil estat à celui qui luy succéderait à la fin de sa ferme ». Il n'était tenu d'aucun remboursement ni dédommagement envers Berthelot, « auxquels il était pourveu par Sa Majesté ainsi qu'il appartiendrait » : les impenses qu'avait faites Berthelot pour l'extension de ses ateliers retombaient donc finalement à la charge du roi. Durié était également exempté des « droits prétendus par le surintendant général des poudres et salpestres et autres officiers desdites poudres et salpestres et artillerie » tant sur les poudres et salpêtres qu'il fournissait au roi que sur ceux qu'il vendait au public : nous ne savons si le roi fit aussi son affaire des réclamations qu'avait soulevées à ce sujet le duc de Mazarin. Les autres « cautions » du nouvel adjudicataire étaient admis à jouir des mêmes privilèges et exemptions d'impôts que le sieur Brunet, commissaire général.

Durié s'obligeait à fournir au roi chaque année, à ses frais, 800.000 livres de poudres « bonnes, loyalles et marchandes, composées de salpestre de trois cuittes, purgez de sel et de graise, et à mettre dans la composition d'icelles les trois quarts effectifs de salpestre ». Au cas où le roi n'aurait pas besoin de la totalité du tonnage stipulé, il était convenu, comme dans les précédents traités, que le reste à livrer serait remplacé par une quantité de même poids de salpêtre de trois cuites « de la qualité à faire de la bonne

poudre de guerre », que Durié s'engageait à convertir en poudre à la demande du roi ; il était stipulé toutefois que la poudre fournie dans ces conditions serait livrée obligatoirement dans le magasin d'Essaune, à proximité duquel se trouvait l'une des plus importantes fabriques de poudre du royaume. Dans le cas contraire où la fourniture de 800.000 livres de poudres ne suffirait pas au roi, Durié s'engageait à effectuer, dans la mesure où le permettrait sa capacité de production, des livraisons supplémentaires : celles-ci devaient être réglées par avance à raison de 7 sols la livre.

Durié prenait à sa charge l'entretien et la remise en état éventuelle des poudres qu'il fournirait. Inventaire devait être fait, aux frais du roi, des poudres livrées antérieurement par Berthelot et qui se trouvaient encore dans les magasins et arsenaux. Durié s'engageait à entretenir celles qui seraient reconnues de bonne qualité ; les poudres trouvées défectueuses devaient être remises en état par Berthelot à ses frais. Celui-ci devait en outre céder au nouveau fermier les poudres, salpêtres, soufre et charbons se trouvant dans ses ateliers au 1^{er} Janvier 1685 « au prix coûtant de leur juste valeur » ; le règlement devait être effectué moitié comptant, moitié à six mois « avec l'intérêt à raison de l'ordonnance ».

Il y a lieu de croire que Berthelot n'avait assumé qu'avec parcimonie l'entretien courant des magasins à poudre, car le roi s'engageait à les faire remettre en état à nouveau, sur les ordres et au vu des mémoires de Brunet, le nouveau commissaire général, Durié restant chargé comme son prédécesseur des réparations courantes. Le roi était décidément un bailleur modèle. Il prenait également à sa charge, non seulement les risques d'incendie, comme dans le précédent

contrat, mais aussi la perte des poudres et salpêtres avant livraison par naufrage ou par prise ennemie.

Le nouvel adjudicataire fut sans doute induit en tentation par d'aussi bonnes dispositions, car il semble qu'il ait quelque peu négligé, dès les premiers temps de son entrée en fonctions, les clauses précisant les qualités qu'on attendait de sa fourniture. Les récriminations qu'avait suscitées autrefois la défectuosité de certaines livraisons de Berthelot se firent plus violentes à son égard, et le roi finit par s'émouvoir des observations répétées que lui présentèrent respectueusement à ce sujet nombre de ses officiers d'artillerie. Mauvaise qualité du salpêtre utilisé, emploi de charbon de bois blanc au lieu de charbon de bois de bourdaine, manque d'homogénéité dû à l'insuffisance de trituration des composants, telles étaient les principales causes auxquelles on attribuait la médiocrité balistique des poudres livrées par Durié.

Une ordonnance du 4 Avril 1686 (1) dut préciser à nouveau les prescriptions que les fermiers généraux étaient tenus d'observer dans la fabrication des poudres qu'ils livraient au roi. Elle rappelait que le salpêtre devait avoir subi trois cuites et être parfaitement dégraissé et dessalé ; elle spécifiait également que le charbon devait obligatoirement être obtenu à partir de bois de bourdaine et que la poudre devait être battue au mortier pendant une durée minimum de 24 heures. Mais, s'il convenait d'édicter impérativement aux adjudicataires les règles essentielles à suivre dans la fabrication des poudres, il importait encore plus d'établir des conditions de réception précises du pro-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 29.

duit à livrer. On doit reconnaître que les épreuves des poudres reçues dans les magasins royaux avaient été jusque là assez sommaires et que surtout elles étaient effectuées avec un manque absolu d'uniformité.

Aussi l'ordonnance de 1686 disposait-elle que les poudres devaient être essayées désormais « avec de petits mortiers fondus et fabriqués de manière qu'étant attachés sur un madrier ils se trouvassent justement pointés à quarante cinq degrés d'élévation ; que les chambres desdits mortiers pussent contenir quatre onces de poudre et qu'elles fussent alézées de façon à être également larges à l'entrée desdites chambres et du côté des lumières, et que la lumière vint justement aboutir au fond de ladite chambre ». Les mortiers éprouvettes devaient être calibrés de façon à pouvoir contenir un boulet de fonte de 60 livres. Ne seraient plus acceptées à l'avenir les poudres « dont deux onces poids de marc, mises dans la chambre d'un desdits pareils mortiers, sans y être battues, ne pousseraient pas le boulet de 60 livres mis au-dessus sans aucun tampon ni plateau, à 55 toises composées de 6 pieds mesure de roi ». Enfin, le roi décidait que les fermiers ne devraient plus lui fournir désormais que de la poudre en grains fins du type « mousquet », à l'exclusion de toute poudre à gros grains, dite « poudre à canon ».

La spécification des caractéristiques des mortiers à employer était encore insuffisante, car on vint rapporter au roi qu'une même poudre, essayée dans deux mortiers conformes aux nouvelles prescriptions avait porté le boulet de l'un à 15 toises et celui de l'autre à 35. Il était impossible dans ces conditions d'ajouter foi aux résultats de la nouvelle épreuve. Une nouvelle ordonnance fut rendue à ce

sujet le 18 Septembre 1686 (1), à laquelle était annexée une coupe du mortier réglementaire (2). Trois onces de la poudre à essayer devaient porter un boulet de 60 livres à une distance minimum de 50 toises. Cette distance était réduite à 45 toises pour les poudres radoubées.

Ces deux nouvelles ordonnances étaient loin de faire l'affaire de Durié. L'obligation de ne livrer désormais que de la poudre à mousquet, l'entraînant à un grenaage plus soigné, augmentait quelque peu son prix de revient ; et surtout, les conditions de réception en vigueur le contraignaient à n'employer — comme l'y obligeait d'ailleurs son contrat — que des matières premières convenablement purifiées, et à les triturer plus longtemps qu'il n'avait eu coutume de le faire jusque là (3). Il remontra donc au roi qu'il ne pouvait « satisfaire sur ce pied aux clauses de son bail » et demanda à résilier celui-ci (4).

La résiliation lui fut accordée le 28 Juin 1687, mais le roi ne lui proposa pas de faire un nouveau contrat, et, « considérant combien il est important pour nostre service de ne confier la fabrique et fourniture des poudres qu'aux mains d'une personne expérimentée », il constata qu'il ne pouvait trouver aucun de ses sujets « plus propres à cela que le sieur Berthelot ». Celui-ci s'avérait donc comme le « technicien » indispensable, ce qui montre qu'en dépit des attaques dont il avait été l'objet, Louis XIV n'oubliait pas les services qu'il avait rendus. Il fut donc mandé par le roi en

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 30.

(2) Ce modèle de mortiers est resté réglementaire pour les épreuves des poudres pendant plus de cent ans.

(4) Les poudres étaient « battues » alors 10 à 12 heures au plus.

(3) Arch. Nat. AD VI 16 folio 31.

son conseil le jour même de la résiliation du bail de Durié et sollicité d'y faire des propositions : celles-ci parurent sans doute raisonnables et furent acceptées.

La fabrique et la vente générale des poudres et salpêtres lui furent donc à nouveau affermées par contrat du 30 Juin 1687 (1), pour 9 ans à compter du 1^{er} Janvier 1688.

Les conditions de ce nouveau bail différaient un peu de celles des précédents. Berthelot avait sans doute constaté par expérience qu'il existe pour tout détenteur de monopole un prix de vente qui lui permet de réaliser le bénéfice maximum et que les tarifs pratiqués jusque là se trouvaient au-dessus de cette limite ; il accepta en effet que le prix de la poudre à giboyer fût ramené de 24 à 20 sols la livre, et exceptionnellement à 15 sols dans les provinces nouvellement conquises : Flandre, Hainaut, Artois, Luxembourg, Franche-Comté, Lorraine, Alsace et Roussillon. La poudre était probablement vendue à l'étranger bien meilleur marché qu'en France, et le roi ne voulait pas niveler trop brusquement l'écart qui régnait entre les prix, ou bien peut-être, usant d'une manière de « dumping », tentait-il de se concilier ses nouveaux assujettis par l'octroi de tarifs préférentiels. La poudre de marine était vendue comme avant 9 sols la livre, mais Berthelot était tenu de reprendre au même prix aux armateurs et aux marchands la poudre qu'ils avaient en excédent au moment de leur débarquement.

Par contre, la quantité de poudre à fournir gratuitement au roi chaque année était réduite à 600.000 livres, 150.000 livres livrables à Essaune, 50.000 à Amiens, 50.000 à La Fère, 50.000 à Verdun et 300.000 dans les arsenaux de marine. Le montant de la fourniture extraordinaire pouvait

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 32.

atteindre 400.000 livres par an, payables sur la base de 7 sols la livre, un quart à la commande qui devait être notifiée au 1^{er} Octobre de l'année précédente, et les trois autres quarts le 31 Mars, le 30 Juin et le 30 Septembre de l'année de la fourniture.

Berthelot était tenu de faire « tous établissements et despeses nécessaires pour porter la fabrique des salpestres dans le royaume à la quantité de quinze cens milliers par an et de rétablir la recherche et amas dudit salpêtre dans les lieux où elle aurait été négligée ou abandonnée, même de l'établir en ceux où elle ne l'aurait jamais été où il y aurait apparence de pouvoir en faire un amas ». Il était spécifié en revanche, comme dans le bail de 1664, pour le prémunir contre le risque de voir ses améliorations profiter uniquement à ses successeurs et l'encourager à une importante mise de fonds, que l'adjudicataire suivant ne pourrait entrer en fonctions qu'après lui avoir remboursé, sur estimation de l'intendant de la province, ses dépenses de construction. Le roi avait soin de préciser, pour couper court à toute ambiguïté, que « celui ou ceux qui succéderaient à Berthelot ne pourraient se servir sous aucun prétexte de la faculté accordée audit Durié de s'en mettre en possession sans remboursement ». On se rappelle en effet que le roi s'était, en 1685, substitué à celui-ci pour dédommager Berthelot, malgré une clause formelle du contrat précédent.

Les poudres à livrer devaient être « menues grenées d'un seul grain ». Le salpêtre devait être parfaitement dégraissé et dessalé, et, « pour engager les salpêtriers d'y apporter tous leurs soins et en même temps empêcher qu'il ne soit fait aucun débit dudit sel au préjudice de notre ferme générale des gabelles », Berthelot était invité à se

concerter avec le fermier général des gabelles pour « convenir ensemble de gré à gré des moyens et conditions nécessaires ». Le contrat ne reproduisait pas la disposition de l'ordonnance de 1686 relative à la durée de trituration de la poudre ; il était simplement mentionné que celle-ci « serait battue dans les mortiers le temps nécessaire, à proportion de la force de l'eau qui fera tourner les moulins » : c'était là une indication un peu vague, et qui laissait pratiquement carte blanche au fermier sur ce point.

Berthelot s'engageait à remettre en état et à entretenir toutes les poudres existant dans les magasins et celles qu'il fournirait au cours de son bail et à les rendre « en fin d'ice-luy à cinq degrés près du titre réglé pour les poudres neuves » (1) ; il était stipulé toutefois que Durié devait mettre en bon état au préalable les poudres qu'il avait livrées durant les trois ans de son traité : Berthelot se souvenait que semblable mesure lui avait été imposée lorsqu'il avait dû céder la place à Durié, et il ne manquait pas, maintenant que les rôles étaient inversés, de prendre cette petite revanche.

Il avait le droit cette fois de commissionner non seulement ses revendeurs, mais aussi ses salpêtriers et même les bûcherons qui récoltaient le bois de bourdaine, et ce droit comportait, bien entendu, la faculté de réclamer pour chacune des commissions ainsi délivrées une somme de 6 livres.

La prohibition absolue d'entrée et de sortie du salpêtre, en vigueur jusque là, était partiellement levée et remplacée par un véritable contingentement : Berthelot était

(1) On se rappelle qu'en vertu de l'ordonnance de 1686 la poudre neuve devait porter à 50 toises : la poudre radoubée était admise en recette à 45.

autorisé à exporter chaque année une certaine quantité de salpêtre jusqu'à concurrence de 200.000 livres et à faire venir des Indes une quantité égale à celle qui était sortie du royaume. L'importation du salpêtre ne risquait pas dans ces conditions de porter tort à l'extraction nationale et permettait au contraire de donner aux ateliers de raffinage un surcroît d'activité, car ce salpêtre arrivait brut tandis que le salpêtre exporté avait subi deux ou trois cuites. On se trouve en somme en présence d'un régime qui rappelle un peu les modalités de l'admission temporaire « à l'équivalent » mais avec un mécanisme inverse, puisqu'ici l'exportation devait précéder l'importation.

Enfin, l'article 26 du traité disposait que Berthelot et ses enfants pourraient exercer les fonctions de fermier général des poudres « conjointement avec toute autre charge, même de judicature dans nos parlements et présidiaux, nonobstant l'incompatibilité que l'on pourrait alléguer dont nous l'avons et lesdits enfants dispensé et dispensons par ces présentes ainsi que de l'incompatibilité à cause de la charge de commissaire général de l'artillerie, poudres et salpêtres de France dont ledit sieur Berthelot est pourvu ». Cette charge lui fut à nouveau octroyée par le maréchal d'Humières, grand maître de l'artillerie, le 10 Octobre 1687 (1).

A peine entré en fonctions, à la fin d'Octobre, Berthelot rendit, en sa qualité de commissaire général, une ordonnance (2) singulièrement avantageuse pour lui, fermier général. Sous prétexte de désordres survenus dans la corporation des salpêtriers, il réglementait encore plus étroite-

(1) Bibl. Nat. Lf 65 3 imprimé.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 34.

ment que par le passé le statut professionnel de ceux-ci. Défenses étaient faites « à tous maîtres salpêtriers d'employer aucuns hommes et chartiers à la recherche, amas et voiture des terres et plâtras propres à faire salpêtre » s'ils n'étaient porteurs d'un certificat en bonne et due forme délivré par Berthelot ; le salaire maximum de tous les ouvriers était fixé à 30 livres par mois ; enfin, les maîtres salpêtriers ne pouvaient embaucher aucun ouvrier provenant d'un autre atelier s'il ne présentait un « congé » de son ancien patron. Berthelot tenait donc à sa merci, et ses sous-traitants et ses ouvriers, et supprimait ainsi tout risque de hausse éventuelle du prix de revient du salpêtre.

Celui-ci ne constituait pas la seule matière première de la poudre ; le bois de bourdaine, considéré alors comme le seul susceptible de donner un charbon suffisamment friable et poreux pour entrer dans la composition de la poudre, était assez peu répandu et sensiblement plus cher que les autres essences. A la demande de Berthelot, un arrêt du conseil d'état en date du 11 Janvier 1689 (1) prescrivit que dans toutes les adjudications de bois, les adjudicataires seraient tenus de mettre de côté le bois de bourdaine et de le délivrer aux commis de Berthelot ; le prix en était fixé impérativement au prix de l'autre bois augmenté de deux sols par livre. Pareille obligation était imposée aux particuliers lorsqu'ils procédaient à des coupes. Berthelot était sûr ainsi de pouvoir se procurer toujours la bourdaine qui lui était nécessaire sans être obligé de subir parfois les conditions draconiennes de quelques accapareurs résolus.

Mais en Mars 1689 commence la guerre de la ligue d'Augsbourg. Nos armées occupent le Palatinat : l'Empire,

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 35.

l'Angleterre, la Savoie, la Hollande, l'Espagne sont coalisés contre la France. La lutte s'annonce longue et la fourniture de poudre prévue risque de devenir insuffisante. Louis XIV redoute que le prix auquel le salpêtre est acheté aux salpêtriers ne soit pas assez rémunérateur pour les encourager à augmenter leur production et demande à Berthelot de payer plus cher ses sous-traitants. Berthelot s'y refuse en déclarant son traité « insoutenable ». Le roi tient bon et le traité est révoqué le 26 Août 1690 (1) ainsi que les commissions de commissaire général de l'artillerie, poudres et salpêtres de France et d'intendant général des poudres de la marine.

A dater de ce jour, après avoir eu presque sans interruption, pendant 23 ans, la haute main sur l'industrie des poudres et salpêtres, Berthelot cesse définitivement de s'en occuper. Son nom y demeurera néanmoins associé pendant plusieurs années encore, puisque nous retrouverons par la suite successivement ses deux fils dans la charge de commissaire général.

Les profits considérables qu'il avait réalisés lui avaient suscité bien des ennemis ; on s'explique toutefois, qu'en dépit des attaques répétées dont il avait été l'objet, il ait réussi à conserver aussi longtemps la situation privilégiée qu'il détenait. Berthelot avait eu en effet la bonne fortune en 1664 de se voir concéder le monopole de la fabrication des poudres, à un moment où l'organisation de cette industrie, résultat d'improvisations successives, n'avait permis qu'une évaluation très imparfaite des profits qu'on en pouvait tirer. Les hauts fonctionnaires de l'artillerie, préoccupés avant tout de l'approvisionnement des armées en munitions, avaient été trop heureux d'accepter les propositions

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 36.

d'un homme qui s'avérait capable d'assurer avec certitude la fourniture des poudres dont le roi avait besoin. Une fois en fonctions, Berthelot, bien qu'effectuant toujours ses livraisons avec exactitude, n'avait pas manqué d'insister sur la difficulté qu'il avait à les assurer, en ayant soin de faire remarquer fréquemment qu'il était prêt à manquer de salpêtre et qu'il craignait d'être obligé d'en importer des Indes, alors que les ressources nationales suffisaient amplement à la consommation totale. L'idée s'était presque accréditée au conseil du roi, que le souverain absorbait à peu près à lui seul toute la production de poudre du royaume, et le monopole de la vente au public, jugée de ce fait peu importante, avait à peine retenu l'attention.

Il n'est pas surprenant que dans ces conditions, Berthelot ait réussi à faire édicter pour la cession des poudres aux particuliers une tarification qui lui laissait une marge bénéficiaire notable, sans qu'il en résultât pour le roi — pendant une quinzaine d'années tout au moins — de contre-partie appréciable.

On doit reconnaître néanmoins, que si les circonstances favorables dont il avait su profiter l'avaient mis à même de faire rapidement fortune, il avait rendu à la royauté de réels services. On ne peut oublier qu'il avait, « relevé une manufacture presque abattue » (1), et réduit dans une large mesure, par le choix rationnel de ses centres d'exploitation et les règles strictes qu'il sut imposer à son personnel, les inconvénients qui avaient valu jusqu'alors aux salpêtriers une haine presque égale à celle que suscitaient chez les particuliers les gens de gabelle.

(1) Préambule du traité passé avec Berthelot le 10 Décembre 1669.

LISTE CHRONOLOGIQUE
DES FERMIERS ET DES COMMISSAIRES GÉNÉRAUX
DES POUDRES ET SALPÊTRES

	<i>Fermiers</i>	<i>Commissaires généraux</i>
1665-1670	François Berthelot	François Berthelot
1670-1679	id.	id.
1679-1685	id.	id.
1685-1688	Claude Durié	Brunet
1688-1691	François Berthelot	François Berthelot
1691-1700	Louis Grandchamp	Berthelot de Pleneuf
1700-1707	Etienne Chaplet	Moriset de Lacour
1707-1716	Philippe Paulmier	Berthelot de St-Laurent
1716-1725	Antoine de Laporte	Berthelot de Belloy
1725-1729	François Ducayet	Le Marchant
1729-1738	Jean Maillot	Vivant Micault du Bessan
1738-1747	Charles Primard	id.
1747-1756	Jacques Mahieu	id.
1756-1765	Jacques Meusnier	Vivant Micault d'Harvelay
1765-1774	Rémi Bartholomé	id.
1774-1775	Alexis Demont	Vivant Micault de Courbeton

CHAPITRE III

La ferme générale des poudres après Berthelot

Le successeur de Berthelot dans la ferme générale des poudres et salpêtres fut Maître Louis François de Grandchamp, bourgeois de Paris, auquel il fut passé marché le 26 Août 1690 pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1691.

Le contrat (1), dont le préambule rappelait « les grands armements que le roi était obligé de faire pour la deffense de ses états », prévoyait une fourniture annuelle dont le montant pouvait atteindre 2.200.000 livres. La poudre n'était plus cette fois livrable aux magasins royaux, mais quérable dans les moulins du fermier qui économisait ainsi des frais de transport importants. Le prix de base adopté était celui du précédent contrat, 5 sols la livre, mais n'était applicable qu'au premier million de livres et s'élevait à 9 sols pour les 500 milliers suivants, 10 sols pour les autres 500 milliers et 11 sols pour les 200 milliers restants. Les livraisons effectuées en surplus des 2.200.000 livres prévues — livraisons subordonnées à la capacité de production du fermier et auxquelles celui-ci ne pouvait être contraint — devaient être réglées sur le pied de 12 sols la livre. La progression des prix avec les quantités vendues, un peu décon-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 36.

certante de prime abord en ce qu'elle semble contraire aux règles les plus élémentaires qui sont à la base des transactions commerciales, s'explique si l'on considère que — théoriquement tout au moins — le fermier vendait à perte au roi en considération des avantages qu'il retirait du monopole de la vente au « prix fort » aux particuliers.

Le radoubage était à nouveau à la charge du fermier, mais la quantité de poudre qu'il était tenu de « rebattre et resseicher par chacun an » était fixée à 800.000 livres, « sans que le radoub d'une année puisse être imputée sur l'autre ». Si le tonnage de poudre à radouber excédait 800.000 livres, le radoubage devait être payé au fermier 3 livres par quintal pour les poudres resséchées et 5 livres pour les poudres rebattues.

La vente aux particuliers des poudres de guerre et de marine avait sans doute donné lieu précédemment à quelques malversations sur les poudres qui se trouvaient dans les places et dans les arsenaux, car Grandchamp n'était plus autorisé à livrer aux particuliers que de la poudre à giboyer. Mais les prix de vente, légèrement abaissés dans le précédent contrat, étaient ramenés au niveau de la tarification de 1677 : le fermier devait céder les poudres 20 sols la livre aux revendeurs qui pouvaient la débiter au public à 24 sols. Défense formelle était renouvelée aux soldats et canonniers de vendre de la poudre provenant des magasins du roi sous peine de punition exemplaire, et sans préjudice d'une amende de 300 livres infligée aux acheteurs au profit du fermier.

Celui-ci était autorisé à rétablir la « recherche et amas » du salpêtre dans tous les lieux où elle avait été négligée ou abandonnée et à monter de nouveaux ateliers où bon lui semblerait, pour être en mesure de porter la capacité de

production annuelle du royaume en salpêtre jusqu'à 3 millions de livres.

Le contrat spécifiait enfin que Grandchamp était cautionné par Berthelot de Pleneuf qui reçut du maréchal d'Humières, grand maître de l'artillerie, le 30 Octobre 1690, la commission de commissaire général des poudres et salpêtres et d'intendant général des poudres de la marine (1). Berthelot de Pleneuf était le fils aîné du célèbre Berthelot que nous avons vu cumuler à quatre reprises les fonctions de fermier et de commissaire général : la particule qu'il arborait témoignait des profits appréciables que son père avait su réaliser dans l'industrie des poudres et salpêtres, dont le contrôle restait encore une fois entre les mains de cette dynastie de traitants.

Il est même permis de supposer que Berthelot de Pleneuf ne s'était pas borné à se porter caution de Grandchamp, mais qu'il l'avait également fortement commandité pour recueillir par personne interposée les bénéfices d'une ferme particulièrement fructueuse dont son père, trop sûr de lui, avait été contraint d'abandonner la direction.

A l'expiration du marché de Grandchamp, nous retrouvons encore Berthelot de Pleneuf comme caution de son successeur, Jacques Deshayes, bourgeois de Paris, qui prit à bail la ferme générale des poudres par contrat du 10 Novembre 1699 (2), pour 9 ans à compter du 1^{er} Janvier 1700.

La lutte épuisante qu'avait dû soutenir Louis XIV contre l'Europe coalisée s'était terminée par la paix de Ryswick. Pendant toute la durée de son bail, Grandchamp avait réussi

(1) Bibl. Nat. Lf 65 3 imprimé.

(2) Bibl. Nat. Lf 65 2 imprimé.

à assurer sans défaillance la fourniture des quantités considérables de poudre nécessaires aux armées royales ; ses livraisons s'étaient élevées régulièrement à 3 ou 4 millions de livres par an « ce qui a tellement rempli nos magasins tant de terre que de mer » constatait le roi « que nous nous trouvons fort au-dessous de la nécessité de porter dorénavant la fabrique des salpestres aussi loin qu'elle peut aller et nous met par conséquent en état de ménager nos finances ». Les nouvelles propositions que Berthelot de Pleneuf avait fait faire par Deshayes s'inspiraient de cette double considération.

Le montant de la fourniture envisagée était ramené à 1.500 milliers par an, et les prix, en baisse sur les précédents en étaient fixés à 4 sols la livre pour le premier tiers, 5 sols pour le second et 9 sols pour les derniers 500 milliers.

Par ailleurs, Deshayes avait proposé une combinaison particulièrement avantageuse pour le trésor royal. Il offrait de payer au roi, à son entrée en fonctions, la somme de 750.000 livres, et de lui verser 12.000 livres par an jusqu'à l'expiration de son bail : en compensation, il demandait l'autorisation d'élever de 2 sols le prix de vente de la poudre à giboyer, et l'octroi du monopole de la vente au public du plomb en balles et en dragées. Louis XIV accepta volontiers cet arrangement qui l'aidait à « soutenir les dépenses que nous sommes obligés de faire sans être à charge à nos sujets ».

Mais il est probable que si la combinaison ainsi envisagée sur le dos du consommateur était intéressante pour le roi, elle l'était encore plus pour le fermier, car il se constitua immédiatement une « compagnie de finances » qui fit faire par un de ses membres, le sieur Etienne Chaplet, bour-

geois de Paris, des propositions du même ordre, beaucoup plus avantageuses pour le trésor royal.

Chaplet offrit en effet, le 12 Décembre 1699 (1), s'il plaisait au roi de le subroger purement et simplement au bail fait par Deshayes, de payer comptant au trésor royal un million de livres et de verser pendant chacune des neuf années de ce bail la somme de 100.000 livres. Le nouveau soumissionnaire n'en était pas du reste à son premier affermage, puisqu'il avait déjà, pour le compte d'une autre société, pris à bail pour 5 ans, le 6 Mai 1698, moyennant un versement annuel de 1.600.000 livres (2), « les droits de contrôle des contrats et actes de notaires, greffiers et tabellions, tant royaux que seigneuriaux, et des petits sceaux des sentences, jugements, ordonnances et autres actes des requestes du palais, baillages, seneschaussées et autres juridictions royales, ordinaires et extraordinaires » (3).

Le sieur Chamillard, conseiller ordinaire au conseil royal et contrôleur général des finances, auquel furent déferées les offres de Chaplet, ne manqua pas de faire remarquer au roi qu'elles se traduisaient pour le trésor royal par une recette supplémentaire de 1.042.000 livres et conseilla très vivement de les accepter. La décision fut rapidement prise et, par arrêt du 22 Décembre 1699 (4), Chaplet fut subrogé au bail passé à Deshayes le 10 Novembre.

(1) Arch. Nat. G 7 1296 manuscrit.

(2) Versement ramené à 1.480.000 livres par lettres patentes du 15 Décembre 1699, à la suite des déclarations en forme de tarif du 14 Juillet 1699 qui avaient réduit notablement les droits de contrôle des contrats et des petits sceaux.

(3) Arch. Nat. E 708 B manuscrit.

(4) Bibl. Nat. Lf 65, 2 imprimé.

Conformément à un précédent bien établi, la charge de commissaire général des poudres et salpêtres qui devait, d'après le bail Deshayes, être accordée à Berthelot de Ple-neuf, était octroyée au sieur Moriset de la Cour, l'une des cautions d'Etienne Chaplet, qui recevait également la commission d'intendant général des poudres de la marine.

Aux termes du nouveau contrat, le prix de cession de la poudre aux revendeurs était fixé à 22 sols la livre et le prix de vente aux particuliers à 26 sols ; pour empêcher les marchands de profiter à son détriment, sur les poudres qu'ils avaient en magasin au début du bail, de l'augmentation du prix de vente, le fermier était autorisé à faire faire chez ceux-ci des inventaires au 1^{er} Janvier 1700 et à leur réclamer 2 sols par livre de poudre ou de salpêtre trouvée ; s'ils s'y refusaient Chaplet avait la faculté de racheter tout leur stock au prix d'achat initial, soit 20 sols la livre.

Chaplet avait l'exclusivité de la fabrication et de la vente du plomb en balles et en dragées, dont le prix était fixé à 5 sols la livre (1). Il était même interdit à tous les ouvriers, de quelque corporation qu'ils fussent, de fabriquer des « moules et autres ustancils » susceptibles de servir au façonnage du plomb, sans une permission écrite du commissaire général. Toutefois, la confection des balles à mousquet, fusil et pistolet nécessaires aux armées devait être effectuée comme par le passé dans les magasins royaux ; mais il était formellement défendu, sous peine de 1.000 livres d'amende, à ceux qui en étaient chargés d'en faire aucun commerce, directement ou indirectement. Le nouveau contrat disposait, par ailleurs, en son article 30, qu'en

(1) La livre de plomb était vendue jusque là dans le commerce 2 sols 6 deniers.

cas d'interruption du commerce avec l'Angleterre ou la Hollande, d'où était importée à cette époque la plus grosse partie du plomb, ce métal pourrait être vendu exceptionnellement 6 sols la livre « du jour où le commerce serait interrompu jusqu'à ce qu'il soit pleinement rétabli ».

Le montant de la fourniture de poudre au roi était fixé, on l'a vu, à 1.500 milliers par an, au prix de 4, 5 et 9 sols la livre pour chaque tranche de 500 milliers. Le roi pouvait prendre à son choix la fourniture en poudre ou en salpêtre de trois cuites que Chaplet pouvait être tenu ultérieurement de convertir en poudre ; comme les précédents fermiers, il ne devait rendre que 100 livres de poudre pour 100 livres de salpêtre reçues, mais le roi s'engageait cette fois à racheter la poudre correspondant aux 25 livres de salpêtre qui lui restaient ainsi — soit 33 livres par quintal de salpêtre converti — au prix de 10 sols la livre. Il semble qu'on puisse conclure de cet arrangement que le prix de revient du fermier était inférieur à 10 sols (1) par livre de poudre de guerre, sinon celui-ci aurait eu intérêt à s'en tenir strictement à sa fourniture et à transformer le salpêtre en excédent en poudre à giboyer cédée aux revendeurs à 22 sols.

Le contrat stipulait, comme les précédents, la franchise pour tout ce qui concernait les poudres et salpêtres des « droits de péage, octrois et droits de villes et de seigneurs ». Mais cette énumération était limitative et, contrairement aux errements antérieurs, cette exemption ne s'étendait pas aux taxes perçues au litre des « cinq grosses fermes ». Cette clause ne tarda pas à soulever des contestations continuelles entre Chaplet et Thomas Templier, fermier général des cinq grosses fermes et « autres fermes

(1) Montaigne (*op. cit.*) évaluait ce prix de revient à 6 sols.

unies », au sujet de l'assiette des droits à percevoir. Templier prétendait en effet non seulement taxer les poudres et salpêtres qui sortaient de l'étendue des cinq grosses fermes pour être transportées dans les provinces du royaume « réputées étrangères » (1), mais encore les assujettir aux droits locaux rattachés aux fermes (2) ; Chaplet s'y refusait en arguant que ces droits locaux provenaient pour la plupart de droits d'officiers ou d'octrois de villes dont il était exempt aux termes de son bail, et Templier répondait que cette

(1) Les provinces des cinq grosses fermes avaient été ainsi nommées en 1598 parce que les droits qui s'y levaient alors (traite foraine, traite domaniale, entrée des épiceries ou drogueries, entrée sur les draps d'or ou de soie, entrée sur les grosses denrées) avaient été donnés à bail à l'origine à cinq fermiers distincts.

C'étaient : la Normandie, l'Anjou, le Poitou, l'Artois, le Berry, le Bourbonnais, la Bresse, la Bourgogne, la Champagne, la Picardie, le Maine, la Touraine, l'Orléanais, le Nivernais, le Perche, et l'Île de France.

Les provinces réputées étrangères étaient celles qui avaient refusé en 1360 d'acquitter les aides (droits sur les boissons) établies pour payer la rançon du roi Jean : Flandre, Artois, Hainaut, Cambresis, Franche-Comté, Lyonnais, Forez, Beaujolais, Vivarais, Dauphiné, Provence, Languedoc, Roussillon, Basse-Navarre, Comté de Foix, Gascogne, Guyenne, Béarn, Rouergue, Auvergne, Saintonge, Angoumois, Marche, Limousin, Bretagne.

Sur toute l'étendue des cinq grosses fermes le commerce était libre. Par contre des droits de douane étaient perçus pour le commerce entre les cinq grosses fermes et les provinces réputées étrangères ainsi que pour le commerce fait entre ces provinces ou à l'intérieur de chacune d'elles.

(2) « Droits de prévosté de Nantes, Traitte de Charente, Convoy et Comptablie de Bordeaux, Patente de Languedoc, Douanne de Lion », etc.

exemption ne lui était accordée qu'à l'égard des droits appartenant aux villes et communautés, mais non aux droits locaux compris dans les fermes de Sa Majesté. Chaplet s'insurgeait, d'autre part, contre l'application des droits aux poudres envoyées des magasins et arsenaux dans les moulins à poudre pour être radoubées, puisque ces poudres avaient déjà été taxées lors du premier transport : à cette réclamation, Templier répondait qu'il ne prétendait percevoir d'autres droits que ceux dont étaient passibles les matières neuves ajoutées à ces poudres au cours du radoubage. Le résultat de ces discussions, parfois byzantines, était l'accumulation au Conseil d'Etat de requêtes copieuses et fortement motivées présentées par les deux traitants. Pour y mettre fin, un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 1^{er} Mars 1701 (1), précisa que les poudres et salpêtres payeraient à leur passage à la limite des cinq grosses fermes « vingt sols par quintal poids de marc, compris les tonneaux, chappes et barriques », et qu'elles seraient passibles des droits locaux réunis aux fermes de Sa Majesté, mais qu'aucun droit ne serait perçu à l'occasion du transport des poudres radoubées.

Il y a lieu de présumer, d'ailleurs, que Chaplet et Templier avaient toujours vécu en assez mauvaise intelligence et qu'ils n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour empêcher la vente du sel de salpêtre en fraude des gabelles. Templier s'était plaint en effet par requête au Conseil de ce que les salpêtriers se livraient ouvertement aux faux saunage, et n'avait pu proposer d'autre remède à cette situation que l'application stricte de l'article 28 du titre 17 de l'ordonnance des Gabel-

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 43.

les de 1680, aux termes duquel le sel de salpêtre devait être jeté « comme immonde ». Un arrêt du Conseil, rendu le 2 Mars 1700 (1), avait enjoint en conséquence aux salpêtriers « de garder le sel de leurs cuittes pour le présenter aux commis et gardes des gabelles, pour estre par eux submergé en leur présence, sans qu'ils puissent s'en servir pour leur usage, le garder, vendre ny donner, à peine d'estre punis comme faux-sauniers et d'estre deschus de leurs privilèges ».

L'article 14 du bail de Chaplet avait renouvelé au fermier l'interdiction — déjà mentionnée dans le contrat de Grandchamp — de débiter au public d'autre poudre que de la poudre à giboyer. Chaplet n'avait pas tardé à faire remarquer au Conseil que les « armateurs, négocians et compagnies de commerce », ne pouvant se procurer dans le royaume la poudre à mousquet et à canon dont ils avaient besoin pour la « munition de leurs vaisseaux », étaient contraints d'en faire venir de l'étranger : il avait souligné combien une telle prohibition était préjudiciable aux intérêts de l'industrie nationale et gênante pour les navigateurs.

Par arrêt du 12 Avril 1701 (2) il fut autorisé, sous réserve de fournir toujours au roi par priorité les poudres de guerre que celui-ci lui commanderait, à vendre dans ses magasins des poudres à mousquet et à canon, au prix qu'il conviendrait avec les acheteurs éventuels.

Malgré la ténacité qu'il déployait constamment pour se faire octroyer de nouveaux avantages, Chaplet se trouva rapidement dans une situation difficile. Continuant le

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 41.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 45.

« trust » des fermes du roi, il avait pris à bail le 9 Mars 1700, moyennant 400.000 livres par an, le recouvrement des droits d'amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts (1), pour le compte de la société qui avait déjà affermé sous son nom les droits de contrôle. Le montant annuel des redevances qu'il devait acquitter au trésor royal atteignait désormais le chiffre, considérable pour l'époque, de 1.980.000 livres. Malheureusement, les particuliers auxquels il avait sous-traité dans les différentes régions du royaume, tant pour la ferme des poudres que pour celle des droits de contrôle et des droits d'amortissements, s'étaient plaints au bout de peu de temps que le rapport de leurs baux n'était pas suffisant pour leur permettre de les continuer, et nombre d'entre eux refusaient d'en payer le prix.

Outre la difficulté qui en était résultée pour Chaplet de faire face à ses échéances envers le trésor, plusieurs provinces s'étaient trouvées, par suite des défaillances des sous-traitants locaux, complètement démunies de poudre, et la fourniture du roi elle-même semblait compromise : ce dernier aspect de la situation surtout ne laissa pas de causer quelque appréhension au Conseil. La mort du roi Charles II et l'avènement du duc d'Anjou au trône d'Espagne rendaient inévitable une guerre dans laquelle la France devait trouver contre elle l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la Hollande et le Portugal.

Aussi, le sieur Nicolas Lozzé, bourgeois de Paris, ayant offert au début de 1701 de se charger « conjointement des services des poudres, salpestres et plombs, contrôle des

(1) Perçus à l'occasion des fiefs et biens nobles que possédaient les roturiers.

actes, petits sceaux, amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts » à partir du 1^{er} Octobre 1701, pour 1.900.000 livres par an, le roi se disposa à accepter ses propositions.

Mais les « cautions » de Chaplet dans la ferme des droits de contrôle et des droits d'amortissements constataient amèrement que l'embarras de sa situation résultait en majeure partie d'une gestion déficitaire de la ferme des poudres (1), imputable, à leur sens, à l'incapacité de la « compagnie » qui s'était chargée sous son nom de ce service. Ils supplièrent le roi de leur permettre d'assurer, toujours sous le nom de Chaplet, le service des trois fermes aux conditions proposées par Nicolas Lozzé ; ils s'engageaient à exécuter ponctuellement les fournitures de poudres prévues dans le contrat en cours et à donner satisfaction, en tous points du royaume, aux besoins des particuliers, et offraient de rembourser aux associés de la compagnie évincée le montant des sommes que ceux-ci avaient dû avancer à Chaplet depuis le début du bail (2).

Une telle combinaison semblait avantageuse puisqu'elle permettait de continuer à assurer, sans transition brusque, le service de la ferme des poudres, en dédommageant ceux qui s'en étaient chargés jusque là.

(1) Le déficit d'exploitation du 1^{er} Janvier 1700 au 1^{er} Juillet 1701 atteignait 1.608.069 ; les dépenses s'élevaient à 3.533.762 livres y compris le loyer de la ferme et les recettes à 1.925.693 livres. — Arch. Nat. E 749 B 176 folio 221 manuscrit.

(2) 2.413.487 livres comprenant : 1^o Le déficit d'exploitation (1.608.069 livres) ; 2^o Le montant de la valeur d'inventaire des matières premières ou des poudres en magasin au 1^{er} Janvier 1700 (805.418 livres), remboursé à Grandchamp, précédent fermier.

Elle prévalut, et par arrêt du Conseil du 17 Mai 1701 (1) il fut statué que les fermes des droits de contrôle, des droits d'amortissements et des poudres « seraient et demeureraient jointes, unies et incorporées en une seule et même ferme sous le nom dudit Chaplet, pour en jouir par luy et ceux des cautions et interessez ez desdites fermes qui seraient reservez par Sa Majesté, ses procureurs, commis et sous-fermiers, pendant sept années six mois à commencer du 1^{er} jour de Juillet 1701 », moyennant la somme de 1.900.000 livres, payables de quartier en quartier, « à laquelle Sa Majesté a réduit celle de 1.980.000 livres à laquelle montait le prix en deniers desdites fermes ».

La position de Chaplet se trouvait ainsi provisoirement consolidée ; elle n'en avait pas moins été fortement ébranlée, et redevint au bout de peu de temps précaire. Chaplet vit disparaître, à compter du 1^{er} Janvier 1702, une source appréciable de bénéfices par suite de la suppression, à cette date, du recouvrement des droits d'amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts qui lui rapportait plus de 900.000 livres par an et ne comptait dans son bail que pour 400.000 livres, somme dont sa redevance fut réduite à partir du 1^{er} Janvier 1702.

Le vaste monopole que détenait sa « compagnie » subit, par ailleurs, quelques mois après, une nouvelle atteinte : l'exclusivité au profit d'une seule société de la fabrication et de la vente du plomb avait suscité dès le début de vives réclamations, aussi bien de la part des consommateurs, peu satisfaits de payer les balles deux fois plus cher qu'aupa-

(1) Arch. Nat. E 708 B folio 23 manuscrit.

ravant, que de celle des marchands (1), lésés dans leur commerce. Ces doléances avaient, à la longue, trouvé un écho favorable à la Chambre de Commerce de Paris dont les membres présentèrent au roi, en Juin 1702, un long mémoire tendant à la suppression du monopole du plomb. Ce document (2) constitue un raccourci curieux des idées de l'époque en matière de production et de circulation des richesses.

« Les partis qu'on a commencé d'introduire dans le commerce, en assujettissant certaines marchandises à n'estre vendues et distribuées que par certains particuliers exclusivement à tous autres », exposaient les « députez du commerce », « tendent à la ruine du commerce et de la navigation et empeschent la débouche de nos denreux et manufacteur, sans qu'il en vienne aucun avantage au Roy.

« Le commerce du plomb à giboyer est dans ce cas ; il donnoit du profit au négociant, à l'ouvrier et au détaillleur ; le premier le faisoit venir d'Angleterre en permutation des denrées et manufactures du Royaume qu'il y faisoit passer soit par les vaisseaux Anglois, soit par les Ecossois sur la frontière desquels cette matière se trouve.

(1) Cf. notamment : Mémoire des marchands et negocians de Marseille demandant liberté de travailler le plomb en balles pour la chasse comme ils ont fait par le passé — 28 Mars 1702 — et « Mémoire du Député de Marseille contredisant l'arrest des poudres et grenailles et l'arrest des poudres et dragées qui donne l'exclusion au fermier général », Arch. Nat. G 7 1296.

(2) « Mémoire sur le plomb à giboyer par Nosseigneurs de la Chambre de Commerce ». Arch. Nat. G 7 1296 manuscrit.

« L'ouvrier l'achetoit du négociant pour le convertir en balles, plomb à giboyer et à différents autres usages, et le vendoit au détaillier qui le distribuoit à juste prix ; ainsi tout le monde y trouvoit son compte et le commerce avoit un grand mouvement parce que le négociant reprenoit le plomb fabriqué des mains de l'ouvrier et en faisoit un commerce considérable en Espagne, au Portugal, en Italie, dans la Suisse, au Levant et dans les Isles d'Amérique ».

Et, après avoir exposé les conditions dans lesquelles la fabrication et la vente du plomb ont été affermées à Deshayes, puis à Chaplet, les auteurs du mémoire continuent en ces termes :

« Ce party a causé un grand préjudice au public et un très grand désordre au commerce qui en a été interdit sans qu'il en revienne aucun profit au Roy comme il est facile de le faire voir.

« En ce que n'ayant dans le royaume que peu ou point de mine de plomb, on est obligé d'en tirer la plus grande partie d'Angleterre : le traitant n'ayant pas le talent de la permutation est obligé de le faire venir sans faire sortir aucunes denrées ny manufactures et par cette conduite nous rend débiteurs des Anglois envers lesquels il faut s'acquitter par de l'argent comptant.

« Par là, l'Etat en souffre et le commerce en est troublé, les négocians et les marchands du royaume qui, au moyen du commerce du plomb, avoient l'occasion et mettoient tout en œuvre pour envoyer en Angleterre nos denrées et manufactures pour leur servir de fonds ont été obligés de l'abandonner..... Il faut convenir que le vrai moyen d'entretenir nos manufactures, de les augmenter et de les répandre chez les Etrangers est de leur accorder aide

et protection; autrement ils seront forcés de s'établir ailleurs.

« On ne peut pas douter non plus que les ouvriers de plomb à giboyer en balles, etc., travailloient avant ce party avec beaucoup de succès, qu'ils en fournissoient à juste prix non seulement les Arceneaux de Sa Majesté, les armemens des négocians, les consommations du Royaume et de nos colonies, mais encore les pays Estrangers, comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Suisse et le Levant qui venoient se pourvoir chez nous et nous en payoient la valeur, les uns en espèces, les autres en marchandises, au moyen de quoy les droits d'entrée et de sortie que ce commerce nous procuroit produisoient à Sa Majesté des sommes plus considérables que ce qu'elle tire de ce party. Les négocians, les détailliers et les ouvriers y trouvoient pareillement leur compte ; les premiers un profit raisonnable et les autres des salaires attachés à leur industrie, ce qui se multiplioit de jour en jour.

« Cela demeurant constant, il ne sera pas difficile de convenir que les Estrangers ne pouvant pas se pourvoir en France à si juste prix qu'ils faisoient avant le party iront s'en fournir ailleurs et mettront tout en usage pour attirer nos ouvriers chez eux pour y établir de semblables manufactures, et que ceux-ci qui ne trouvent pas à gagner leur vie dans le Royaume, depuis cet Etablissement, étant d'ailleurs très fatigués, seront forcés, comme plusieurs l'ont déjà été de se soumettre à cette loy, étant naturel d'aller chercher la vie partout où l'on peut la trouver ; ainsi les manufactures du Royaume passeront à cause de ces partis, comme on en a déjà vu des exemples, insensiblement chez nos voisins au préjudice de l'Estat et du public.

« Il en arrivera encore un autre mal en ce que les habitants des colonies françaises qui ne tirent des^a que trop de denrées et manufactures des Anglois avec lesquels ils traitent sur leurs costes en trocque de leur sucres et autres denrées mettront tout en œuvre pour se fournir de plomb chez les Anglois au préjudice de notre commerce et de notre navigation ».

Ce mémoire circonstancié fut communiqué à Chaplèt qui reconnut fort habilement « que ce qui estoit exposé dans ledit mémoire estoit bien entendu et pouvoit donner de l'utilité au commerce », et fit savoir officieusement au Conseil qu'il ne s'opposait pas à la suppression du monopole du plomb... à condition, naturellement, que le roi lui accordât une indemnité « proportionnelle à la valeur du droit qu'il en tiroit ». Il suggérait en particulier qu'une compensation pouvait lui être accordée sous forme d'un relèvement du prix de vente de la poudre.

Cette solution, qui permettait de faire droit à la requête de la Chambre de Commerce sans qu'il en coûtât rien au Trésor, fut adoptée d'emblée. Le roi, par une déclaration donnée à Marly le 8 Août 1702 (1), révoqua les prohibitions relatives à la fabrication et à la vente du plomb en balles et en dragées. Il était spécifié que le fermier des poudres et salpêtres conserverait néanmoins la faculté d'en vendre et d'en faire vendre, aux prix convenus avec les acheteurs, « sans qu'il puisse être empesché ou inquiété en aucune manière par les marchands ou autres sous prétexte de maîtrise ou autrement ». Par la même déclaration, le roi « pour indemniser le fermier des droits qu'il percevoit sur les plombs » relevait le prix maximum de vente de la poudre à

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 50.

giboyer de 26 à 30 sols, soit une augmentation de 4 sols. Le prix de cession aux marchands et débiteurs commissionnés était augmenté de 5 sols et porté de 22 à 27 sols. Les consommateurs de poudre et les revendeurs faisaient donc en définitive les frais de la compensation accordée à Chaplet.

Celui-ci se trouvait alors, semble-t-il dans une position plus avantageuse que son prédécesseur Grandchamp. Les conditions auxquelles il vendait la poudre au roi étaient sensiblement équivalentes à celles que comportait le bail Grandchamp, et la perte qu'il subissait de ce chef était du même ordre (5 sols environ par livre sur un million de livres soit 250.000 livres par an). Il versait, il est vrai, au Trésor, une redevance annuelle de 100.000 livres dont était exempt Grandchamp ; mais il cédait la poudre aux détaillants 7 sols de plus que celui-ci, et le tonnage vendu aux consommateurs privés excédait de beaucoup 300.000 livres par an (1). Il paraissait donc devoir être en mesure de réaliser avec la forme des poudres des profits au moins aussi honorables que son prédécesseur.

Pourtant, pendant les deux années qui suivirent, sa situation semble être restée aussi embarrassée qu'auparavant. Les intérêts des emprunts qu'il avait dû contracter grevaient lourdement son compte d'exploitation et il ne réussissait pas à résorber le passif que la deuxième « compagnie » des poudres avait hérité de la première.

Ses associés, qui avaient en 1701 allègrement accepté ce passif, confiants qu'ils étaient alors dans l'avenir de l'entreprise, y voyaient maintenant la cause initiale et unique

(1) Le tonnage de poudre de chasse vendu annuellement au public était à ce moment de l'ordre de 600.000 livres.

des difficultés de toutes sortes avec lesquelles la ferme était aux prises. Ils s'avisèrent qu'ils avaient fait preuve, en assurant la continuité de la fourniture des poudres, « pour se soumettre aux volontés du roi et faire le bien du service », d'un dévouement dont on devait leur tenir compte, et que le roi, en acceptant leurs propositions s'était implicitement engagé à les dédommager de leurs avances s'ils ne réussissaient point à rentrer dans leurs fonds.

Dans une requête présentée en Juillet 1704 (1), ils exposèrent au roi, avec bordereaux détaillés à l'appui, que le passif de la société atteignait au 1^{er} Juillet 1704 : 3.750.408 livres. La valeur d'inventaire à cette date des matières premières et des produits fabriqués ou en cours de transformation s'élevait à 1.330.000 livres ce qui portait le montant de la perte effective à 2.420.000 livres environ. Les cautions de Chaplet ne manquaient pas de rapprocher cette somme des 2.413.487 livres versées en 1701 aux associés de la première compagnie pour les rembourser de leurs avances. Ils représentaient au roi qu'ils ne voyaient pas le moyen d'amortir ce déficit, ayant déjà bien du mal à équilibrer les recettes et les dépenses dont la balance s'établissait comme suit, en comptant à 10 sols le prix de revient de la livre de poudre, évaluation qu'ils estimaient inférieure à la réalité, en raison de l'augmentation incessante du cours des matières premières . (2)

(1) Arch. Nat. E 749 B 176 manuscrit.

(2) On omettait toutefois de signaler dans cette requête que le salpêtre n'était payé aux salpêtriers que 6 sols la livre.

<i>Débit</i>		<i>Crédit</i>
Redevance au Trésor. 1.500.000		Redevance des sous-fermiers 2.144.845
Perte sur la fourniture de poudre au roi (5 sols par livre), soit pour 1 million de livres 250.000		Bénéfice réalisé sur les poudres vendues directement aux consommateurs et le salpêtre vendu aux apothicaires dans les magasins généraux du fermier 61.000
Fourniture de poudre aux sous-fermiers . 522.500 livres à 10 sols 261.250		
Appointements des commissaires directeurs, contrôleurs et commis 100.000		
	2.111.250	2.205.845

Ils faisaient remarquer que le léger solde créditeur du compte d'exploitation était absorbé et au-delà par les intérêts des emprunts et des avances destinées à couvrir le passif antérieur.

A l'appui de la diminution très sensible du montant des sous-baux par rapport à celui des années précédentes, ils invoquaient les moins values substantielles enregistrées dans le recouvrement des droits de contrôle et petits sceaux « à cause d'une multitude d'offices qui se traversent par la connexité de leurs fonctions, particulièrement les greffiers des insinuations laïques, saisies mobilières, aliénations des

justices des domaines et autres, ce qui fait qu'il se passe beaucoup moins d'actes et contrats, sentences et jugements, et cause la ruine de la ferme desdits contrôles et petits sceaux en ce que les particuliers ne se pouvant assujettir à tant de formalités et différents bureaux mettent tout en usage pour s'en affranchir » : c'est ce qu'on appellerait de nos jours la fuite de la matière imposable.

Ils concluaient en réclamant le remboursement des sommes payées par eux en 1701 aux associés de la première compagnie des poudres. Ils demandaient d'autre part la suppression des greffiers des insinuations laïques et la réunion de leurs droits à la ferme des droits de contrôle et des petits sceaux, fermement convaincus que les simplifications apportées de ce fait à la perception inciteraient davantage les particuliers à s'assujettir aux formalités légales et conduiraient par suite à une augmentation notable du total des droits perçus sur les contrats et les jugements.

Il est vraisemblable que Chaplet jouissait auprès du roi de protections puissantes ou, plus simplement, qu'il ne se trouva personne pour reprendre la ferme à de meilleures conditions, car un arrêt rendu au Conseil d'Etat le 18 Octobre 1704 (1) fit droit sur tous les points à la requête de ses associés.

Par cet arrêt, il était accordé à Chaplet, pour le dédommager de ses pertes en capital et intérêts, une indemnité forfaitaire de 2.700.000 livres payable en neuf annuités de 300.000 livres. Les greffiers des insinuations laïques étaient supprimés et leurs droits rattachés pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1705, à la ferme du contrôle et des poudres, à l'exception des « droits des insinuations acquis des terres

(1) Arch. Nat. AD VI. 16. folio 54.

de l'apanage et patrimoniales de Monseigneur le duc d'Orléans, ceux de la province de Flandre, ceux du comté de Bourgogne et ceux du Béarn et de la Navarre, attendu les ventes ou abonnements qui en sont faits pour lesdits lieux ». La redevance à verser par le fermier au trésor royal était augmentée corrélativement de 500.000 livres et portée à 2.000.000 livres.

Les baux passés aux sous-fermiers pour les droits de contrôle et les poudres étaient résiliés à partir du 1^{er} Janvier 1705, « si mieux n'aimaient lesdits sous-fermiers se charger pendant les neuf années du fonds de tous les droits » aux conditions fixées par l'état annexé à l'arrêt. Cet état mentionnait d'une part, la redevance que les sous-fermiers devaient s'engager à verser à Chaplet, d'autre part, le tonnage de poudre que celui-ci devait leur livrer. Nous reproduisons ci-contre ces indications qui donnent en particulier l'ordre de grandeur des consommations annuelles de poudre à giboyer dans les différentes provinces du royaume (1).

Ces conditions étaient légèrement plus avantageuses pour le fermier que les précédentes puisque le montant total des sous-baux était augmenté de $2.763.345 - 2.144.845 = 618.500$ livres, et le tonnage total de poudre à fournir aux sous-fermiers de : $531.000 - 522.500 = 8.500$ livres, soit, en comptant la poudre à 10 sols la livre, un gain net de

(1) On remarquera que la proportionnalité des redevances aux tonnages de poudre fournis était bien loin d'être observée d'une province à l'autre, ce qui prouve que certaines régions s'étaient avérées notablement plus procédurières que les autres, et que la passion de la chasse ne va pas forcément de pair avec le goût de la chicane...

	Relevance	Tonnage de poudre fourni
Généralité de Bordeaux et provinces de Béarn et de Navarre (1).....	197.120 livres	44.000 livres
Généralités de Caen, Rouen et Alençon.....	287.950	50.000
Généralité de Paris, Généralités de Tours et Orléans	350.300	50.000
Généralités d'Amiens et Soissons.....	137.780	25.000
Généralités de Châlons et Metz.....	132.000	30.000
Généralités de Bourges et Poitiers.....	130.350	23.000
Généralités de Montauban, Tholozé, Montpellier et Roussillon	359.570	80.000
Province de Bretagne.....	283.290	54.000
Généralités de Moulins et Riom.....	157.060	25.000
Provinces de Dauphiné et Provence.....	207.840	30.000
Province de Bourgogne et dépendances.....	172.000	25.000
Généralités de Limoges et La Rochelle.....	145.735	42.000
Généralités de Lyon et Franche-Comté.....	142.350	28.000
Généralités de Flandre, Hainaut et Artois.....	60.000	25.000
	2.763.345 livres	531.000 livres

(1) A l'exception pour ces deux provinces des droits des insinuations laïques.

(2) A l'exception de la Généralité de Paris où Chaplet se réservait la vente directe.

614.000 livres environ, alors que sa redevance était augmentée seulement de 500.000 livres.

Chaplet se trouvait ainsi « renfloué » pour la deuxième fois. Les atténuations apportées à ses obligations et les mesures de bienveillance gracieuse prises à son égard ne réussirent pas néanmoins à rétablir définitivement la situation de la ferme qui redevint critique au bout de peu de temps.

Chaplet ne cessait de fatiguer le Conseil par l'exposé de ses différends avec ses sous-fermiers et adressait des demandes de fonds de plus en plus pressantes pour « soutenir » la « fabrique » des poudres et salpêtres qui périlait successivement dans chaque province. On reconnut à la fin que la jonction de la ferme des droits de contrôle et des insinuations laïques à la ferme des poudres n'avait fait que « mettre la confusion et déranger la régie et exécution des poudres et salpêtres ». Par arrêt du 14 Août 1706 (1), le bail passé à Chaplet le 18 Octobre 1704 fut cassé à compter du 1^{er} Janvier 1707. Il était décidé par le même arrêt qu'il serait désormais passé des baux séparés pour la ferme des poudres et pour celle des droits de contrôle.

La « fabrique » des poudres fut peu après affermée, par contrat du 14 Septembre 1706 (1), pour 9 ans à compter du 1^{er} Janvier 1707, au Sieur Philippe Paulmier, cautionné par un autre fils de Berthelot, Berthelot de Saint-Laurent, auquel fut conférée la charge de commissaire général.

Le montant de la fourniture au roi est influencé par la situation extérieure : les armées ont été défaites à Ramillies et continuent à lutter dans les Flandres pour défendre le territoire. Paulmier doit livrer 2.400.000 livres par an au

(1) Bible. Nat. Lf, 65 2 imprimé,

lieu des 1.500.000 demandées à Chaplet. Le premier million devait être payé 7 sols la livre, les 500 milliers suivants 10 sols et le reste 12 sols ; les radoubages devaient être effectués sur la base de 3 livres par quintal de poudre resséchée et 5 livres par quintal de poudre rebattue. Le prix de vente des poudres aux particuliers était ramené de 28 à 30 sols ; par contre, aucune redevance annuelle n'était prévue. Ces conditions étaient donc plus avantageuses pour le fermier que celles du précédent contrat.

Paulmier semble d'ailleurs avoir été plus heureux dans son exploitation que son prédécesseur, car il réussit à assurer avec ponctualité les livraisons considérables qui lui étaient demandées malgré le retard apporté par le roi à lui en régler le montant ; en août 1713, il lui était dû encore au titre des années 1710, 1711 et 1712 plus d'un million de livres pour le paiement desquelles il recevait des assignations sur le « dixième des bons de la Ville de Paris » à raison de 400.000 livres pour 1715, 400.000 livres pour 1716 et 288.797 livres 7 sols 3 deniers pour 1717 (1) : on voit que les moindres recettes de l'Etat se trouvaient à ce moment hypothéquées à l'avance. Aussi bien, depuis onze ans d'une lutte épuisante contre l'Europe coalisée, les finances royales se trouvaient-elles obérées : Louis XIV n'avait-il pas dû en 1709 envoyer sa vaisselle d'or à la Monnaie pour se procurer de l'argent et lever de nouvelles troupes ?

On se rappelle qu'un édit de Janvier 1634 avait créé un certain nombre d'officiers, surintendant général des poudres et salpêtres, commissaire général, commissaires et con-

(1) Projet de fonds à faire pour les poudres — 13 Août 1713 — Arch. Nat. G 7 1299 manuscrit.

trôleurs provinciaux, chargés de réceptionner les livraisons du fermier général, de gérer les approvisionnements dans les magasins, et de veiller à la stricte exécution des dispositions réglementaires concernant la récolte du salpêtre et la fabrication et la vente des poudres.

Un édit portant réorganisation de l'artillerie, rendu à Versailles au mois d'août 1703 (1) et enregistré au Parlement le 3 Décembre 1703, avait modifié cette organisation et transféré à des officiers de l'artillerie (2) la gestion des magasins à poudre.

Les offices de commissaires provinciaux et de contrôleurs provinciaux des poudres et salpêtres étaient supprimés. L'office de surintendant général qu'on avait reconnu être une sinécure purement honorifique était également supprimé. Était seul maintenu le poste de commissaire général

(1) Arch. Nat. X 1B 9004 imprimé.

(2) 26 « commissaires gardes provinciaux », plus particulièrement chargés des magasins de Paris, Amiens, Douai, Dunkerque, Lille, Ypres, Cambrai, Tournai, Avesnes, Philippeville, Metz, Phalsbourg, Verdun, Strasbourg, Auxonne, Lyon, Grenoble, Perpignan, Marseille, Bordeaux, La Rochelle, Schlestat, Besançon et des magasins principaux du Languedoc, de Bretagne et de Normandie, auxquels étaient subordonnés : 40 « commissaires gardes particuliers de magasins » pour les villes de Brizac, Port St-Louis du Rhin, Belfort, Huninghen, Thionville, Longwy, Sarrelouis, Mézières, Marsal, Bergues, Gravelines, Calais, Arras, Aires, St-Omer, Menin Condé, Le Quesnoy, Landrecy, Maubeuge, Charlemont, Givet, Rocroy, Sedan, Briançon, Narbonne, Ambrun, Dijon, Salins, Bayonne, Brouage, Olleron, l'Isle de Ré, Blaye, Saint-Malo, Belle-Isle, Brest, Havre de Grâce, Caen, Dieppe et 135 « commissaires garde-magasins » pour les autres petites places, citadelles et châteaux du royaume.

des poudres et salpêtres, sous l'autorité duquel étaient placés cinq nouveaux officiers : les « commissaires inspecteurs des poudres et magasins » (1).

Les officiers des poudres et salpêtres n'avaient plus ainsi désormais qu'une double mission de contrôle : contrôle technique, comportant la surveillance des fabriques de salpêtre et de poudre, au double point de vue de la sécurité et de la régularité des opérations de fabrication, la réception des fournitures du fermier, et la visite périodique des poudres dans les magasins pour s'assurer de la permanence de leurs qualités balistiques ; contrôle administratif de l'exécution des ordonnances concernant le monopole au profit du traitant de la récolte du salpêtre et de la fabrication des poudres et les diverses immunités accordées aux salpêtriers.

Ils conservaient les mêmes privilèges que les officiers de l'artillerie et devaient prêter, comme eux, serment entre les mains du grand maître de l'artillerie. Les nouveaux officiers étaient tenus, en outre, en vertu d'une ordonnance générale du 17 Juillet 1703, de faire enregistrer leurs commissions au greffe des Elections.

Cette ordonnance assujettissait à l'enregistrement de leurs titres « ceux qui jouissent de quelques privilèges et exemptions à cause des offices dont ils sont pourvus ou à l'exercice desquels ils sont commis, et les commis employés dans les fermes de Sa Majesté ». Le procureur des Elections avait voulu en réclamer l'application aux salpêtriers et les obliger à enregistrer les permis d'exploitation qu'ils tenaient du grand maître, enregistrement qui impliquait,

(1) Résidant en principe dans les villes de Strasbourg, Metz, Douai, Lyon et Perpignan.

bien entendu, le paiement de droits assez élevés. Cette mesure n'avait pas manqué de soulever les réclamations des salpêtriers dont Chaplet, alors fermier général, avait pris immédiatement la défense.

Les salpêtriers, avait-il exposé dans une requête présentée au Conseil d'Etat, ne peuvent être rangés dans aucune des deux catégories de personnes visées par l'ordonnance du 17 Juillet 1703 : « ils ne sont ny officiers ny comis des fermes de Sa Majesté, mais seulement employez à la confection des salpestres pour le service de Sa Majesté ; ils ne jouissent que des privilèges et exemptions qui leur ont été accordez par les ordonnances de Sa Majesté et des Roys ses prédécesseurs qui sont connues et notoires ; et s'il y a des arrests rendus et des commissions du sieur grand maître de l'artillerie données en conséquence, ce ne sont que des suites desdites ordonnances pour empêcher que d'autres gens ne s'entremettent à la confection desdits salpestres ».

Malgré la fragile subtilité de cette distinction, Chaplet avait obtenu gain de cause et par arrêt du Conseil du 8 Décembre 1703 (1), les salpêtriers furent dispensés de faire enregistrer leurs commissions au greffe des Elections et de payer aucun droit d'enregistrement.

Le bail passé à Paulmier le 14 Septembre 1706 arrivait à expiration le 31 Décembre 1715. La ferme générale des poudres et salpêtres fut mise en adjudication sans succès le 3 Juin 1715. Une nouvelle adjudication tenue le 17 Juin n'eut pas plus de résultat, aucun soumissionnaire ne s'étant présenté ; les candidats, comme toujours, ne se pressaient

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 53.

pas et attendaient la fin du bail en cours, comptant qu'à ce moment le Conseil, soucieux avant tout d'assurer la continuité du service, accepterait plus facilement leurs conditions. La ferme fut adjugée seulement le 16 Décembre à Jean Milet (1), pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1716. En attendant l'expédition de son bail, Milet fut mis en possession des magasins, raffineries et moulins par arrêt du 17 Décembre.

Trop sûr de lui et croyant pouvoir imposer ses conditions, il se plaça immédiatement en mauvaise posture en refusant de payer à son prédécesseur Paulmier la valeur des matières premières et des produits terminés ou en cours de fabrication à son entrée en fonctions. L'affaire fut évoquée devant le Conseil, et Milet fut condamné par arrêt du 18 Janvier 1716 à verser à Paulmier à titre de reprise d'inventaire la somme de 150.000 livres. Milet pensait sans doute que le Régent hésiterait à se séparer d'un fermier qu'on avait réussi à décider au bout de six mois seulement à prendre la ferme. Il persista dans son refus de rembourser Paulmier.

Mais un autre candidat s'était présenté, le Sieur Antoine de la Porte, cautionné par un nouveau membre de la famille Berthelot, Berthelot de Belloy. L'adjudication faite à Milet fut révoquée par arrêt du 24 Mars 1716 (2) et la ferme des poudres et salpêtres fut donnée à bail à de la Porte jusqu'au 31 Décembre 1725.

La quantité de poudre à livrer annuellement au roi était ramenée dans le nouveau contrat à 1.500.000 livres (3).

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 66.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 65.

(3) La guerre de Succession d'Espagne avait été définitivement terminée en 1713 par le traité d'Utrecht.

Le prix, en baisse sur les précédents, était fixé à 6 sols la livre pour l'ensemble de la fourniture. Les barèmes de vente aux particuliers étaient inchangés.

Une nouvelle clause, fort avantageuse pour le fermier, venait largement compenser le rabais que consentait de la Porte au roi sur le prix de sa fourniture. Il avait été de règle dans les précédents contrats que chaque nouveau titulaire de la ferme remboursât à son prédécesseur le montant des « nouveaux établissements et améliorations » faits pendant le cours de son bail, à charge pour lui de récupérer cette somme sur son successeur : combinaison au reste fort ingénieuse qui permettait de rejeter — indéfiniment en apparence — l'incidence des dépenses d'immobilisation sur les fermiers successifs, mais qui obligeait ceux-ci à faire une avance considérable pendant toute la durée de leur bail. Cette fois, le roi liquidait l'arriéré et s'engageait à rembourser à Paulmier le montant de ses avances. De la Porte prenait ainsi la ferme quitte et nette de toutes charges.

Le roi ne bornait pas là d'ailleurs sa générosité et lui accordait une indemnité de 8.000 livres pour la remise en état des moulins de Brest, de Maromme et de Lyon qui avaient brûlé. Mais, pour l'inciter à la vigilance et prémunir le roi à l'avenir contre toute surprise, un forfait annuel de 18.000 livres était octroyé à de la Porte « pour lui tenir lieu du remboursement des grosses réparations à faire au cours de son bail aux moulins, magasins et raffineries et des pertes qu'il pourrait souffrir à cause des incendies et inondations ». Cette clause laisse à penser que l'indemnisation par le roi, sur simple mémoire, des dommages causés par les sinistres avait parfois été fructueuse pour les fermiers antérieurs.

Le bail stipulait néanmoins qu'un dédommagement était dû au fermier indépendamment du forfait annuel, s'il était victime d'un incendie causé par la foudre, ce risque « imprévisible » restant à la charge du roi.

De la Porte poursuivit, comme ses prédécesseurs, avec énergie, la stricte application de tous les privilèges accordés et confirmés aux salpêtriers par de nombreuses ordonnances, privilèges dont l'exercice se heurtait souvent à l'hostilité — parfois rancunière — des particuliers. Dans certains villages, les salpêtriers s'étaient rendus tellement impopulaires qu'ils trouvaient difficilement un gîte, les habitants se refusant, d'un accord tacite, à leur louer le moindre local. Pour remédier à cette situation, le roi dut enjoindre, par arrêt rendu en son conseil le 9 Juillet 1718 (1), sur la requête de la Porte, aux maires et échevins des différents bourgs du royaume, d'assurer des logements aux salpêtriers dans les endroits où ils en auraient besoin, en fixant eux-mêmes le prix en cas de contestation. Cet arrêt concédait également aux salpêtriers la faculté de proroger leurs baux aussi longtemps qu'ils le désireraient sous la seule condition de continuer à payer le loyer initialement fixé ; il ne pouvait leur être donné congé sous peine de 3.000 livres d'amende.

De nouvelles facilités étaient d'ailleurs accordées aux salpêtriers pour la recherche du salpêtre. A Paris, aux termes d'une ordonnance de M. Machault, lieutenant général de police, en date du 14 Avril 1719 (2), les maçons lorsqu'ils découvraient des endroits salpêtrés étaient tenus d'en aviser le salpêtrier le plus proche et de lui en laisser le libre

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 67.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 68.

accès pendant tout le temps qui lui serait nécessaire pour sa récolte.

Quelques mois avant l'expiration du marché de la Porte, la ferme générale des poudres fut remise en adjudication. Elle fut concédée à François-Pierre Ducayet auquel il fut passé bail le 29 Août 1724, pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1725, sous la caution du Sieur Le Marchand. Ducayet fut mis en possession par arrêt du Conseil du 19 Septembre 1724 (1).

La quantité de poudre à fournir au roi était fixée comme auparavant à 1.500.000 livres par an, mais les prix obtenus par le nouvel adjudicataire étaient notablement en hausse sur ceux de son prédécesseur. La fourniture était divisée en deux tranches qui devaient être réglées, la première sur la base de dix sols la livre, la deuxième sur la base de seize sols ; pour les trois premières années du bail la première tranche était de 900.000 livres, et pour les six dernières de 1.000.000 livres. En revanche, Ducayet s'engageait à porter la capacité de production annuelle du royaume en salpêtre au-delà de 2.000.000 livres. Il est probable d'ailleurs que le Conseil avait quelques doutes sur l'exécution de cet engagement, car il était spécifié plus loin que Ducayet était autorisé à importer de l'étranger tout le salpêtre qui lui serait nécessaire.

Le forfait annuel versé au fermier par le roi pour l'indemniser des grosses réparations à faire au cours de son bail et des pertes qu'il pourrait subir par suite d'incendies ou d'inondations était porté de 18.000 à 27.000 livres.

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folios 70 et 71.

Les clauses relatives au radoubage des poudres en magasin et au prix de vente de la poudre à giboyer étaient les mêmes que dans les baux précédents.

Ducayet exploitait donc, en fin de compte, la ferme dans des conditions beaucoup plus avantageuses que son prédécesseur de la Porte. Elles parurent sans doute trop avantageuses au Cardinal de Fleury qui, dès son arrivée au pouvoir en 1726 essaya de remettre un peu d'ordre dans les finances du royaume. Ducayet fut invité à consentir un rabais sur le prix de sa fourniture s'il ne voulait pas voir son bail résilié. Il accepta, et par arrêt rendu au Conseil le 14 Octobre 1727 il fut ordonné qu'à compter du 1^{er} Janvier 1728 la poudre fournie au roi serait réglée au fermier sur la base de sept sols (au lieu de dix) pour le premier million de livres et de douze sols (au lieu de seize) pour les cinq cent milliers restants ; il était prévu, par ailleurs, ce qui laisse à supposer que les livraisons antérieures n'étaient pas d'une qualité irréprochable, que Ducayet rebattrait et resécherait chaque année à ses frais 800,000 livres de poudres.

Ducayet poursuivit l'exécution de son bail à ces nouvelles conditions pendant une année, au bout de laquelle il représenta au Conseil qu'il ne pouvait plus continuer à exploiter la ferme et serait obligé de demander la résiliation de son bail si on ne lui accordait pas un relèvement de prix.

Malheureusement pour lui, cette menace n'eut pas l'effet qu'il escomptait. Un bourgeois de Paris, Jean Maillot, proposait en effet de reprendre la ferme à des conditions encore moins onéreuses pour le Trésor royal, et, par arrêt du 12 Avril 1729 (1), le marché passé avec Ducayet fut ré-

(1) Arch. Nat. AD VI 16, folio 74.

silié et un bail conclu avec Maillot pour neuf ans à compter du 1^{er} Mai 1729.

La quantité de poudre à livrer annuellement au roi restait fixée dans le nouveau contrat à 1.500.000 livres, mais le prix du premier million de livres était ramené à 5 sols la livre et celui des 500 milliers restants à 10 sols. Le fermier devait, comme dans le marché précédent, rebattre et ressécher à ses frais chaque année 800.000 livres de poudre.

La charge de commissaire général était confiée à l'une des cautions de Maillot, le sieur Vivant Micault, seigneur du Bessant, premier tenant d'une dynastie de traitants dont le nom se trouvera par la suite aussi intimement lié à l'histoire de la ferme générale des poudres et salpêtres que l'avait été auparavant celui de Berthelot. Sa commission lui fut octroyée par Louis-Auguste de Bourbon, Duc du Maine, grand maître de l'artillerie de France, le 10 Mai 1729 (1).

Le bail fait à Jean-Maillot expirait le 30 Avril 1738. Le Comte d'Eu, qui avait succédé le 14 Mai 1736 à son père le Duc du Maine dans la charge de grand maître, jugea préférable que les fournitures des armées fussent toutes décomptées par année civile et, sur sa demande, le Roi résilia et annula, par un arrêt rendu au Conseil le 11 Décembre 1736 (2), le marché passé à Maillot, à dater du 31 Décembre 1737, six mois avant l'expiration du terme.

(1) Bibl. Nat. Lf 65 3 imprimé.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 86.

Un nouveau bail fut conclu, par arrêt du Conseil d'Etat en date du 18 Décembre (1), avec le Sieur Charles Primard, pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1738.

Ce marché est l'un des plus complets et des plus intéressants qui aient été passés pour l'affermage de la fabrique et de la vente des poudres et salpêtres. Il codifie, en effet, la réglementation en vigueur en rappelant les nombreux arrêts et règlements antérieurs rendus successivement à propos des poudres et salpêtres et en développant certaines de leurs dispositions : « Nous voulons », était-il mentionné dans le préambule du bail, « un marché par lequel nous réglerons toutes les conditions auxquelles il (Primard) se charge de ladite fourniture et nous établirons en même temps tous les privilèges, prérogatives et exemptions dont ledit Primard, ses cautions, salpêtriers et autres doivent jouir suivant les marchés et résultats faits avec les prédécesseurs dudit Primard et les arrêts du Conseil rendus en divers temps afin que la jouissance desdits privilèges se trouve établie par un seul et même titre ». Le marché Primard permet utilement de préciser le statut réglementaire de l'industrie des poudres et salpêtres au milieu du XVIII^e siècle.

On y rappelle que l'exclusivité de la fabrication et de la vente des poudres et salpêtres dans toute l'étendue du royaume est déléguée par le Roi à un fermier général.

Celui-ci jouit d'un « droit de fouille », en vertu duquel ses salpêtriers, dûment commissionnés sur sa proposition par le grand maître de l'artillerie, sont autorisés à requérir des particuliers, avec l'appui, si besoin en est, des maires

(1) Bibl. Nat. Lf 65 2 imprimé.

et échevins, l'ouverture des maisons, des granges, des étables et des écuries pour y recueillir du salpêtre, le refus opposé aux investigations des salpêtriers entraînant pour les propriétaires récalcitrants la condamnation à une amende de 100 livres et, éventuellement, au versement de dommages-intérêts. Les salpêtriers sont tenus de remettre les lieux en état, en particulier de boucher les trous et de « rétablir les murs si aucuns sont en danger de périr ou démolis par la recherche des terres salpêtrées » ; il leur est défendu, d'autre part, sous peine de révocation et de prison, de recevoir de l'argent des particuliers pour les exempter de la fouille et d'opérer dans d'autres villages que dans ceux où ils sont autorisés à travailler de par leurs commissions. Les maires et échevins sont tenus d'assurer un logement aux salpêtriers dans les endroits où ils en ont besoin, en fixant eux-mêmes le prix du loyer en cas de contestation.

Un droit de préférence est accordé aux salpêtriers sur les cendres des boulangers et des fariniers qui doivent leur être vendues par priorité sur tous les autres consommateurs. Il est même interdit aux marchands, tanneurs, mégissiers et autres particuliers d'acheter des cendres à moins de quatre lieues d'une raffinerie de salpêtre sous peine de 100 livres d'amende.

Pour faciliter l'approvisionnement des moulins à poudre en bois de bourdaine, dans toutes les adjudications concernant des coupes de bois situées à moins de douze lieues de ces moulins, les propriétaires, ou les officiers des eaux et forêts lorsqu'il s'agit de forêt domaniales, sont tenus de faire mettre à part le bois de bourdaine et de le livrer au fermier général au prix fixé par l'intendant de la Province (1). En outre, le fermier est autorisé à faire couper, en

(1) En principe à 2 sols la botte.

présence d'officiers des eaux et forêts, dans les forêts domaniales ou particulières, où il n'y a pas de coupes ouvertes, adjugées ou vendues, tout le bois de bourdaine de trois, quatre, ou cinq ans de crue qui peut s'y trouver : à la seule condition de payer les salaires des gardes appelés à contrôler ces coupes forcées à raison de 20 sols par 100 bottes et de régler le bois aux propriétaires au prix fixé par l'intendant. Enfin, il est défendu à tous les vanniers d'employer du bois de bourdaine dans la confection des paniers sous peine de 300 livres d'amende.

Le fermier général et ses sous-traitants éventuels ont la faculté de faire proroger indéfiniment les baux des terrains et des bâtiments qu'ils ont loués pour y installer des ateliers de raffinage de salpêtre, des moulins ou des magasins à poudre. Ils peuvent également se rendre acquéreurs, même sans le consentement des propriétaires, des terrains dont ils ont besoin pour de nouvelles extensions, l'indemnité d'expropriation étant fixée, si l'achat n'a pu être réalisé à l'amiable, par l'intendant de la province.

Le traitant est autorisé à vendre au public, soit dans ses magasins, soit par l'intermédiaire de débitants et revendeurs commissionnés par le commissaire général des poudres et salpêtres, de la poudre à giboyer au prix fixé dans son bail. Il ne peut vendre de poudre de guerre et de poudre de mine que dans ses magasins principaux au prix prévu à son contrat ; il est toutefois autorisé, pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère, à céder ces poudres aux armateurs et aux compagnies de commerce à un prix inférieur au prix réglementaire : il est d'ailleurs loisible à ceux-ci, lorsque le fermier général ne peut leur consentir des conditions de vente suffisamment avantageuses, de s'en procurer à l'étranger, mais il leur est interdit de les reven-

dre en France, l'importation étant prohibée : ils sont tenus, à l'arrivée d'un de leurs navires dans un port français, de déclarer aux commis du fermier les quantités de poudre qu'ils renferment pour que ceux-ci puissent contrôler ultérieurement qu'elles n'ont pas été versées à la consommation intérieure.

Le fermier général, ses sous-traitants éventuels et leurs commis jouissent des mêmes privilèges, exemptions, franchises et immunités que les officiers de l'artillerie. Toutefois, les salpêtriers sont assujettis à la taille ; mais pour les soustraire à la rancune possible des particuliers chez lesquels ils exercent leur droit de fouille, leur contribution n'est pas fixée par les collecteurs : ils sont taxés d'office par l'intendant (1) de la généralité dans laquelle ils sont établis et, en cas d'augmentation de l'importance du contingent assigné à leur paroisse, ils sont augmentés au marc la livre de leur cote d'office. Les salpêtriers sont exemptés de loger des gens de guerre et de servir dans la milice. Enfin, ils sont dispensés de faire enregistrer leurs commissions au greffe des Elections.

Après le long rappel que nous venons de résumer, de la réglementation en vigueur, le marché Primard compor-

(1) Cf Marion : *Impôts directs sous l'ancien régime*, p. 6. « Les intendants avaient seuls pouvoir de taxer d'office les taillables riches, influents et vindicatifs que jamais les collecteurs n'auraient osé taxer suffisamment et, inversement, les taillables qui, par situation, par impopularité étaient exposés à être écrasés par les collecteurs ; honnêtes, taillables retirés dans les villes franches, commis des fermes du Roi, commis du contrôle, officiers des greniers à sels, salpêtriers... »

tait les dispositions particulières applicables aux neuf années de bail.

Primard s'engageait à livrer normalement au roi 500.000 livres de poudre par an dont 375.000 livres dans les magasins des armées de terre et 125.000 livres dans les arsenaux de marine, et à porter en cas de guerre ses livraisons à 1.500.000 livres ; ses fournitures devaient lui être réglées chaque année sur la base de 5 sols la livre jusqu'à 1 million de livres et de 10 sols pour le surplus éventuel. Il était tenu de rebattre et ressécher à ses frais, comme ses prédécesseurs, 800.000 livres de poudre par an : au-delà de ce tonnage, il touchait 3 livres par quintal de poudre resséchée et 7 livres 10 sols par quintal de poudre rebattue ou radoubée.

Il ne devait pas payer le salpêtre aux salpêtriers plus de 7 sols la livre et cette clause se révéla par la suite fort avantageuse pour le fermier. A partir de 1744, en effet, lorsqu'il dut porter à 1.500.000 livres le montant de sa fourniture annuelle, il éprouva à s'approvisionner en salpêtre de graves difficultés qu'il ne put surmonter qu'en se faisant autoriser à payer aux salpêtriers un sol de plus par livre de salpêtre fabriquée au-delà de la production normale annuelle, évaluée à 1.200.000 livres. Mais il demanda et obtint, en excipant du prix de base porté à son contrat, d'être remboursé par le roi des augmentations ainsi consenties.

Le prix de vente de la poudre à giboyer était fixé à 28 sols dans les magasins du fermier et à 30 sols chez les débiteurs auxquels Primard devait la céder à 27 sols. La poudre de guerre devait être vendue aux particuliers 20 sols et la poudre de mine 18 sols.

Enfin, la participation forfaitaire annuelle du roi aux dépenses d'entretien des bâtiments et de réparation des dé-

gâts causés par les sinistres était fixée à 10.333 livres au lieu de 27.000 dans le précédent contrat.

Vivant Micault du Bessan, antérieurement caution de Maillot, figurait également au nombre des cautions de Primard et reçut, à l'entrée en fonctions de celui-ci une nouvelle commission de commissaire général.

C'est encore sous sa caution que la ferme fut donnée à bail, par résultat du Conseil du 1^{er} Mars 1746 — année de l'expiration du marché Primard — au sieur Jacques Mahieu, avec lequel un contrat fut conclu, par arrêt du 26 Avril 1746 (1), pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1747.

Les armées royales luttèrent depuis quatre ans contre les Anglais et les Autrichiens ; les livraisons extraordinaires prévues au bail Primard suffisaient à peine à assurer l'approvisionnement des troupes et les stocks accumulés pendant les années de paix dans les magasins royaux se trouvaient notablement réduits.

Le bail passé avec Mahieu stipulait la fourniture annuelle de 2 millions de livres de poudre, à raison de 8 sols pour les 500 premiers milliers et 12 sols pour le surplus. En temps de paix, le montant des livraisons devait être ramené à 1.500.000 livres au prix de 5 sols la livre pour les 500 premiers milliers et 10 sols pour le surplus. Le contrat reproduisait par ailleurs les clauses du bail précédent, sauf en ce qui concerne la subvention du roi au fermier pour entretien et réparation des bâtiments qui était portée de nouveau à 27.000 livres par an.

Mahieu satisfait avec peine aux livraisons considérables qu'il devait effectuer. Les salpêtriers parvenaient difficile-

; (1) Arch. Nat. AD VI 16, folio 103.

ment à assurer l'approvisionnement des moulins et, sur la demande pressante du fermier, il fut décidé, par arrêt rendu au Conseil d'état le 13 Février 1748 (1); que les enfants des salpêtriers et leurs ouvriers et domestiques seraient exemptés de tirer au sort s'ils avaient commencé à travailler à la fabrication du salpêtre trois mois au moins avant la publication des ordonnances pour la levée des milices; en revanche, s'ils cessaient leur travail avant six mois, ils étaient réputés fuyards et comme tels déclarés miliciens pour servir à la décharge de leur paroisse: ils étaient, en somme « mobilisés » sur place. Par le même arrêt, les salpêtriers, leurs enfants et leurs ouvriers étaient exemptés de corvées de toute espèce et il était interdit de réquisitionner, même pour le transport des équipages des troupes du roi, les chevaux, mulets et voitures servant à l'exploitation des ateliers de salpêtre. Enfin, le fermier était autorisé à porter à 800 le nombre des salpêtriers du royaume et à leur assigner, dans leur commission, un minimum de salpêtre à fournir, minimum qui ne devait pas être inférieur à 1.000 livres par an. Ceux qui n'atteindraient pas le taux fixé devaient être privés de la jouissance de tous les privilèges qui leur étaient accordés.

Mahieu ayant été, au cours de son bail, « empêché de vaquer à ses fonctions et de donner journallement les signatures nécessaires pour l'exploitation de son marché » ses cautions proposèrent pour le remplacer le Sieur Louis Le Tache qui lui fut purement et simplement subrogé par un arrêt rendu au Conseil le 7 Décembre 1751 (2).

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 106.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 110.

Son bail prenait fin le 31 Décembre 1755. Un an avant son expiration, par résultat du Conseil du 3 Septembre 1754 (1), la fabrique des poudres et salpêtres fut affermée, pour neuf ans, à compter du 1^{er} Janvier 1756 au Sieur Jacques Meusnier, sous la caution d'un frère de Micault du Bessan, Vivant Micault d'Harvelay, auquel fut octroyée la charge de commissaire général. Les clauses et conditions du contrat passé avec Meusnier étaient identiques à celles du bail précédent.

Les installations dont le nouveau fermier prenait possession n'avaient pas été entretenues par ses prédécesseurs avec toute la vigilance désirable. Les bâtiments de l'arsenal de Paris affectés au raffinage du salpêtre se trouvaient en particulier dans un état de délabrement tel qu'on pouvait redouter l'effondrement à brève échéance de l'édifice. Meusnier s'était bien gardé au moment de conclure son bail d'attirer sur ce point l'attention, mais dès son entrée en fonctions il en fit la représentation au roi en signalant qu'il était urgent de réparer promptement ces bâtiments avant qu'un accident ne se produise ; il ajoutait qu'il ne pouvait envisager de supporter la dépense correspondant à l'exécution des travaux à effectuer, dépense hors de proportion avec l'indemnité forfaitaire annuelle d'entretien prévue à son marché. Il suggérait que les fonds nécessaires pourraient être facilement obtenus par une légère augmentation — exceptionnelle et temporaire — du prix de la poudre à giboyer. Cette solution présentait l'incontestable avantage de ne comporter aucun décaissement du trésor : aussi fut-elle adoptée sans difficulté. Le prix de la poudre

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 116.

à giboyer fut, par arrêt rendu au Conseil le 6 Juillet 1756 (1), porté de 28 à 30 sols pour la poudre vendue dans les magasins généraux du fermier, et de 30 à 32 sols pour la poudre vendue chez les débiteurs : le prix de cession à ceux-ci était relevé de 27 à 29 sols. Le même arrêt spécifiait que le produit de cette augmentation serait perçu par le fermier et employé par lui, d'après les ordres du roi, à la reconstruction des bâtiments destinés à « la manutention, à la récolte et au raffinage des salpêtres dans la ville, faubourgs et environs de Paris et pour l'exploitation du marché général des poudres et salpêtres ».

Un devis estimatif des travaux fut dressé par le sieur Le Carpentier qui avait été nommé par arrêt du 2 Décembre 1755 (2) « architecte pour avoir l'inspection et contrôle des bâtiments de la raffinerie et magasins à poudre de l'arsenal de Paris et des moulins et magasins à poudre d'Essonne ». Ce devis fut approuvé au Conseil par un arrêt en date du 16 Août 1757 (3).

Meusnier était autorisé par cet arrêt à passer « tant pour la démolition des anciens bâtiments que pour la reconstruction des nouveaux » des marchés de gré à gré avec les entrepreneurs de son choix après avoir pris l'avis de Le Carpentier. Les paiements du fermier aux entrepreneurs pour acompte ou pour solde étaient subordonnés à la délivrance par cet architecte de certificats de décomptes de travaux visés et arrêtés par le contrôleur général des finances.

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 121.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 119.

(3) Arch. Nat. AD VI 16 folio 128.

Pour permettre de commencer immédiatement les travaux, le roi « autorisait » Meusnier et ses cautions à avancer « de leurs propres deniers ou par voie d'emprunt » les sommes nécessaires jusqu'à concurrence de 200.000 livres et à récupérer les sommes qu'ils auraient ainsi avancées, majorées des intérêts à 5 %, sur le produit de l'augmentation de deux sols par livre du prix de la poudre à giboyer. Si le tonnage vendu au cours de leur bail était insuffisant pour leur permettre de se rembourser en totalité de leurs avances sur cette augmentation, le reliquat devait leur être versé par leurs successeurs, à charge pour ceux-ci d'en récupérer le montant en continuant « exceptionnellement » à vendre la poudre deux sols plus cher. Cette combinaison simpliste incitait bien dangereusement le fermier à prolonger, un peu plus peut-être qu'il n'était nécessaire, la durée d'application de l'augmentation « temporaire » accordée par le roi : il n'était tenu, en effet, de justifier que « par bref état au Conseil du produit de ladite augmentation et de l'emploi des deniers en provenant ».

Le contrat de Meusnier stipulait, comme le précédent, que le salpêtre ne devait pas être payé aux salpêtriers plus de 7 sols la livre. Mais le nouveau fermier fut presque tout de suite obligé de dépasser cette limite pour se procurer le salpêtre nécessaire à la fabrication des tonnages considérables de poudre qu'il dut livrer (1). Les quantités que les salpêtriers étaient astreints à fournir d'après leurs commissions se révélaient insuffisantes et ceux-ci ne consentaient à livrer des quantités supplémentaires que moyennant une

(1) La France unie à l'Autriche en Mai 1756 par le traité de Versailles était à nouveau engagée contre l'Angleterre, alliée de la Prusse dans une guerre qui devait durer Sept Ans.

surprime qui variait suivant les régions de 6 deniers à 2 sols par livre. Meusnier eut soin naturellement, comme l'avait fait précédemment Primard de représenter qu'il n'avait consenti cette augmentation que pressé par la nécessité d'approvisionner ses moulins coûte que coûte pour satisfaire à ses livraisons, et de réclamer au roi les sommes qu'il avait payées au-delà du prix contractuel. Il fut fait droit à sa requête par arrêt du 4 Novembre 1758 (1) : il devait lui être remboursé par le Trésorier général de l'artillerie 15.223 livres au titre de l'année 1756 et 23.675 livres pour l'année 1757 ; l'arrêt spécifiait d'autre part qu'il lui serait tenu compte ultérieurement de ce qu'il justifierait avoir dépensé « à raison des excédents de fixation du salpêtre payé aux salpêtriers » pendant l'année 1758. L'augmentation légalement prorogée pour 1758 fut maintenue par le fermier en 1759 ; il en réclama à nouveau le remboursement qui lui fut accordé par arrêt du 5 février 1760 (2), le principe du remboursement était admis dans cet arrêt pour toutes les augmentations qu'il serait ultérieurement amené à accorder pendant toute la durée de la guerre (3).

Un an avant l'expiration du bail de Meusnier, la ferme fut adjugée, par résultat du Conseil du 24 Juillet 1764 au sieur René Bartholomé pour neuf ans à compter du 1^{er} Janvier 1765. Bartholomé était cautionné par Vivant Micault de Courbeton. La commission de commissaire général fut octroyée à celui-ci directement par le roi qui avait supprimé

(1) Arch. Nat. AD VI 16 folio 133.

(2) Arch. Nat. AD VI 16 folio 138.

(3) La guerre de Sept Ans. prit fin le 10 Février 1763 (traité de Paris).

le 1^{er} Novembre 1755 la charge de grand maître de l'artillerie — dont le dernier titulaire fut le comte d'Eu — et pris à cette date sous son autorité directe l'administration de toutes les troupes et services de l'artillerie.

La fourniture annuelle de poudre prévue au marché était plus faible que dans les contrats précédents : un million de livres au lieu de quinze cent milliers. Le prix en était fixé uniformément à 8 sols la livre. Les livraisons de poudre pouvaient être remplacées au gré du roi par des livraisons de salpêtre, à raison de 75 livres de salpêtre pour 100 livres de poudre ; le fermier s'engageait à convertir en poudre le salpêtre ainsi livré à la première injonction du roi : le prix de la conversion était fixé à deux sols par livre de poudre fabriquée (1).

Le prix de vente de la poudre à giboyer était maintenu au même taux, toujours avec affectation spéciale de deux

(1) Dans les marchés précédents, la substitution du salpêtre à la poudre dans la fourniture annuelle au roi était réglée sur des bases un peu différentes : le fermier devait fournir toujours le même tonnage, aussi bien en salpêtre qu'en poudre ; la conversion ultérieure était faite à ses frais, mais comme il n'était tenu de livrer pour chaque livre de salpêtre remise à sa disposition qu'une livre de poudre, les frais étaient couverts par le prix du salpêtre qui lui restait après conversion (un quart du tonnage total, cf supra p. 44). Avec la nouvelle combinaison adoptée le prix de la poudre obtenue par conversion du salpêtre primitivement livré restait le même que celui de la poudre fournie directement : $0,75 \times 8 + 2 = 8$ sols. Mais ce prix, au lieu d'être, comme auparavant, payé en totalité à la livraison du salpêtre, était payé en deux fois, trois quarts au moment de la livraison du salpêtre et un quart au moment de la conversion en poudre.

sols par livre à un fonds destiné à financer la réparation et la reconstruction des bâtiments.

Ce mode de financement était trop avantageux — et pour le roi et pour le fermier — pour ne pas être employé sur une échelle plus importante. Une nouvelle augmentation de un sol par livre du prix de la poudre à giboyer fut autorisée par un arrêt du Conseil en date du 25 Mai 1772 (1); mais l'affectation des ressources nouvelles ainsi créées n'était pas précisée : le roi se réservait d'indiquer ultérieurement au fermier ou à son successeur l'emploi à donner aux sommes perçues par eux pour son compte.

La ferme des poudres passa, à compter du 1^{er} Janvier 1774 entre les mains du sieur Alexis Demont, cautionné comme son prédécesseur par Vivant Micault de Courbeton, suivant contrat homologué au Conseil par un arrêt du 16 Juin 1772 (2).

Les clauses de ce contrat étaient identiques à celles du bail précédent, sauf en ce qui concerne le prix de la fourniture de poudre au roi qui était ramené de 8 à 6 sols la livre.

Alexis Demont devait être le dernier fermier général des poudres et salpêtres.

Turgot, peu de temps après sa nomination au poste de Contrôleur Général des Finances, décida, en effet, de modifier radicalement l'organisation en vigueur depuis un peu plus d'un siècle pour la fabrication et la vente des poudres et salpêtres. Par arrêt rendu au Conseil le 28 Mai 1775 (3),

(1) Arch. Nat. AD VI 17 folio 1.

(2) Arch. Nat. AD VI 17 folio 2.

(3) Arch. Nat. AD VI 17 folio 6.

le bail Demont fut résilié à compter du 1^{er} Juillet suivant et il fut ordonné qu'à partir de cette date « l'exploitation de la fabrique, vente et débit des poudres et salpêtres dans toute l'étendue du royaume serait faite pour le compte et au profit du roy ». Le système de la ferme générale était définitivement abandonné et remplacé par l'exploitation en régie.

On s'explique assez facilement que les abus auxquels avait donné lieu la ferme des poudres et salpêtres aient déterminé Turgot à renoncer à un mode de concession qui ne s'était avéré avantageux ni pour les consommateurs, ni pour le Trésor royal et qui n'avait même pas toujours permis d'assurer en temps utile l'approvisionnement des armées en munitions.

L'affermage du monopole de la fabrication et de la vente des poudres et salpêtres s'était révélé sans doute à la fin du XVII^e siècle comme un moyen efficace de rénover rapidement une industrie qui présentait pour la défense nationale un intérêt essentiel et dont la situation précaire ne laissait pas de causer à ce point de vue quelque appréhension. Grâce à l'habile activité d'un Berthelot l'industrie des poudres et salpêtres avait été réorganisée en peu de temps sur des bases assez solides pour que ceux qui avaient la charge d'approvisionner les armées en munitions pussent envisager l'avenir avec plus de sérénité.

Mais la ferme des poudres avait rapidement perdu par la suite tout caractère « industriel » pour n'être plus, comme les autres fermes du royaume qu'une entreprise purement financière et un objet de spéculation. Le fermier, qui n'était dans la plupart des cas, que le prête-nom d'une « compagnie de finances » désireuse de s'assurer le contrôle

d'une industrie concédée dans des conditions particulièrement avantageuses, se désintéressait à peu près complètement du côté technique d'une exploitation qu'il sous-traitait en presque totalité à des entrepreneurs locaux dont la compétence était généralement très limitée.

Aussi le relèvement rapide de l'industrie des poudres et salpêtres qui avait pu être réalisé sous l'énergique impulsion de Berthelot n'avait-il pas eu de suite durable. Aucun progrès notable n'avait été, pendant près de cent ans, apporté aux procédés de fabrication. Le fermier, n'étant pas assuré de voir son bail renouvelé à expiration, n'avait généralement pas intérêt à étudier et à effectuer des modifications, parfois coûteuses, dont ses successeurs auraient seuls recueilli le bénéfice. Pour la même raison, l'entretien des bâtiments et de l'outillage d'exploitation était réduit au strict minimum, parfois même supprimé complètement au cours des dernières années de son bail ; les réparations étaient faites au jour le jour, sans aucun programme d'ensemble. Aussi, le fonds industriel, successivement géré en 110 ans par 14 fermiers différents perdait-il au départ de chaque titulaire un peu plus de sa valeur pour se trouver sur certains points, comme on avait été obligé de le constater au début du bail Meusnier, dans un état de délabrement confinant à la ruine.

Au point de vue financier, la formule d'affermage adoptée était peu rationnelle et médiocrement avantageuse pour le trésor. Non seulement — mais c'était là le cas de toutes les fermes — le roi ne participait en aucune façon aux bénéfices, mais encore le concessionnaire n'était astreint, sauf dans un seul des contrats passés, à verser aucune redevance fixe. Le prix du bail consistait simplement pour lui dans la perte qu'il pouvait faire sur ses four-

nitures de poudres au roi, perte qui variait notablement d'une année à l'autre, malgré la progressivité du tarif adopté, suivant l'importance des quantités livrées. L'avantage consenti au roi, déjà faible dans les premiers temps de la ferme, se trouvait dans les derniers contrats réduit à presque rien, les prix de cession étant à peine inférieurs et parfois même légèrement supérieurs aux prix de revient normaux (1).

Peu avantageux pour le trésor, le système de la ferme était néanmoins très onéreux pour les consommateurs qui payaient — sans qu'il en résultât pour le roi un profit appréciable — la poudre beaucoup plus cher que dans les pays étrangers.

Les intérêts du personnel d'exploitation et ceux des particuliers soumis à l'exercice du droit de fouille n'avaient guère été mieux sauvegardés. L'introduction d'une clause fixant à un taux insuffisant le prix maximum d'achat du salpêtre aux salpêtriers avait réduit ceux-ci à la misère et les avait incités à abuser jusqu'à l'extrême limite des privilèges dont ils jouissaient, pour réduire le plus possible leurs frais d'exploitation. Aussi la recherche du salpêtre avait-elle pris un caractère vexatoire très accentué et les travaux des salpêtriers étaient-ils l'objet comme auparavant de plaintes et de réclamations continuelles.

Enfin, et c'était là le plus grave reproche qui pouvait être fait au système de la ferme générale, les fermiers n'avaient pas toujours été en mesure, en temps de guerre,

(1) Il convient de remarquer, au surplus, qu'au cours des derniers contrats le roi avait dû verser au fermier des sommes importantes en compensation des augmentations consenties par celui-ci aux salpêtriers au-delà du prix contractuel.

d'assurer les fournitures qui leur étaient assignées. Autorisés initialement, à titre exceptionnel et transitoire, à importer du salpêtre pour suppléer à l'insuffisance de la production nationale, ils avaient eu peu à peu tendance à en négliger la récolte dans le royaume tant qu'ils pouvaient s'en procurer à l'étranger à meilleur compte ; en période de conflit, lorsque la liberté des mers n'étant plus assurée il était impossible de faire venir du salpêtre de l'Inde, ils parvenaient difficilement à remonter assez rapidement la production nationale au niveau d'une consommation accrue. Loin de satisfaire aux obligations qu'ils avaient contractées, de maintenir une « capacité de production » suffisante pour assurer largement les fournitures prévues dans leurs marchés, les fermiers avaient, au contraire, exercé parfois sur le conseil, en invoquant l'argument de défense nationale (conscients de l'intérêt essentiel que présentait pour la sécurité du pays l'industrie qui leur était concédée) un véritable chantage ; profitant des moments les plus critiques pour exiger, sous la menace d'abandonner la ferme, l'octroi de nouveaux avantages ou de subventions destinées à leur permettre de liquider un passif imputable à leur mauvaise gestion.

On avait escompté, en concentrant sous une seule direction toute l'industrie des poudres et salpêtres, que celle-ci pourrait être plus facilement capable de satisfaire rapidement aux besoins des armées : ce résultat, capital pour la sûreté de l'Etat, et dont la poursuite avait été initialement le motif déterminant de l'affermage du monopole des poudres et salpêtres, ne se trouvait pas, en définitive, atteint.

CHAPITRE IV

La régie des poudres avant la Révolution

L'arrêt du Conseil d'Etat du 28 Mai 1775, par lequel avait été résilié le bail Demont, avait posé le principe de l'exploitation « pour le compte et au profit du roi » de la « fabrication, vente et débit des poudres et salpêtres » à partir du 1^{er} Juillet 1775.

Le nouveau régime instauré, dont les modalités furent précisées par deux arrêts en date du 30 Mai et du 24 Juin 1775 (1), n'impliquait pas toutefois l'étatisation * complète de l'industrie des poudres et salpêtres. Le monopole de la fabrication et de la vente était délégué comme auparavant à une compagnie de finances qui fournissait le fonds de roulement nécessaire à la marche de l'entreprise : une seule différence — capitale, il est vrai — avec l'organisation antérieure : la nouvelle société fermière, qui prenait le nom de régie des poudres, était tenue de rendre au Conseil un compte détaillé d'exploitation et de verser au trésor la totalité des bénéfices réalisés, déduction faite de l'intérêt des fonds avancés et d'une rémunération contractuelle calculée d'après l'importance des ventes. La nouvelle formule d'amodiation adoptée caractérisait donc une exploitation en régie intéressée.

(1) Arch. Nat. AD VI 17 folios 7 et 8.

Il convient de rapprocher ce changement de régime de l'évolution à peu près analogue, quoique moins profonde, que subit à la même époque l'organisation de la célèbre « ferme générale ».

On sait que la ferme générale était une société financière à laquelle le roi concédait, moyennant un prix annuel fixé à l'avance le recouvrement des impôts indirects : vente du tabac, gabelles, droits d'aides ou droits sur les boissons, droits de traites prélevés sur les marchandises aux frontières du royaume et aux frontières intérieures, domaine d'occident ou droit de 3 % sur les denrées importées d'Amérique et droits d'entrée dans Paris (1). Les bénéfices de la ferme avaient été partagés en totalité, jusqu'en 1774, entre les 60 fermiers généraux (2) qui composaient la Société. Vingt jours après la conclusion du bail David (3) (1774-1780), pour la somme de 162 millions, le ministre Terray avait demandé aux fermiers généraux de réserver au roi une part sur les bénéfices ; les financiers, après avoir annoncé l'intention de se retirer, furent obligés de céder sur la menace que les fonds qu'ils avaient versés ne leur seraient pas restitués, mais seulement remboursés sous forme de rentes viagères : la part de bénéfices attribuée au trésor en fin de bail s'éleva à 17 millions, et le nouveau bail, qui fut passé en 1760 sous le ministère de Necker au nom de Nicolas

(1) L'octroi était alors un revenu royal et non municipal.

(2) La Compagnie des Fermiers généraux se composait à l'origine de 40 membres ; le contrôleur général de Sechelles en avait porté le nombre à 60 en 1755 : Necker le ramena à 40 en 1780.

(3) David était le prête-nom de la Compagnie des fermiers généraux pour la durée du bail conclu en 1774 (Cf. supra page 67 la remarque relative aux titulaires des baux relatifs aux fermes du roi).

Salzard stipulait que les bénéfices seraient partagés par moitié avec le Trésor dès que la perception des impôts aurait dépassé de 3 millions le prix convenu au contrat.

Par l'arrêt du 30 Mai 1775 qui fixait les grandes lignes de la nouvelle organisation de l'industrie des poudres et salpêtres, le roi nommait Jean-Baptiste Bergaud, bourgeois de Paris « pour faire faire seul, sous la conduite et direction de ses cautions, la recherche et fabrique des salpêtres et poudres, établir les ateliers à ce nécessaires, faire faire au profit de Sa Majesté la vente et le débit exclusif desdits salpêtres et poudres dans tout le royaume, pays, terres et seigneuries de son obéissance, faire les fournitures, tant dans les places de terre qu'arsenaux de la Marine et en compter à Sa Majesté » depuis le 1^{er} Juillet 1775 jusqu'au 31 Décembre 1779 (1).

Bergaud devait être mis en possession, sur procès-verbaux d'inventaire dressés, en province par les intendants, à Paris par le Bailli de l'artillerie, de la totalité des bâtiments, ateliers et magasins exploités par Demont et des « matières, effets et ustensiles » détenus par celui-ci au 1^{er} Juillet 1775. Les matières devaient être remboursées à Demont au prix coûtant, les effets et ustensiles sur estimation par experts. Bergaud devait également payer au fermier sortant la valeur des améliorations réalisées par celui-ci au cours de son bail, déduction faite des réparations à exécuter qui seraient reconnues à sa charge dans les procès-verbaux d'état des lieux. Ces différentes clauses étaient, somme toute, identiques aux stipulations qui régissaient dans les

(1) Date à laquelle aurait dû expirer normalement le bail passé au précédent fermier Alexis Demont.

contrats d'affermage les rapports de l'adjudicataire et de son prédécesseur au début du bail.

Les prix auxquels pouvaient être vendues au public les différentes catégories de poudres étaient d'ailleurs les mêmes que ceux qui avaient été fixés dans le bail Demont, auquel se reportait explicitement l'article 12 de l'arrêt. Les quantités de poudre à livrer aux magasins et aux arsenaux étaient également identiques à celles qui avaient été stipulées dans le dernier contrat d'affermage, ainsi que le prix de la fourniture et les conditions relatives au resséchage et au radoubage des poudres avariées.

Enfin, Bergaud et tous ses commis, employés et ouvriers jouissaient des privilèges, immunités et franchises accordés précédemment par la réglementation en vigueur à tout le personnel de la ferme des poudres.

L'article 18 spécifiait que le contrôleur général des finances devait arrêter chaque année un « état des frais de la régie », véritable budget auquel Bergaud était tenu de se conformer. Mais l'arrêt du 30 mai 1775 était, par ailleurs, peu explicite sur les modalités financières de la nouvelle organisation : il mentionnait simplement que les fonds nécessaires à l'établissement de la régie et au remboursement des sommes légitimement dues à Demont devaient être fournies par les cautions de Bergaud sans que celles-ci pussent prétendre à aucun des bénéfices de la régie au-delà de l'intérêt fixé pour ces fonds. Ces modalités furent précisées peu après dans un arrêt en date du 24 juin 1775 par lequel les Sicurs Le Faucheux, Clouet, Lavoisier et Barbault de Glatigny, cautions de Bergaud étaient nommés régisseurs du Service des poudres et salpêtres.

La désignation de ces quatre personnalités paraissait devoir constituer pour le bon fonctionnement de la nouvelle régie les plus sérieuses garanties.

Le Faucheux et Clouet étaient les deux « techniciens » de ce comité de direction. Le Faucheux, après avoir été commissaire des poudres à Verdun, avait été appelé à Paris par Vivant Micault de Courbeton, dernier commissaire général des poudres et salpêtres et caution du bail Demont, pour y remplir, sous la précédente compagnie fermière, les fonctions de directeur général de la fabrication. Clouet avait succédé à Le Faucheux comme commissaire des poudres à Verdun où il se trouvait en service au moment de la résiliation du bail Demont.

Barbault de Glatigny avait été l'une des cautions d'Alexis Demont, il était receveur général des Finances et apportait à la nouvelle Régie le concours de son expérience administrative et financière.

Antoine-Laurent Lavoisier était la personnalité la plus marquante de la nouvelle compagnie. Savant distingué, déjà réputé pour ses remarquables travaux de chimie — il avait été élu en 1769 à 26 ans membre de l'Académie des Sciences en remplacement du métallurgiste Gabriel Jars — Lavoisier s'était révélé en même temps un administrateur habile et consciencieux. Il était depuis 1768 l'adjoint du fermier général Baudon qui l'avait intéressé dans sa place, d'abord pour un tiers (bail Alaterre de 1768 à 1774), puis pour la moitié (bail David de 1774 à 1780) et s'était fait remarquer par Turgot pour l'intelligente activité qu'il avait manifestée dans toutes les parties de la ferme générale dont il avait eu à s'occuper et les efforts qu'il avait personnellement déployés pour en améliorer les rouages et rendre moins onéreuse la perception des impôts. C'est d'ailleurs

à la suite d'un rapport établi par Lavoisier sur l'état de la ferme des poudres, en conclusion duquel il présenta au Ministre un plan de « régie économique », que Turgot décida d'abandonner le mode d'affermage précédemment en vigueur pour adopter le système d'exploitation en régie du monopole de la fabrication et de la vente des poudres et salpêtres.

Aux termes de l'arrêt du 30 Mai 1775, les régisseurs devaient constituer sous leur nom un fonds d'avance de 4 millions sur lequel seraient prélevées les sommes nécessaires au remboursement à l'ancienne compagnie de la valeur des matières premières cédées et du montant des améliorations réalisées par l'adjudicataire sortant et laissées à la charge de la Régie. Les bailleurs de fonds devaient être pris en majeure partie parmi les cautions du bail Demont auxquels on accordait ainsi sous une forme détournée une indemnité pour la résiliation du bail avant terme. L'arrêt disposait, en effet, que les fonds d'avance recevraient jusqu'au 31 Décembre 1779, époque à laquelle devait normalement expirer le bail Demont, un intérêt de 11 %.

Il ne devait être gardé dans la régie que les « fonds indispensables pour le soutien du service », c'est-à-dire, le fonds de roulement minimum nécessaire à l'entreprise : le surplus devait être remboursé en plusieurs annuités et le montant minimum des remboursements à effectuer au cours de chacune des trois premières années de l'exploitation était fixé à 600.000 livres. Ces remboursements devaient être faits au marc la livre des fonds fournis par chacun des bailleurs autres que les régisseurs.

Ceux-ci étaient tenus de verser de leurs deniers au 31 Décembre 1779 aux autres bailleurs de fonds ce qui leur

resterait dû. A partir de cette date, les fonds d'avance jugés indispensables pour l'exploitation de la régie (1) devaient donc être fournis en totalité par les régisseurs : l'intérêt de ces fonds devait alors être ramené à un taux supérieur de 1 % seulement au taux courant de l'argent.

La rémunération des régisseurs, indépendamment de la légère bonification d'intérêt accordée aux capitaux qu'ils avançaient, était constituée par des droits de présence et des droits de remise. Les droits de présence étaient de 2.400 livres par an pour chacun d'eux, sous condition d'assistance effective aux assemblées qui se tiendraient deux fois par semaine, la part des absents, hors le cas de maladie, étant répartie entre les régisseurs présents aux séances. Les droits de remise étaient fixés, jusqu'au 31 Décembre 1779 à : un sol par livre de poudre fine vendue au-delà de 800.000 livres, deux sols à partir de 900.000 livres, 6 deniers par livre de salpêtre provenant de nouveaux ateliers jusqu'à concurrence de 200 milliers et 3 deniers seulement sur l'excédent. Ces remises, à partager également entre les quatre régisseurs, devaient être doublées à partir du 1^{er} Janvier 1780 (2).

Les régisseurs étaient tenus de remettre chaque mois au contrôleur général des finances et au sieur d'Ormesson, intendant des finances, un état certifié conforme des dépenses et des recettes de la régie en « deniers, matières et effets » et de lui soumettre pour approbation, également chaque mois, le relevé des dépenses qu'ils se proposaient

(1) Le montant de ces fonds fut fixé à 800.000 livres.

(2) On avait estimé en effet que jusqu'à cette date les régisseurs étaient suffisamment avantagés du fait de l'intérêt exceptionnel de 11% accordé à leur fonds d'avances.

d'engager au cours des mois suivants pour l'établissement d'ateliers à salpêtre, la construction de bâtiments nouveaux et la reconstruction, la réparation ou l'entretien des bâtiments existants.

Le compte général des recettes et des dépenses de la régie devait être soumis à la fin de chaque année à la vérification du sieur d'Ormesson, seul chargé d'arrêter et d'approuver définitivement ce compte, « Sa Majesté imposant à cet effet silence aux procureurs généraux dans ses chambres des comptes et à tous autres » (1).

Les régisseurs devaient enfin envoyer tous les ans au Secrétaire d'Etat à la guerre un tableau général de la situation des fabriques de salpêtre et de la récolte de ce produit.

Le but de la réorganisation de l'industrie des poudres et salpêtres, amorcée par Turgot, n'était pas seulement de faire profiter le Trésor des bénéfices réalisés jusque là par les fermiers sur la vente des poudres au public. Il se proposait également de supprimer, ou tout au moins d'atténuer, les désagréments et les charges qu'impliquaient pour les habitants des villes et des campagnes le mode de récolte usité jusque là et d'accroître dans de notables proportions la production nationale de ce sel pour affranchir totalement le pays en cas de guerre des importations de l'étranger.

Des essais avaient déjà été entrepris dans d'autres pays en vue de réaliser la production industrielle du salpêtre. Le Conseil de guerre de Suède avait publié dès 1747 une instruction sur l'établissement de nitrières artificielles ; l'aca-

(1) Le compte général de la régie pour l'année 1782, gros in folio entièrement manuscrit est conservé dans les archives du Laboratoire Central des Poudres à Paris.

démie des sciences de Berlin en 1749 et, plus tard, celle de Berne, s'étaient occupées également de la production artificielle du salpêtre. Mais les résultats des études effectuées à ce sujet étaient à peu près totalement inconnus en France. Sur le conseil de Lavoisier, Turgot saisit au mois d'août 1775 l'Académie des Sciences de Paris d'un projet de concours décidé par le roi « pour réveiller l'attention des savants, diriger les recherches et chercher à acquérir par leur concours des connaissances fixes et certaines qui puissent servir de base aux différents établissements » ; l'Académie fut chargée de décerner en 1778 un prix de 6,000 livres au « meilleur travail sur la manière la plus avantageuse de produire le salpêtre et de rédiger un programme détaillé pour donner une idée succincte des connaissances sur la fabrication du salpêtre, des ouvrages à consulter et des expériences à tenter ».

Turgot escomptait fermement qu'à la suite de ce concours la fabrication du salpêtre pourrait être rationnellement organisée sur une vaste échelle et qu'il serait possible de supprimer l'antique « droit de fouille » et le cortège de privilèges impopulaires dont jouissaient les salpêtriers. Aussi l'article 7 de l'arrêt du 30 Mai 1775 spécifiait-il qu'à partir du 1^{er} Juillet 1778 la fouille dans les maisons, caves, celliers, bergeries, écuries et autres lieux bas cesserait d'être faite autrement que de gré à gré et par convention entre les propriétaires ou locataires et les salpêtriers ; l'article 9 disposait, par ailleurs, qu'à compter de cette date, il serait interdit aux salpêtriers « d'exiger gratuitement ou même à un prix inférieur, et autrement que de gré à gré aucune fourniture de bois ou de logement des communautés ou particuliers, entendant Sa Majesté qu'ils s'en pourvoient où et ainsi qu'ils en aviseront ».

Dès réception de la lettre de Turgot, l'Académie institua une commission composée de Macquer, Sage, Baumé, Montigny, le Chevalier d'Arcy et Lavoisier (1). Les commissaires établirent le règlement du concours qui fut imprimé (2) et distribué à 3.000 exemplaires et décidèrent l'attribution de prix de 4.000, 1.200 et 800 livres en faveur des auteurs les plus méritants. Tous les renseignements que la commission put se procurer sur la fabrication du salpêtre furent rassemblés dans un volume qui parut au début de 1776 (3).

(1) « Quelques académiciens mirent en question, à cette occasion, si M. Lavoisier, en même temps membre de l'Académie des Sciences et régisseur des poudres, n'était pas, en cette dernière qualité, dans le cas de l'exclusion, et s'il pouvait être du nombre des commissaires qu'on allait élire; mais sur ce qu'il fut représenté que l'administration des poudres et salpêtres n'était plus en entreprise, que par la forme qui avait été donnée à la régie ceux qui en étaient chargés ne pouvaient avoir d'autre intérêt, ni d'autre but que le plus grand avantage de l'Etat et du service du roi, il fut convenu qu'il n'y avait aucun motif qui pût exclure M. Lavoisier du nombre des commissaires. (Histoire de ce qui s'est passé relativement au prix proposé pour la formation du salpêtre. Œuvres de Lavoisier, t. V, page 462).

(2) Arch. Nat. AD VI 17 folio 19.

(3) « Recueil de mémoires et d'observations sur la formation et sur la fabrication du salpêtre, par les commissaires nommés par l'Académie pour le jugement du prix du salpêtre ». Planckouke, Paris 1776. Ce recueil contenait notamment : un extrait des ouvrages de Glauber sur la nature et la formation du salpêtre, deux mémoires sur le nitre par Lemery fils, et un extrait du mémoire de M. de Varnes, apothicaire à Besançon sur la fabrication du nitre.

En attendant les résultats du concours, la Régie fit publier dès le début de 1777 une instruction sur les nitrières artificielles rédigée par Lavoisier (1). Celui-ci présentait la même année à l'Académie des Sciences un mémoire sur les cendres employées par les salpêtriers de Paris et sur leur utilisation (2). Aussitôt après, il entreprenait avec son collègue Clouet une série de recherches sur les carrières de craie de la Roche Guyon dans lesquelles le duc de la Rochefoucauld lui avait signalé la présence de salpêtre ; les résultats de ces essais firent l'objet d'un compte rendu à l'Académie des Sciences le 5 Juillet 1777 (3).

Les divers mémoires reçus jusque là par l'Académie en vue du concours de 1778 n'avaient pas apporté de contribution bien marquante à l'étude de la nitrification artificielle. La commission d'examen les jugea insuffisants et résolut de remettre la question au concours pour 1782 ; elle obtint en même temps du Ministre de porter le premier prix à 8.000 livres et de décerner 4.000 livres en accessits. Il ne s'était d'ailleurs monté qu'un très petit nombre de nitrières et la production du salpêtre, si elle avait légèrement progressé — elle était passée de 1.600.000 à 1.900.000 livres environ — n'atteignait pas encore un niveau suffi-

(1) « Instruction sur l'établissement des nitrières artificielles et sur la fabrication du salpêtre, publiée par ordre du roi ». Paris, Imprimerie royale, 1777. Réimprimée à Paris chez Cuchet, en 1794.

(2) « Expériences sur la cendre qu'emploient les salpêtriers de Paris et son usage dans la fabrication du salpêtre ». (Oeuvres de Lavoisier, t. II, p. 160).

(3) « Mémoires sur des terres naturellement salpêtrées existant en France, lu à l'Académie le 5 Juillet 1777 par MM. Clouet et Lavoisier, régisseurs des poudres et salpêtres ». (Oeuvres de Lavoisier, t. V, p. 498).

sant pour permettre à partir du 1^{er} Janvier 1778 la suppression complète de la fouille envisagée dans l'arrêt du 30 Mai 1775.

Aussi s'arrêta-t-on à un moyen terme et décida-t-on de restreindre seulement les conditions d'exercice du droit de fouille sans l'abandonner définitivement, en supprimant en particulier les investigations des salpêtriers dans les endroits où elles étaient les plus gênantes : les locaux d'habitation.

Par un arrêt en date du 8 Août 1777, dont certaines dispositions furent précisées ultérieurement par un arrêt rendu le 24 Janvier 1778 (1), il fut statué que les salpêtriers ne

(1) Arch. Nat. AD V 17 fol. 17 et 20. « Sa Majesté a vu avec regret » indiquait le préambule du premier arrêt « que l'art de la nitrification qu'elle a cherché à encourager par un prix de 6.000 livres et par une protection toute particulière n'étoit pas encore porté au point de permettre l'abolition de la fouille dans les maisons au 1^{er} Janvier prochain. Mais si les besoins des arsenaux de terre et de mer et ceux du commerce intérieur et extérieur ne permettent pas de renoncer, à cette époque, à un droit établi par la nécessité ; si la défense de ses peuples exige la durée d'une charge que sa bonté voudroit supprimer, Sa Majesté veut du moins leur accorder dès ce moment-ci le soulagement que la prudence ne contrarie point, et en attendant que la distribution du prix qu'elle a doublé et que l'Académie a jugé à propos de remettre à 5 ans ait fourni des découvertes qui confirment la confiance des entrepreneurs de nitrières, déjà excitée par l'instruction des régisseurs des poudres, en attendant que le nombre de ces établissements suffise pour remplacer ce que la cessation totale de la fouille feroit perdre : Sa Majesté ne veut consulter que le désir qu'elle a de décharger ses peuples, sinon de l'embarras entier de la fouille encore indispensable, du moins

pourraient plus, à dater du 1^{er} Janvier 1778, faire la recherche des matières salpêtrées dans les maisons, caves et celliers. Les paroisses pouvaient acquérir l'exemption entière de la fouille et des charges qui en étaient la suite en contribuant à leurs frais — elles étaient autorisées à se réunir à plusieurs à cet effet — une nitrière artificielle (1) d'une production au moins égale à la quantité de salpêtre usuellement récoltée dans la paroisse, ou en cas d'association, dans l'ensemble des paroisses associées. Les communautés et maisons religieuses pouvaient jouir du même privilège par l'établissement de nitrières artificielles produisant au moins 1.000 livres de salpêtres par an : « Sa Majesté exhorte lesdites maisons et communautés religieu-

des dépenses réelles qui l'accompagnent dans plusieurs provinces et de donner aux communautés les plus fatiguées par l'exercice de ce droit les moyens de s'en rédimer dès à présent et pour toujours ».

(1) Pour faire une nitrière on entassait toutes sortes de matières en décomposition (fumiers, débris d'animaux, marcs de raisins ou de pommes) mélangées à des couches meubles de terre chargées de cendres de bois ou de bruyères, dans de grands hangars convenablement ventilés, et on les arrosait périodiquement avec du purin ou de l'urine étendus d'eau pluviale. Les tas étaient divisés et remués fréquemment afin d'en soumettre toutes les particules à l'oxydation de l'air sous l'action des ferments azotés.

Au bout d'un certain temps, on lessivait les efflorescences qui se produisaient à la surface, on extrayait le salpêtre des lessives par cristallisation et on rapportait les résidus à la masse primitive qui se chargeait à nouveau de nitrates.

La production de salpêtre au moyen de nitrières artificielles exigeait la mise en œuvre d'un volume considérable de terres et nécessitait d'importantes surfaces.

ses : » précisait l'article 4 de l'arrêt du 8 Août 1777 « à lui donner ainsi qu'à ses peuples, par l'établissement des nitrières, un nouveau témoignage de leur zèle et de leur amour pour le bien de l'Etat ».

L'exemption de la fouille ne devait avoir lieu que lorsque les nitrières auraient été reçues et approuvées par un inspecteur des poudres, suivant procès-verbal de réception dûment contresigné par un représentant de l'intendant de la province, et du jour seulement où se ferait la première livraison de salpêtre provenant des terres traitées dans ces établissements. Tout le salpêtre fabriqué dans les nitrières devait être, comme celui des salpêtriers ordinaires, porté à l'état brut dans les magasins de la régie les plus proches : il était défendu aux exploitants de nitrières artificielles de vendre ou de raffiner leur salpêtre sous les mêmes peines que celles prononcées à l'égard des salpêtriers (1).

Le salpêtre brut provenant de la fouille devait être payé 8 sols la livre — soit un sol de plus qu'au temps de la ferme — sous déduction d'usage de 4 % (2) ; le salpêtre provenant des démolitions, sans avoir usé du droit de fouille, 9 sols la livre, et le salpêtre provenant de nitrières formées et exploitées à leurs dépens par des particuliers ou des communautés, 10 sols la livre. Le roi se réservait en

(1) Trois cents livres d'amende.

(2) La « déduction de 4 au cent » pour le règlement du salpêtre était une vieille coutume implantée par François Berthelot ; le premier fermier des poudres n'achetait en effet de salpêtre qu'aux salpêtriers qui acceptaient de lui fournir 104 livres par quintal (Cf. supra page 53). Cette règle était devenue, après lui, traditionnelle et le règlement des fournitures de salpêtre aux salpêtriers comportait une ristourne de 4 % sur le prix contractuel.

autre de faire distribuer par les régisseurs des poudres, sur les ordres du directeur général des finances, des gratifications particulières aux salpêtriers et aux autres fournisseurs de salpêtre, suivant la qualité et la quotité de leurs fournitures, à la fin de chaque année.

Le salpêtre de fouille était donc pénalisé, alors que celui des nitrrières recevait une prime appréciable qui devait encourager la création de ces établissements (1) ; il y a lieu de noter toutefois que le salpêtre de fouille ou de démolitions était reçu s'il contenait 70 % de salpêtre pur, alors que le salpêtre des nitrrières devait avoir une teneur minimum de 75 % (2).

(1) « Il est de la plus grande importance » spécifiait la circulaire qui accompagnait l'envoi aux intendants de l'arrêt de 1777 « d'encourager l'extraction et la fabrication du salpêtre en délivrant les peuples des gênes et contraintes qu'on leur avait imposées ; il faut créer un nouveau genre d'industrie qui, sans nuire au travail actuel des salpêtriers, accroisse, avec le secours de l'art et des lumières, la récolte du salpêtre national ».

(2) La différence des conditions de réception imposées au salpêtre de fouille ou de démolition et au salpêtre des nitrrières était d'ailleurs toute théorique, car il n'existait à cette époque aucun procédé pour déterminer avec précision la teneur du salpêtre brut en nitrate de potasse ; l'évaluation arbitraire à laquelle on procédait ne permettait certainement pas de fixer cette teneur à 5 % près : « Dans quelques commissariats on faisait fuser un peu du salpêtre livré dans le creux d'un gros morceau de bois et on prétendait pouvoir reconnaître à la décrépitation du sel marin, par l'activité de la flamme, plus ou moins ternie par l'eau mère, la qualité de plusieurs quintaux qui composaient la fourniture. Dans d'autres localités, on croyait pouvoir apprécier le déchet à simple vue » (Bottée et Riffault : *Traité de l'art de fabriquer*

L'arrêt du 24 Janvier 1778 renfermait d'ailleurs d'autres dispositions destinées à favoriser l'établissement des nitrières artificielles.

D'une part, les communautés qui construiraient et garniraient des nitrières à leurs frais et en abandonneraient l'exploitation à la régie devaient recevoir un sol par livre de salpêtre produit dans ces nitrières et jouir indéfiniment de l'exemption de la fouille. Pareille exemption était accordée, d'autre part, aux communautés qui, ne voulant pas ou ne pouvant pas supporter les frais de construction des nitrières, en confieraient la construction et l'exploitation à des particuliers et y feraient transporter à leurs frais des terres et des matières salpêtrées ; toutefois, elles ne devaient toucher dans ce cas aucune commission sur le salpêtre produit, dont le prix d'achat aux exploitants était fixé à 9 sols la livre.

Enfin, les particuliers autorisés par les régisseurs à construire des nitrières artificielles ne pouvaient être assujettis pour leur exploitation aux « vingtièmes d'industrie » (1), ni être augmentés de ce chef à la taille ou aux capitations ; ils devaient jouir, comme les salpêtriers, de l'exemption personnelle de la milice et du logement des gens de guerre dans leurs ateliers, en justifiant d'une fourniture annuelle de 1.000 livres de salpêtre brut dans les magasins du roi.

la poudre à canon, p. 100). C'est seulement en 1787 que les régisseurs mirent au point un procédé d'analyse du salpêtre.

(1) Les vingtièmes d'industrie étaient un impôt direct analogue à l'impôt cédulaire actuel sur les bénéfices industriels et commerciaux. Créé en 1710 au taux de 10 %, il fut ramené à 5 % en 1750 puis porté successivement à 10 % en 1756 et à 15 % en 1760.

L'arrêt du 24 Janvier 1778 ne prononçait pas, comme on avait espéré pouvoir le faire, la suppression de l'obligation pour les paroisses de fournir un logement aux salpêtriers, de leur procurer le bois nécessaire à leur industrie et d'assurer le transport de leurs outils et des matériaux salpêtrés. Mais il était spécifié que désormais ces services ne seraient plus rendus au prix fixé par l'intendant de la province (prix généralement très inférieur au prix courant), mais accordés par les paroisses aux salpêtriers à prix débattu et sous réserve de paiement au comptant. Les droits concédés aux salpêtriers n'étaient donc plus des privilèges, mais de simples « facilités » analogues au droit actuel de réquisition, et leur exercice n'équivalait plus, comme auparavant, à un véritable impôt levé sur les paroisses (1).

Les résultats de la nouvelle réglementation s'avérèrent rapidement très satisfaisants et la production de salpêtre brut s'éleva au cours de l'année 1779 à 2.200.000 livres environ. La régie, qui arrivait à expiration le 31 Décembre 1779, fut prorogée pour une nouvelle période de six ans par arrêt du 5 Septembre 1779 (2). « Le roi s'étant fait rendre compte des travaux de la régie des poudres et salpêtres » indiquait le préambule de l'arrêt « Sa Majesté a vu avec satisfaction que cette régie avoit procuré à ses finances, à son service, à ses peuples les avantages qu'elle s'en étoit promis, que les régisseurs avoient augmenté, par l'établis-

(1) Lavoisier évaluait le montant des avantages en nature que les communes avaient été obligées d'accorder jusque là aux salpêtriers à plus de 600.000 livres par an. (« La Régie des poudres, manuscrit autographe de 1790 : Œuvres de Lavoisier, t. V, p. 729).

(2) Arch. Nat. AD VI 17 fol. 23.

sement de nitrières artificielles et par la découverte de terres naturellement salpêtrées la récolte en salpêtre dans le royaume ; en sorte qu'on peut espérer pouvoir successivement se passer de la ressource onéreuse et incertaine des achats à l'étranger pour cette matière indispensable à l'Etat ».

Cet arrêt modifiait les modalités de la rémunération des régisseurs. L'intérêt de leurs fonds d'avances — dont le montant global devait être porté de 800.000 livres à 1.000.000 —, précédemment fixé à 1 % au-dessus du « taux courant » de l'argent était arrêté invariablement à 5 %. Les droits de présence étaient ramenés pour chaque régisseur de 2.400 à 1.000 livres. Les droits de remise sur le salpêtre étaient fixés uniformément à 9 deniers par livre provenant des ateliers de la régie et des nitrières artificielles. Les remises sur la vente de la poudre étaient portées, comme il avait été prévu, à deux sols par livre de poudre vendue au-delà de 800 milliers.

Le prix de cession de la poudre de guerre aux départements de la Guerre et de la Marine avait été maintenu jusqu'au 31 Décembre 1779 — date à laquelle aurait dû expirer normalement le bail Demont — à six sols la livre, prix stipulé dans le contrat du dernier fermier des poudres. Les bénéfices réalisés par la régie faisant retour au Trésor, il était évidemment logique, pour faire ressortir plus clairement les bénéfices réels que comportait pour l'Etat la nouvelle organisation, de fixer ce prix de cession à un chiffre aussi voisin que possible du prix de revient : aussi fut-il décidé que les poudres seraient cédées désormais aux Départements d'Etat à 13 sols la livre, prix de revient moyen des premières années de fonctionnement de la régie.

Le prix de vente de la poudre de chasse, dont la qualité avait été nettement améliorée, était relevé de 33 à 40 sols (1) ; le prix de cession aux débiteurs était porté seulement de 30 à 35 sols. Il était enjoint à ceux-ci, sous peine de révocation et d'amende, de faire figurer à leur porte un écriteau apparent portant la mention : « débit du roi », et d'afficher dans leur magasin un extrait de l'arrêté fixant leurs nouveaux prix de vente. Les régisseurs étaient autorisés, par ailleurs, à faire débiter du plomb à giboyer dans les magasins de la régie au prix courant du commerce. Le prix de vente de la poudre de guerre aux particuliers était maintenu à 20 sols et celui de la poudre de mine et de traite à 18 sols.

L'augmentation de la production du salpêtre entraînait des besoins croissants de produits alcalins pour le raffinage de ce sel. Les régisseurs demandèrent au roi avec instance que le commerce et l'emploi de ces matières fussent sévèrement réglementés et, en particulier, que l'exportation en fut rigoureusement prohibée. Sur leur requête, le roi, par arrêt rendu au conseil le 10 Février 1780, prononça l'interdiction « à tous particuliers, marchands et autres de tenir amas et magasins de cendres, salins et potasse » dans les quatre lieues frontières de Lorraine, des Trois Evêchés et de Franche-Comté, et d'en enlever de ces provinces à destination des pays étrangers sous peine de confiscation et de 3.000 livres d'amende. Cette interdiction fut étendue par arrêt du 26 Avril 1781 à toutes les provinces frontières du royaume.

(1) Il était mis également en vente de la poudre de chasse superfine au prix de 3 livres.

La présence de Lavoisier à la tête de la régie des poudres devait faciliter le règlement définitif avec l'administration des gabelles (1) de l'épineuse question du sel provenant du traitement des matières salpêtrées. Les salpêtriers étaient astreints à remettre fidèlement aux commis des gabelles, sous peine de faux saunage, tout le sel provenant de leurs cuites ; mais ces prescriptions n'avaient pas toujours été suivies et leur inobservation avait été autrefois l'occasion de nombreuses contestations entre la ferme des poudres et celle des gabelles. A la suite d'un accord intervenu entre la régie des poudres et la ferme générale, il fut décidé (2), pour déjouer toute fraude, que les salpêtriers seraient comptables envers la ferme générale d'une quantité forfaitaire de sel pour chaque quintal de salpêtre livré par eux à la régie : cette quantité fut fixée à 14 livres pour les salpêtriers de Paris et à 18 livres pour les salpêtriers des provinces. Ce sel devait leur être payé à raison de 4 sols la livre dans les provinces de grande gabelle, 2 sols dans les provinces de petite gabelle et 1 sol 6 deniers dans les pays de gabelles locales (3). Dans le cas où les salpêtriers livreraient des quantités de sel inférieures à ces fixations, la régie devait payer à la ferme, sur la base de la valeur de reprise, le

(1) Lavoisier, bien que consacrant à la régie des poudres la majeure partie de son activité, n'avait pas cessé néanmoins de figurer dans la société des fermiers généraux. Il avait été nommé fermier général titulaire à la mort de son associé Baudon en Octobre 1779, et lorsqu'à la conclusion du bail Salzard (1780-1786) le nombre des fermiers généraux fut ramené par Necker de 60 à 40, il fut parmi les quarante financiers admis à faire partie de la nouvelle compagnie.

(2) Arrêt du 16 Février 1786. Arch. Nat. AD VI 17 fol. 30.

(3) La Lorraine, la Franche-Comté et les Trois Evêchés.

montant des quantités manquantes, à charge de recours contre les salpêtriers défaillants.

Les résultats de plus en plus féconds obtenus dans la production du salpêtre et dans la fabrication des poudres par la régie, dont le fonctionnement n'était théoriquement prévu que jusqu'au 31 Décembre 1785, décidèrent le roi à en proroger indéfiniment la durée par arrêt du 28 Octobre 1785.

Le concours institué par l'Académie des Sciences pour récompenser le meilleur ouvrage sur la fabrication du salpêtre avait permis de réunir sur cette question une ample moisson de documents. Le prix de 8.000 livres fut attribué au mémoire présenté par les deux frères Thouvenet, l'un docteur en médecine, l'autre commissaire des poudres à Nancy. Le sieur Chevrard, inspecteur des poudres et salpêtres dans les provinces de Franche-Comté et de Bresse et le chevalier de Lorgna, colonel des Ingénieurs de la République de Venise, obtinrent chacun un accessit de 1.200 livres. Tous les mémoires présentés et ceux qui, en dehors du concours, avaient trait à la même question furent rassemblés et publiés par la commission d'examen, dont Lavoisier était secrétaire, précédés d'un exposé historique sur l'industrie du salpêtre en un volume qui parut en 1785 (1).

Le mouvement qui s'était dessiné pour la création de nitrières artificielles n'avait pas atteint l'envergure qu'a-

(1) « Mémoires de mathématiques et de physique présentés à l'Académie royale des Sciences par divers savants » tome XI contenant le « Recueil des mémoires sur la formation et la fabrication du salpêtre », in-4°, Moutard, Paris, 1786.

vaient escomptée les promoteurs des mesures d'encouragement accordées à ces établissements.

Sans doute, nombre de particuliers, poussés par un engouement peut-être exagéré, s'étaient-ils orientés très rapidement vers une nouvelle branche d'industrie qui paraissait devoir être très rémunératrice, et d'importants établissements avaient été créés dans les différentes provinces du royaume dont le produit parut justifier pendant quelque temps l'importance des capitaux investis : on trouvera dans la thèse que M. Toraude a consacré au chimiste Bernard Courtois (1) une intéressante étude sur la nitrrière de Saint-Médard, montée en 1780 dans un faubourg de Dijon par une société composée de Champy commissaire des poudres et salpêtres en Bourgogne, Guyton de Morveau avocat général, professeur de chimie à l'Académie de Dijon, de Noiron ancien syndic de la noblesse du Bugey et de Limarre, receveur des impositions de cette province, et dont Jean-Baptiste Courtois, ancien préparateur de Guyton de Morveau et père de Bernard Courtois, fut le premier directeur.

Mais les communautés laïques et religieuses, quelle que fut l'impopularité des mesures vexatoires et onéreuses dont l'établissement de nitrrières artificielles leur permettait de s'affranchir, effrayées par les frais de premier établissement, ne voyaient généralement dans les facilités qui leur étaient offertes qu'une source de corvées et d'impôts personnels en comparaison desquels la fouille ne leur paraissait plus qu'une très faible gêne.

La production du salpêtre en France avait néanmoins suivi, grâce à une prospection plus rationnelle des terrains

(1) Toraude: *Bernard Courtois et la découverte de l'iode*. Thèse de pharmacie, Paris, 1921.

et des bâtiments salpêtrés, une constante et régulière progression accusée par les chiffres ci-après (1) qui se rapportent aux « récoltes » de salpêtre brut des treize premières années de la régie :

1776	1.906.000 livres	1783	3,126.000 livres
1777	2.108.000 —	1784	3.248.000 —
1778	1.973.000 —	1785	3.440.000 —
1779	2.241.000 —	1786	3.537.000 —
1780	2.512.000 —	1787	3.725.000 —
1781	2.727.000 —	1788	3.750.000 —
1782	2.979.000 —		

On a récapitulé au Tableau annexe I, pour concrétiser l'activité de la régie au cours de cette période, les quantités de poudres fabriquées et livrées chaque année aux particuliers, aux arsenaux et aux puissances étrangères. Le tableau II donne le détail par espèce de poudre des quantités vendues aux particuliers.

Si l'on considère qu'il fallait un peu plus d'une livre de salpêtre brut pour fabriquer une livre de poudre (2), le rapprochement des tonnages de salpêtre produit et des quantités de poudre fabriquées montre qu'à partir de 1783 la régie put s'affranchir totalement des importations de salpêtre, malgré l'importance relative des tonnages livrés, et réduire ainsi les sorties de numéraire en même temps qu'elle se libérait de la dépendance où elle se trouvait

(1) Extraits du « Traité de l'art de fabriquer la poudre à canon », Böttée et Riffault, *op. cit.*

(2) Le rendement du salpêtre brut en salpêtre pur variait entre 70 et 75 %, et la poudre contenait 75 % de salpêtre.

TABLEAU I

*Quantités de poudres fabriquées et livrées par la Régie
de 1776 à 1789*

	Quantités fabriquées	Ventes aux particuliers	Cessions à l'Artillerie	Cessions à la Marine	Cessions aux Gouvernements étrangers
1776	3.203.000	1.397.000	306.000	221.000	} 1.700.000 (1)
1777	3.712.000	1.213.000	905.000	698.000	
1778	3.927.000	1.397.000	628.000	1.730.000	
1779	3.299.000	1.553.000	489.000	1.090.000	
1780	2.556.000	1.486.000	459.000	707.000	
1781	2.582.000	1.274.000	444.000	1.109.000	} 800.000 (2)
1782	3.178.000	1.206.000	167.000	1.245.000	
1783	2.494.000	1.469.000	798.000	164.000	
1784	2.543.000	1.521.000	463.000	45.000	
1785	2.455.000	1.733.000	835.000	5.000	
1786	2.703.000	2.060.000	752.000	47.000	
1787	3.213.000	2.043.000	780.000	216.000	
1788	2.519.000	2.288.000	60.000	318.000	

(1) Aux États-Unis d'Amérique pendant la Guerre de l'Indépendance.

(2) A l'Espagne et à la Hollande alliées de la France contre l'Angleterre.

TABLEAU II

*Répartition par espèces des quantités de poudres vendues
par la Régie aux particuliers de 1776 à 1789*

	Poudre de guerre	Poudre de chasse	Poudre de chasse superfine	Poudre de mine et de traite	TOTAL (arrondi à 1.000 livres)
1776	162.000	1.101.000	7.700	126.000	1.397.000
1777	141.000	818.000	8.600	245.000	1.213.000
1778	192.000	875.000	9.900	320.000	1.397.000
1779	277.000	961.000	11.300	304.000	1.553.000
1780	282.000	920.000	13.600	270.000	1.486.000
1781	129.000	853.000	15.000	277.000	1.274.000
1782	45.000	890.000	12.600	318.000	1.266.000
1783	98.000	861.000	13.000	497.000	1.469.000
1784	190.000	872.000	9.500	449.000	1.521.00
1785	162.000	855.000	10.700	705.000	1.733.000
1786	168.000	961.000	12.000	924.000	2.060.000
1787	147.000	953.000	12.800	930.000	2.043.000
1788	165.000	1.158.000	3.600	901.000	2.228.000

jusque là vis-à-vis des Anglais et des Hollandais pour faire venir du salpêtre des Indes. Elle avait réussi, en outre, à exporter ses produits et à vendre aux Américains, aux Espagnols et aux Hollandais pour plus de 2 millions de livres, et elle était parvenue, grâce au développement du commerce avec les côtes d'Afrique à accroître dans de notables proportions ses ventes de poudre de traite.

Enfin, grâce aux efforts déployés par les régisseurs pour perfectionner, en tenant compte des progrès de la science de la chimie encore naissante, des fabrications qui ne procédaient jusque là que d'un empirisme à peu près complet, la qualité des produits livrés avait pu être sensiblement améliorée : la poudre de guerre qui était recevable avec une portée de 80 toises (1) avait en 1788 une portée de 130 toises et les Anglais eux-mêmes étaient obligés, à cette époque, de rendre hommage à la supériorité des poudres françaises (2).

Aussi, dans le mémoire (3) qu'ils publièrent en 1793 pour se justifier des attaques véhémentes dont la régie fut l'objet au début de la période révolutionnaire, Lavoisier,

(1) Instruction du 15 Décembre 1772 portant règlement sur le mode d'épreuve et la réception des poudres de guerre. La portée de recette des poudres radoubées était seulement de 70 toises. (Arch. Nat. AD VI 17 fol. 3).

(2) « La Régie des poudres », manuscrit autographe de Lavoisier de 1790. (Œuvres de Lavoisier, tome V, page 729).

(3) « Mémoire de la Régie des Poudres » brochure in-4° 16 pages, sans date ni nom de libraire, parue au début de 1793. Ce mémoire fut rédigé par Lavoisier en Janvier 1791. (Œuvres de Lavoisier, tome V, page 714).

Clouet et Le Fauchaux, père et fils (1), pouvaient-ils résumer en ces termes le bilan de leur gestion :

« Dès 1778, la Régie a déchargé le peuple d'une imposition de plus de 600.000 livres par an très inégalement répartie et qui excitait de vives réclamations ».

« Elle a restreint la fouille du salpêtre aux écuries, bergeries, colombiers et autres bâtiments toujours ouverts dans les campagnes où elle se fait sans frais ; elle en a dispensé les caves, celliers à vin et les lieux d'habitation personnelle qui y étaient assujettis depuis quatre cents ans et elle a préparé pour l'avenir la possibilité de se passer entièrement de toute espèce de fouille ».

« Elle a successivement fait monter à 3.700.00 livres et plus la récolte en salpêtre dans le royaume qu'elle avait trouvée réduite à moins de 1.700.000 livres en 1775 ».

« Elle a tiré la France de la dépendance incertaine, humiliante et très onéreuse où elle était de l'étranger depuis près de cent ans pour une matière indispensable à sa défense et à ses consommations en lui assurant à jamais un produit annuel qui suffit à tous les besoins sans rien coûter au peuple, qui fait circuler une somme de plus de deux millions de livres dans l'intérieur de l'empire et qui fait travailler et vivre un grand nombre de familles ».

« Elle a perfectionné les raffinages de salpêtre et la fabrication des poudres nécessaires aux arsenaux de terre et de mer au point que ces poudres qui, sous la ferme,

(1) Le fils de Le Fauchaux après avoir occupé successivement tous les postes de la Régie, et en dernier lieu celui d'inspecteur général, avait remplacé comme régisseur un collègue de son père, Le Tort, tué dans l'explosion d'Essonne en 1788 (sur les circonstances de cette explosion cf. *Infra* page 157 remarque 1). Le Tort avait succédé lui-même à Barbault de Glatigny.

étaient recevables à 70 toises de portée ne le sont plus que de 80 à 90 toises et que toutes celles qui ont été fournies depuis six ou sept ans, tant à l'artillerie ou à la marine qu'aux municipalités et gardes nationales ont donné des portées de 110 à 130 toises qui prouvent que la force en est à peu près doublée ».

« Elle a depuis la dernière guerre pourvu tous les besoins du commerce extérieur qui était ci-devant alimenté par l'étranger, et depuis 1786 seulement, il a été exporté de ses magasins près de 3 millions de livres de poudres qui ont fait entrer en France environ 2.400.000 livres au profit de l'industrie nationale ».

« Elle a, par ses instructions, son exemple et des encouragements, dirigé les bras et le travail des régnicoles vers la fabrication du salin et de la potasse qui était presque étrangère à la France ; et c'est du royaume seul qu'elle a tiré en 1790 plus de 1.200 milliers de ces matières qui ont porté 300.000 à 400.000 livres dans les provinces qui les ont fournies ».

« Elle a procuré au Trésor Public en versements de fonds, ou en décharge de paiements qu'il faisait, ou en constructions nouvelles nécessaires au service qui eussent été à sa charge, ou en matières existantes et approvisionnements, au moins 20 millions de livres, sans y comprendre les 8.400.000 livres que le peuple des campagnes a payé de moins pour les salpêtriers depuis 1778 ».

« Ces effets de la Régie sont publics, notoires et à l'abri de toute contradiction : ils lui ont suscité des marques de la satisfaction du roi, l'estime et la confiance du gouvernement et semblent lui donner quelques droits à la recon-

naissance de la nation. Le bien qu'elle a fait durera autant que l'empire lui-même et survivra longtemps aux quatre citoyens que la calomnie poursuit et qu'il faut enfin faire connaître tels qu'ils sont ».

CHAPITRE V

La période révolutionnaire

La Régie des poudres, dont le statut n'avait pas été modifié au cours des deux premières années de la période révolutionnaire, fut réorganisée sur de nouvelles bases par un décret de l'Assemblée Constituante en date du 23 Septembre 1791, sanctionné par le roi et promulgué sous forme de loi le 19 Octobre.

Cette loi maintenait le principe du monopole, au profit de la Nation, de la fabrication et de la vente des poudres et salpêtres. Mais l'exploitation devait être faite désormais en régie directe. Les régisseurs, dont le nombre était ramené à trois, étaient placés sous les ordres du Ministre des Contributions publiques : ils devenaient de véritables fonctionnaires, appointés par l'Etat, et n'apportaient plus aucun capital à l'entreprise dont le fonds de roulement était assuré par la Trésorerie Nationale. Tout le personnel de la régie était également fonctionnarisé et réparti en plusieurs classes hiérarchisées : commissaires comptables placés à la tête des poudreries, des raffineries de salpêtre, des entrepôts et des bureaux de vente ; inspecteurs généraux, inspecteurs particuliers et contrôleurs chargés de la surveillance et du contrôle des établissements ; enfin, à l'administration centrale, secondant les régisseurs, un directeur, un sous-directeur, un caissier payeur central et des commis

Malgré son caractère de service public, la régie des poudres restait néanmoins — comme la plupart des services issus des anciennes fermes. — une administration distincte et conservait une individualité financière en tous points comparable à celle que confère encore actuellement au Service des Poudres le budget-annexe dont il est doté. Elle avait ses dépenses et ses recettes propres, celles-ci comprenant, outre le produit des ventes aux particuliers, les versements des Départements de la Guerre et de la Marine, auxquels elle continuait à facturer les poudres livrées aux arsenaux, et le solde bénéficiaire de l'exploitation apparaissait seul en recette à la fin de l'exercice dans les comptes du Trésor.

Les appointements des régisseurs se composaient d'un traitement fixe de 3.000 livres et de remises calculées à raison de 2 sols par livre de poudre fine vendue au-delà de 700.000 livres, 3 deniers par livre de poudre de guerre ou de traite vendue aux particuliers, 6 deniers par livre de salpêtre provenant des ateliers exploités par la Régie. Le plafond de ces appointements était fixé à 15.000 livres. Les deux inspecteurs généraux, les deux inspecteurs particuliers et les neuf contrôleurs avaient uniquement des traitements fixes qui s'élevaient respectivement à 6.000, 2.500 et 1.200 livres. Il en était de même du caissier payeur central, du directeur et du sous-directeur auxquels il était alloué 6.000, 4.000 et 3.000 livres ; le traitement de leurs commis s'échelonnait entre 1.200 et 2.400 livres.

Les commissaires comptables, au nombre de 47, étaient répartis en trois classes : 24 commissaires de 1^{re} classe étaient placés à la tête des poudreries, des raffineries les

plus importantes et des principaux entrepôts (1) ; les fabriques de salpêtre et les entrepôts de réception et de vente de moindre importance étaient confiés à 10 commissaires de 2^e classe ; enfin 13 commissaires de 3^e classe avaient la charge des « entrepôts de simple vente ». Leurs appointements dont les maxima étaient fixés respectivement à 7.000, 2.000 et 1.500 livres n'étaient pas constitués, en principe, par un traitement fixe, mais seulement par des remises portant sur les ventes de poudres aux particuliers dans leur circonscription, sur les tonnages de salpêtre brut réceptionné, sur les quantités de salins et de potasse achetées par eux pour le compte de la régie (2) et, pour les commissaires dirigeant des poudreries, des primes basées sur la portée des poudres de guerre fabriquées dans leurs établissements. Ces remises étaient calculées d'après un barème compliqué, dont le détail pour chaque poste de commissaire était annexé à la loi ; elles variaient dans chaque catégorie suivant l'importance des tonnages dont la mise en œuvre était présumée

(1) Poudreries de : Colmar, Nancy, Besançon, Vonges (près Dijon), Toulouse, Saint-Médard (près Bordeaux), Le Ripault (près Tours), Maromme (près Rouen) comportant chacune une raffinerie de salpêtre.

Poudreries de : Esquerdes (près Saint-Omer), Saint-Ponce (près Mézières), Metz, Saint-Chamas (près Marseille), Castelnau (près Montpellier), Perpignan, Saint-Jean-d'Angély, Pont-de-Buis (près Brest), Essonne (près Corbeil).

Raffineries de Paris, Lyon, Saumur, Orléans, Châlons-sur-Marne.

Entrepôt de Nantes.

(2) L'industrie du salin et de la potasse était concentrée dans les provinces de l'Est et il n'était prévu de remises sur l'achat de ces produits que pour les commissaires de Besançon, Colmar, Nancy, Metz et Poligny (Jura).

dans chaque établissement, de façon à réaliser une péréquation approximative dans chaque classe entre les traitements des différents titulaires : le souci scrupuleux d'égalité qui avait animé le législateur se trouvait ainsi concilié avec le désir de proportionner malgré tout les émoluments de chaque commissaire à l'activité déployée dans sa circonscription.

Le budget de la régie prévoyait une somme de 12.000 livres à distribuer en gratifications : la moitié de cette somme devait être réservée aux commissaires et aux inspecteurs, un quart aux contrôleurs et au personnel de l'administration centrale, et un quart aux ouvriers des diverses fabriques.

Enfin, il était établi des règles strictes d'avancement et d'accession aux divers emplois auxquels nul ne pouvait parvenir avant d'avoir effectué un stage probatoire en qualité d'« élève de la régie » : les élèves étaient recrutés au concours à la suite d'un examen portant sur la géométrie, la mécanique élémentaire, la physique expérimentale et la chimie. Les régisseurs ne pouvaient être pris que parmi les employés supérieurs de la régie : commissaires de 1^{re} classe, directeur, caissier et inspecteurs, ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins.

Aucune modification n'était apportée par la loi de 1791 à la réglementation de 1778 et 1779 concernant la fouille du salpêtre et les nitrières artificielles. Toutefois, le prix payé par la Régie pour ses achats de salpêtre brut n'était plus uniforme. Il variait suivant les départements de 8 sols 9 deniers à 12 sols, le taux accordé dans chaque département au salpêtre des nitrières restant toujours un peu supérieur à celui fixé pour le salpêtre des salpêtriers.

La portée de recette des poudres de guerre était relevée de 90 à 100 toises ; le prix de cession aux départements de la Guerre et de la Marine et aux municipalités pour le service de la garde nationale en était fixé à 15 sols (1). Il ne pouvait être vendu de poudre de guerre aux particuliers qu'après satisfaction complète des demandes des arsenaux et seulement aux « négocians pour le commerce extérieur » au prix antérieur de 20 sols la livre. Les barèmes de vente de la poudre de chasse, fine et superfine, et de la poudre de mine restaient inchangés. Le prix de la poudre de traite, dont la consommation avait suivi une progression très rapide — la Régie en avait vendu plus de 1 million de livres en 1790 (2).

(1) Les municipalités avaient obtenu, après une vive insistance, que la poudre leur soit cédée au même prix qu'aux Départements de l'Etat. Le Ministre des Finances, soucieux de ne pas diminuer les bénéfices de la Régie, avait décidé jusque là que les poudres de guerre leur seraient livrées au même prix qu'aux simples particuliers, soit 20 sols la livre ; les raisons invoquées à l'appui de cette décision étaient assez subtiles : « Le Ministre a considéré qu'aux termes des décrets de l'Assemblée Nationale les municipalités avaient été regardées comme des associations particulières qui avaient leurs revenus et leurs charges ; que les dépenses relatives à la garde nationale et à la sûreté des villes avaient été déclarées par l'Assemblée Nationale dépenses municipales, que par une suite de ce principe le Gouvernement avait rempli ses obligations envers les municipalités toutes les fois qu'il avait mis à leur disposition toutes les poudres nécessaires à leurs besoins, mais que les frais de ces fournitures devaient être supportés par les municipalités comme toutes les autres dépenses relatives à la garde nationale ». (Manuscrit autographe de Lavoisier de 1790. Œuvres de Lavoisier, t. V, page 732).

(2) L'entrepôt de Nantes débitait à lui seul 500.000 livres, l'entrepôt de Rouen 300.000 et celui de Bordeaux 150.000.

— était porté de 18 à 20 sols. Le salpêtre brut devait être vendu 14 sols, le salpêtre de deux cuites 17 et le salpêtre raffiné de trois cuites 20 sols.

La Régie pouvait être autorisée par le pouvoir exécutif à acheter du salpêtre à l'étranger « dans le cas où des circonstances imprévues rendroient cette mesure nécessaire », mais l'importation de ce sel restait en principe prohibée ainsi que l'entrée des poudres de toute espèce. La Régie devait toujours avoir en magasin soit en poudre fabriquée, soit en salpêtre, soufre et charbon, l'équivalent d'un approvisionnement de 4 millions de livres de poudres.

Le nombre des régisseurs ayant été ramené de quatre à trois, Le Faucheux père et fils et Clouet furent maintenus en fonctions : Lavoisier qui avait été nommé en Avril 1791 commissaire de la Trésorerie Nationale, ne fut pas conservé. Bien qu'il fut député suppléant à l'Assemblée Nationale, où son mémoire sur la richesse territoriale de la France (1), rédigé pour le Comité des impositions à l'occasion du projet de suppression des impôts indirects, avait remporté un vif succès, Lavoisier était déjà considéré comme suspect. Sa fortune et sa réputation de savant lui avaient suscité des ennemis et Marat, dont il avait rabaissé les prétentions scientifiques, l'avait attaqué dans un pamphlet virulent : « Je vous dénonce le

(1) « Résultats extraits d'un ouvrage intitulé : De la richesse territoriale de la France, ouvrage remis au Comité de l'Imposition par M. Lavoisier, député suppléant de l'Assemblée Nationale et commissaire de la Trésorerie ». Imprimé par ordre de l'Assemblée Nationale (vote du 15 Mars 1791). Imprimerie Nationale 1791, in-8°, 48 pages. Œuvres de Lavoisier, t. VI, p. 403.

coryphée des charlatans, sieur Lavoisier, fils d'un grippe sol, apprentif chimiste, élève de l'agioteur génevois, fermier général, régisseur des poudres et salpêtres, administrateur de la caisse d'escompte, secrétaire du roi, membre de l'Académie des Sciences. Croirez-vous que ce petit Monsieur qui jouit de 400.000 livres de rente et qui n'a d'autre titre à la reconnaissance publique que d'avoir mis Paris dans une prison (1), de lui avoir intercepté l'air par une muraille qui coûte 33 millions au pauvre peuple, d'avoir transporté les poudres de l'Arsenal dans la Bastille la nuit du 12 au 13 juillet, cabale comme un démon pour être nommé administrateur du département de Paris. Plût au ciel qu'il eut été lanterné le 6 Août (2), les électeurs du district de la

(1) Allusion au mur d'enceinte de Paris construit par les fermiers généraux pour restreindre la contrebande, sur la base d'un mémoire rédigé par Lavoisier. C'est à propos de cette enceinte qu'avait été composé le quatrain, célèbre à l'époque :

Pour augmenter son numéraire
Et raccourcir notre horizon,
La ferme a jugé nécessaire
De nous mettre tous en prison.

et l'alexandrin non moins fameux :

Le mur murant Paris rend Paris murmurant

(2) Lavoisier avait failli être lynché le 6 Août 1789 avec son collègue Le Faucheur fils par une foule surexcitée. Les magasins de l'Arsenal étant encombrés de poudre de traite destinée aux ports de Rouen et de Nantes, les régisseurs en avaient fait charger le 5 Août 11.000 livres sur un bateau au Port-Saint-Paul. Les habitants du quartier s'en étaient inquiétés et le bruit s'était répandu rapidement que la Régie voulait réduire les Parisiens à l'impuissance en évacuant de la capitale les poudres de l'Arsenal. (Mémoire de la Régie des Poudres, *op. cit.*),

Culture n'auraient pas à rougir de l'avoir nommé ». (*L'Ami du Peuple* du 27 Janvier 1791).

Lavoisier obtint néanmoins du Ministre des Contributions publiques Tarbé de conserver son laboratoire à l'Arsenal, et en Février 1792, lorsqu'il abandonna ses fonctions à la Trésorerie Nationale, il fut rappelé à la Régie des Poudres en remplacement de son ex-collègue Clouet.

La Régie devait entrer peu après dans une phase de fiévreuse activité. L'Assemblée Législative avait, sous la pression des Girondins, déclaré la guerre à l'Autriche le 20 Avril 1792. Pour stimuler la production du salpêtre, qui n'avait pas sensiblement progressé depuis 1788 et semblait même se ralentir dans les premiers mois de 1792, l'Assemblée, sur le rapport de ses comités du commerce et de l'ordinaire des Finances (1), rendit le 14 Mai un décret augmentant le prix d'achat des salpêtres par la régie. Ce décret fut rapidement sanctionné par le roi et promulgué sous forme de loi le 23 Mai.

Le prix minimum d'achat du salpêtre était fixé à 10 sols 6 deniers, le prix maximum à 13 sols 6 deniers. Le tarif annexé à la loi donnait, entre ces deux limites, les prix applicables à chacune des circonscriptions de la régie ; le taux de 13 sols 6 deniers n'était accordé qu'aux salpêtriers de Paris dont la récolte s'était élevée en 1791 à 1.100.000 livres ; le salpêtre était payé 13 sols dans les circonscriptions de Châtellerault, Chinon, Saumur et Tours dont la

(1) « Rapport sur les moyens d'encourager les manufactures des Poudres et Salpêtres fait au nom du comité de l'ordinaire des finances le 7 Mai 1792 par A. P. Lafon-Ladebat, président du comité des finances et député de la Gironde ». Arch. Nat. AD VI 79.

production globale atteignait sensiblement le même tonnage (1). La loi prévoyait également pour encourager le zèle des salpêtriers par une nouvelle marque de bienveillance de la Nation, l'octroi par la Régie sur leurs fournitures de 1790 et 1791 de primes rétroactives variant, suivant les circonscriptions de 6 à 18 deniers par livre de salpêtre. Toutefois, pour que le versement de ces indemnités n'affectât pas les bénéfices de la Régie, le montant devait lui en être remboursé — scrupuleux souci administratif de sincérité budgétaire — sur la caisse de l'extraordinaire, en vertu d'un décret à intervenir, une fois les comptes particuliers ouverts à cet effet dans les écritures de la Régie définitivement arrêtés.

Ce prélèvement ne devait avoir néanmoins qu'un caractère exceptionnel et l'Assemblée décida qu'à partir de 1792, pour « soutenir les produits de la Régie » malgré l'augmentation de prix accordée aux salpêtriers, il serait procédé à un relèvement des prix de vente aux consommateurs privés, sur lesquels était ainsi reporté en totalité — aucune modification n'étant apportée aux prix de cession aux Départements de la Guerre et de la Marine — l'effort financier reconnu nécessaire pour amener la production de salpêtre au niveau des besoins des armées. Le nouveau tarif de vente aux particuliers fut fixé, par un décret du 31 Mai 1792, promulgué sous forme de loi le 8 Juin : il comportait une augmentation de 20 à 25 % sur les prix antérieurs du salpêtre, de la poudre de guerre (vendue seulement aux

(1) Le département d'Indre-et-Loire (Tours et Chinon) venait en tête avec 600.000 livres, celui de la Mayenne (Saumur) donnait 350.000 livres et la Vienne (Châtellerauld) 100.000 livres.

L'importance de la récolte dans la Touraine, l'Anjou et le Poitou était due à la rapide salpêtrisation des pierres tendres de ces contrées.

armateurs) et des poudres de chasse fine et superfine ; seuls, les prix de vente des poudres de mine et de traite, produits d'exportation, n'étaient pas touchés.

Par le même décret, l'introduction du salpêtre cessait d'être prohibée et l'importation de ce sel était autorisée en franchise. Il était prescrit, d'autre part, au Ministre des Contributions publiques, en vue de réduire la consommation du salpêtre, « de faire répéter les expériences nécessaires pour constater l'avantage que présenterait l'emploi de muriate oxygéné au lieu de salpêtre dans la fabrication de la poudre » (1).

Le 15 Août 1792, Lavoisier, contre lequel avaient redoublé les attaques des Jacobins, se démit de ses fonctions de régisseur des poudres : la faveur dont il avait joui auprès du roi déchu — Louis XVI lui avait personnellement offert le poste de Ministre des Contributions publiques qu'il avait décliné le 15 Juin — et son titre d'ancien fermier général le rendaient de plus en plus suspect à l'opinion (2). Trois

(1) Dès 1785, le Chimiste Berthollet, ayant découvert la préparation du muriate oxygéné (chlorate de potasse) et constaté ses propriétés oxydantes, avait proposé à la Régie de le substituer au salpêtre. Mais les essais entrepris avaient été abandonnés à la suite de la terrible explosion survenue à la Poudrerie d'Essonne le 27 Octobre 1788 au cours de la fabrication d'un échantillon de poudre au chlorate de potasse. Le récit de cette catastrophe dans laquelle avait été tué l'un des régisseurs, Le Tort, fut publié dans le « Journal de Paris » du 31 Octobre d'après une notice rédigée par Lavoisier qui avait assisté à l'explosion. (Œuvres de Lavoisier, t. V, p. 741).

(2) Lavoisier vint se constituer prisonnier le 8 Frimaire, An II, (28 Novembre 1793) à la suite du décret de la Convention du 4 Frimaire mettant en état d'arrestation tous les ex-fermiers généraux. Il fut guillotiné le 22 Floréal (8 Mai 1794) avec 27 de ses anciens collègues.

jours après son départ. Au cours des perquisitions qui furent le prélude des massacres de Septembre, les deux régisseurs furent arrêtés et conduits à La Force ; « Le Faucheux père, effrayé, se tua dans un accès de désespoir, son fils ne fut rendu à la liberté que cinq jours après sur l'ordre de l'Assemblée Nationale » (1).

Il fallait pourvoir au remplacement de Lavoisier et de Le Faucheux père. Aux termes de la loi statutaire de la Régie, les régisseurs ne pouvaient être pris que parmi les employés supérieurs de cette administration : mais on voulut pouvoir faire appel pour ce poste de choix à des hommes sûrs, ayant donné des gages au nouveau régime et l'Assemblée Législative autorisa le pouvoir exécutif, par un des derniers décrets qu'elle rendit, le 3 Septembre 1792, à nommer deux régisseurs des poudres « sans être obligé de se conformer à ce que prescrivait à cet égard la Loi du 19 Octobre 1791 à laquelle il était dérogé pour cette fois ». Le Ministre des Contributions publiques Clavières n'abusa pas de cette faculté : l'une des deux places vacantes fut donnée, suivant le mode de recrutement normal, à un commissaire des poudres, Champy ; l'autre fut offerte au chimiste Fourcroy, ancien élève de Lavoisier et républicain d'un civisme éprouvé, qui la refusa ; elle échut finalement à Dufourny, membre très actif du club des Jacobins et président du département de Paris.

Le 21 Septembre 1792, le pouvoir est transféré à la Convention Nationale et celle-ci multiplie au cours de l'année 1793 les mesures destinées à assurer coûte que coûte l'approvisionnement des armées en munitions.

(1) Grimaux : « Lavoisier », p. 214.

Le décret du 9 Février 1793 relève uniformément dans toute la France à 13 sols 6 deniers le prix d'achat du salpêtre par la Régie ; une prime de 1 sol 6 deniers par livre de salpêtre brut est accordée aux salpêtriers sur les quantités excédant le minimum qu'ils sont individuellement astreints à fournir, minimum variant pour les salpêtriers des provinces, suivant les départements, de 500 à 5,000 livres par an (1) : les salpêtriers de Paris sont taxés chacun à 25,000 livres. La potasse doit leur être fournie à tous par les soins de la Régie au prix uniforme de 37 livres 10 sols le quintal.

Par décret du 11 Mars, la prohibition d'entrée des poudres est levée, leur importation n'est soumise à aucun droit. La vente des poudres de chasse et de traite dans l'intérieur est suspendue provisoirement et la poudre de mine ne peut plus être délivrée dans les débits que sur demandes signées, visées par l'administration du district. Mais la suppression presque totale des ventes aux particuliers va compromettre l'équilibre financier de la Régie qui fabriquait jusque-là à perte les poudres destinées aux arsenaux ; aussi le prix de cession aux départements de la guerre et de la marine est-il relevé de 15 à 24 sols (2) ; le prix de cession de la poudre de guerre aux municipalités pour le service de la garde nationale est porté seulement à 21 sols.

(1) Les salpêtriers sont taxés à 5,000 livres dans les départements de la Gironde, de la Garonne et des Landes ; à 4,000 livres dans la Vienne, l'Indre-et-Loire, le Loiret et la Mayenne. Les salpêtriers les plus faiblement taxés sont ceux du Haut et du Bas-Rhin, de la Meurthe, des Vosges, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure, de l'Eure, de la Haute-Garonne, de l'Hérault et de l'Aude, qui ne sont astreints à fournir que 500 livres par an.

(2) Ce relèvement était également rendu nécessaire par la progressive dépréciation des assignats.

Le 5 Juin, les salpêtriers sont autorisés à procéder à la fouille pendant toute la durée de la guerre, dans les caves, celliers, granges, écuries, bergeries, remises, colombiers et autres lieux couverts qui ne servent pas de logement personnel, sous la surveillance et avec l'appui des municipalités. Un décret du 1^{er} Juillet les astreint, sous peine de confiscation et de 500 livres d'amende à porter leur salpêtre tous les quinze jours aux magasins de la Régie les plus voisins de leurs ateliers.

A partir de Juillet 1793, la situation extérieure devient de plus en plus critique. La France est cernée de toutes parts : les Espagnols ont franchi les Pyrénées et envahi le Roussillon ; dans le Nord, les coalisés progressent rapidement et menacent Cambrai et Saint-Quentin, et, au Nord-Est, la chute de Mayence achève, le 21 Juillet, de découvrir dangereusement l'Alsace et la Lorraine.

A l'intérieur, la situation n'est pas moins grave ; l'insurrection s'est généralisée en Vendée, Lyon et Marseille sont en révolte contre les Jacobins et Toulon, pour leur échapper, se livre aux Anglais.

Les événements commandent des mesures exceptionnelles. Le Comité de Salut Public, qui fonctionne à nouveau depuis le 10 Juillet, est chargé, par la Convention, de lui proposer d'urgence les moyens d'organiser la levée en masse et d'intensifier les fabrications de guerre. Le 23 Août, l'Assemblée, sur le rapport fait au nom du Comité par Barrère, vote le célèbre décret qui prévoit la mobilisation de toutes les forces vives de la nation « pour la défense de la liberté et de la constitution, et la délivrance du territoire ».

« Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées ».

« Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République ».

« Les maisons nationales seront converties provisoirement en casernes, les places publiques en ateliers d'armes ; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre ».

La mise sur le pied de guerre de l'ensemble du pays était proclamée : il restait à préciser, pour les différentes catégories de fabrications de guerre les mesures qui permettraient d'accroître rapidement la production des armes et des munitions. Dès le 28 Août, sur le rapport présenté par Carnot (1) au nom du Comité de Salut Public, la Convention rendait un décret augmentant les pouvoirs de la Régie en vue de l'intensification de la récolte du salpêtre et de la fabrication des poudres.

La situation des approvisionnements et les possibilités normales de production de la Régie avaient été précisées par les régisseurs dans une note en date du 4 Août adressée au Comité de Salut Public (2). Au 1^{er} Janvier 1793, les magasins de l'artillerie renfermaient 18.132.516 livres de poudre, les arsenaux de la marine 2.910.000 ; les livraisons de la Régie au Département de la Guerre du 1^{er} Janvier au 1^{er} Juillet s'élevaient à 1.401.771 livres, celles faites au département de la Marine à 306.900 livres. Or, on avait consom-

(1) Carnot était, avec Prieur (de la Côte-d'Or), comme lui, ancien capitaine du Génie, le « technicien » du Comité de Salut Public au sein duquel tous deux avaient été appelés le 14 Août.

(2) Arch. Nat. AF II 9 folio 55.

mé, au cours de la campagne de 1792, 2.274.426 livres et on admettait que la consommation de munitions avait été sensiblement double au cours des sept premiers mois de 1793 : les stocks de poudre atteignaient donc environ 18 millions de livres. Quant aux réserves de salpêtre, elles s'élevaient à 3.476.901 livres. La Régie évaluait la capacité de production des poudreries à 4.500.000 livres par an et elle ne comptait pas pouvoir récolter, avec le personnel dont elle disposait et les restrictions que comportait encore le droit de fouille, plus de 1.500.000 livres de salpêtre avant la fin de l'année.

Le décret rendu le 28 Août 1793 par la Convention autorisait en premier lieu les salpêtriers à éiendre leurs investigations aux locaux d'habitation pendant toute la durée de la guerre. Il était enjoint « aux corps administratifs chargés de maintenir l'égalité » de ne protéger ni de souffrir aucune exception et d'appuyer de toute leur autorité l'exécution de cette mesure. La Régie était invitée à soumettre le plus promptement possible à la recherche du salpêtre les biens des émigrés et les biens nationaux (1) ; elle

(1) Barrère exalta quelques mois plus tard (Rapport du 13 pluviôse à la Convention) en termes emphatiques l'ardeur vengeresse apportée à la recherche du salpêtre dans les propriétés des émigrés : « Les châteaux-forts, ces repaires féodaux dont la Convention a ordonné la démolition ont attiré l'attention du Comité. La nature y avoit repus secrètement ses droits et y avoit élaboré plus de salpêtre, comme pour mieux préparer les moyens de leur destruction. Le Comité va profiter de ces ruines qui insultent à la liberté des campagnes ; et de ces décombres suzerains, de ces abris seigneuriaux sortiront des monceaux de salpêtre ; ainsi les pierres qui ont servi à assouvir la rage des despotes et à couvrir les complots de la Vendée vont bientôt fournir de quoi dompter leur fureur ».

était autorisée à élever le nombre des salpêtriers autant qu'elle l'estimerait nécessaire, et « pour que les terres les moins riches soient encore exploitées avec avantage » le prix d'achat du salpêtre était porté à 24 sols le livre.

Il était prescrit, d'autre part, aux régisseurs, pour permettre d'intensifier la fabrication de la poudre en proportion de l'augmentation de la récolte du salpêtre, de faire établir sans délai de nouvelles « batteries » dans toutes les poudreries « où l'abondance du cours d'eau pourrait le permettre » : un crédit d'un million était mis par la Trésorerie Nationale à la disposition de la Régie pour l'exécution de ces travaux.

Enfin, pour éviter que la levée en masse ne risque de priver la Régie d'une partie de son personnel, l'article 2 du décret spécifiait que tous les employés et ouvriers des ateliers, raffineries de salpêtre et fabriques de poudre étaient « mis en réquisition actuelle ».

La Régie se mit rapidement à l'œuvre, soutenue et contrôlée de près par le Comité de Salut Public. L'extraction du salpêtre est activement poussée dans l'Indre-et-Loire et dans les départements limitrophes riches en terres et en matériaux salpêtrés. Le Comité prescrit au Ministre des Contributions publiques d'y envoyer en mission l'apothicaire Vauquelin (1). On lui adjoint le citoyen Jacotot, principal du collège de Dijon, ami de Prieur, de la Côte d'Or ; tous deux prennent le titre de « commissaires du Comité de Salut Public pour l'exploitation des salpêtres » : ils sont autorisés à délivrer autant de commissions de salpêtriers qu'ils le jugeront nécessaire. La fouille est également intensifiée à Commune Affranchie (2) qui a été livrée aux démo-

(1) Arch. Nat. AF II* 121 et 130.

(2) Ci-devant ville de Lyon.

lisseurs en Octobre à la suite de la révolte de la ville et constitue un vaste champ d'expériences : Toulon « l'infâme cité convertie en Port-la-Montagne » subira le même sort ; « ses édifices odieux tombent sous le marteau des républicains et sont convertis en salpêtre tyrannicide (1) ». La recherche du salpêtre est aussi poussée activement sur les ordres du Comité dans le Comtat Venaissin, nouvellement rattaché à la France, et dans le Département du Bec d'Am-bès après la tentative d'insurrection fédéraliste de Bordeaux.

La Régie intensifie parallèlement la capacité de production de ses poudreries. On établit une nouvelle batterie à Essonne ; « à La Fère, on reconstruit celle qui avait été détruite ; à Mézières, on aura une batterie de plus avec de légers travaux ; à la fabrique de Vonges, on va s'assurer des moyens de rétablir une nouvelle batterie (2) » :

Cependant, malgré toute l'activité déployée, tant par les fonctionnaires de la Régie que par les envoyés extraordinaires du Comité de Salut Public, la production du salpêtre n'augmente que dans de faibles proportions. Le 4 Décembre (14 Frimaire an II) Prieur, de la Côte-d'Or, au nom du Comité de Salut Public, rend compte à la Convention des résultats obtenus en signalant leur insuffisance (3). Il insiste sur la richesse du sol national en salpêtre, il mentionne les travaux des « naturalistes et chimistes » qui l'ont

(1) Barère : Rapport à la Convention du 13 Pluviose an II.

(2) Note de la Régie au Comité de Salut Public du 21 Septembre 1793. Arch. Nat. AF II* 128.

(3) Rapport sur le salpêtre, fait à la Convention Nationale au nom du Comité de Salut Public par CA. Prieur, député de la Côte-d'Or. Bibl. Nat. Le 38 591.

révélée, il rend hommage aux efforts de la Régie, mais il estime que « les récoltes accoutumées ne répondent plus à l'ardeur des républicains » ; « le riche dépôt de salpêtre que la nature confie sans cesse à nos terres demande à passer en plus grande abondance dans les mains de nos guerriers ». Sans doute a-t-on étendu les pouvoirs d'investigation des salpêtriers et accru notablement leur nombre, « mais combien de terrains ont échappé jusqu'ici à leurs recherches, quelle masse de salpêtre repose inerte et sans utilité pour la République ! Quelle espérance ne doit-on pas concevoir en intéressant tous les citoyens à cette récolte : il n'y a pas un lieu habité par des hommes ou des animaux qui ne renferme de ce sel précieux ». Puisque les salpêtriers ne suffisent plus à extraire tout le salpêtre qui peut être recueilli, pourquoi n'astreindrait-on pas tous les habitants à récolter eux-mêmes le nitre qui se trouve dans leurs maisons ? « Le Comité de Salut Public appelle tous les citoyens à fournir par des moyens simples qui sont en leur possession un nouvel élément à l'ardeur qui fait voler au combat les défenseurs de la Patrie. Il propose aux habitants de la France qui tous sont devenus soldats de recueillir aussi le salpêtre qu'ils ont sous la main ». Aucun Français ne voudra se refuser à acquitter cette patriotique contribution librement consentie : « Sous les tyrans François les citoyens étoient obligés de laisser faire dans tous les points de leurs demeures des recherches, des fouilles pour obtenir le salpêtre. Sous l'empire de la liberté et de la raison, le bon citoyen offre de lui-même ce qu'il possède d'utile pour la Patrie, et si l'égoïsme s'y trouve contraint par des mesures révolutionnaires, ce n'est qu'à son opiniâtreté qu'il peut imputer la gêne qu'il éprouve ». Le salpêtre que récolteront les particuliers leur sera d'ailleurs payé un juste prix et « dans

l'exécution même de ces mesures qui doivent contribuer au salut public les citoyens trouveront l'avantage de tirer un profit nouveau de leurs possessions ».

La participation de tous les habitants de la République à la recherche du salpêtre, conclut Prieur, décuplera pour le moins la production : « L'aperçu du résultat que doit produire la loi que vous propose le Comité de Salut Public est une récolte de 30 à 40 millions de salpêtre, ce qui fait une quantité suffisante pour exterminer tous les ennemis de la liberté que pourroient vomir l'Europe et l'Asie si elles étoient liguées contre elle ».

Aussi l'Assemblée adopte-t-elle sur le champ le projet de décret qui lui est soumis et qui fait de chaque Français le pourvoyeur de la Régie. Le décret du 14 Fumaire an II est la partie la plus essentielle de la législation révolutionnaire en matière de poudres et salpêtres ; il consacre l'obligation la plus étendue qui ait été imposée aux particuliers dans ce domaine.

Aux termes de ce décret, dont le préambule était rédigé dans le style déclamatoire de l'époque (1), tous les citoyens, soit propriétaires, soit locataires, excepté ceux dont les habitations étaient comprises dans l'arrondissement d'un salpêtrier, étaient invités à lessiver eux-mêmes « le terrain

(1) « La convention nationale, considérant que tous les citoyens français sont également appelés à la défense de la liberté, que tous les bras doivent être armés pour elle, que toutes les propriétés doivent concourir aux moyens de repousser la tyrannie et qu'au moment où les manufactures d'armes à feu se multiplient sur toute la surface de la République il faut multiplier les fabriques de salpêtre en même proportion directe... »

formant la surface de leurs caves, de leurs écuries, bergeries, pressoirs, celliers, remises, étables », ainsi que les décombres de leurs bâtiments. Le salpêtre ainsi récolté devait être payé par la Régie, comme aux salpêtriers, 24 sols la livre. Il était enjoint aux municipalités de former un atelier commun — véritable « centrale » de lessivage et d'évaporation — dans lequel seraient lessivées les terres et évaporées les lessives que les citoyens, ne pouvant traiter eux-mêmes, y feraient transporter. Dans chaque commune, les municipalités devaient désigner l'homme « le plus propre par ses connaissances et par son patriotisme » à diriger les opérations de cet atelier et à « éclairer » ses concitoyens sur celles qu'ils voudraient faire chez eux.

Dans chaque district, l'administration du district était invitée à nommer un « agent du district pour la fabrication du salpêtre », chargé de contrôler l'activité de toutes les municipalités du district, de « répandre la connaissance des procédés les meilleurs et les plus économiques et de faire la visite des lieux propres à donner du salpêtre afin de s'assurer s'il n'y en a point dont l'exploitation soit négligée ».

Enfin, dans chaque département, la Régie devait affecter un de ses fonctionnaires à l'instruction des agents de district dans le « travail de l'extraction du salpêtre ». Ceux-ci devaient être désignés par les administrations de district parmi les citoyens « faisant preuve des connaissances suffisantes » (1) ; après un court stage auprès du préposé de la

(1) La plupart des directoires de district désignèrent comme « agents de district » des apothicaires. Le rôle des apothicaires dans la fabrication du salpêtre pendant la période révolutionnaire a été mis en relief par M. Lenoir (*Historique et législation du salpêtre : les pharmaciens et les ateliers révolutionnaires de salpêtre*. Thèse de pharmacie, Nancy 1922) et Mlle Michon : (*La pharmacie en Bas-Poitou dans l'ancien*

Régie, ils recevaient de celui-ci un certificat de capacité qui leur conférait le droit à un traitement de 1.500 livres par mois, payé par l'administration du district sur les fonds mis à sa disposition par le Ministre des Contributions publiques : il était délégué à celui-ci pour subvenir aux dépenses de fabrication des salpêtres et des poudres une nouvelle somme de 4 millions.

La totalité du salpêtre produit dans chaque commune devait être portée au chef-lieu du district, réceptionnée par l'agent de district et payée, sur reconnaissance de celui-ci, à la caisse du receveur du district. Le salpêtre ainsi rassemblé était mis à la disposition de la Régie à laquelle incombait le transport depuis les chefs-lieux de district jusqu'à ses raffineries.

Le décret du 14 Frimaire an II — que la Convention recommandait à la vigilance patriotique des sociétés populaires — spécifiait que pour mettre la récolte du salpêtre à la portée de tous les citoyens il serait envoyé par le Comité de Salut Public dans toutes les communes de la République une instruction sur l'extraction du salpêtre qui devrait être lue « sous l'arbre de la liberté » trois décadis consécutifs et serait déposée à la municipalité pour être consultée ou transcrite par tous ceux qui voudraient en faire usage.

Cette instruction fut rapidement rédigée par la Régie et diffusée sans délai sur tout le territoire, Condensée en sept pages (1), elle exposait clairement et simplement le

Régime. La récolte du Salpêtre en Vendée pendant la Révolution. Thèse de Pharmacie, Toulouse, 1925).

(1) « Instruction pour tous les citoyens qui voudront exploiter eux-mêmes du salpêtre, envoyée dans toutes les municipalités par le Comité de Salut Public, conformément au décret du 14 Frimaire de l'an II », Bibl. Nat. Le 38-591.

mode de fabrication du salpêtre, travail qui était présenté comme étant d'une extrême facilité : « Chacun dans son ménage pourra l'exécuter » ; elle était divisée en trois parties : la reconnaissance et le choix des terres salpêtrées — le lessivage des terres — l'évaporation de la lessive, et se terminait par un « vibrant » appel au patriotisme des habitants de la commune : « Si tous les citoyens s'imposaient le devoir de fournir au moins une livre de salpêtre, il en résulteroit presque en un instant un approvisionnement de 25 millions qui seroit plus que suffisant pour terrasser tous les esclaves des tyrans ».

Un vaste champ d'activité se trouvait désormais offert au zèle de tous les Français. La nouvelle organisation n'impliquait pas, toutefois, l'abandon par la Régie des prérogatives qui lui avaient été attribuées jusque-là : le « travail d'extraction » prévu dans chaque commune, et confié au patriotisme des citoyens se juxtaposait simplement à la fouille de ses salpêtriers, sans empiéter sur leur domaine habituel et, par l'intermédiaire des fonctionnaires qu'elle déluguait dans chaque département à l'instruction des agents de district, la Régie conservait sur l'exploitation « révolutionnaire » un droit de regard et de contrôle. Mais elle devait être bientôt reléguée au second plan par les initiatives hardies du Comité de Salut Public. Le rôle du Ministre des Contributions publiques dans l'application du décret du 14 Frimaire était limité à « tout ce qui avait rapport au service de la Régie des poudres » : il était spécifié, par contre, que le Comité de Salut Public surveillerait l'exécution de ce décret « dans toutes ses parties » ; le Comité allait insensiblement accentuer l'autonomie de la nouvelle exploitation en la soumettant directement à son autorité.

Sa « Section des armes », créée et dirigée par Prieur, qui fut l'animateur de toutes les fabrications de guerre, s'était rapidement développée en Frimaire lorsque le Comité fut investi en fait du pouvoir exécutif. Elle comprenait un « Bureau des poudres » spécialement chargé de centraliser toutes les questions relatives aux poudres et salpêtres. A cette cellule, devaient nécessairement correspondre des organes régionaux d'exécution et ce rôle ne pouvait être dévolu aux représentants en mission du Comité, dont toute l'activité se trouvait déjà absorbée par les multiples attributions dont ils étaient investis. Aussi, dès le 4 Nivôse (1), (24 Décembre 1793), le Comité de Salut Public divisait la France en huit arrondissements et décidait de déléguer dans chacun d'eux un « inspecteur temporaire » pour contrôler et activer la récolte du salpêtre dans les municipalités.

Chaptal, professeur à l'Université de Montpellier, et déjà célèbre par ses travaux de chimie appliquée, se vit confier le 18 Nivôse (2) les départements du Var, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Aveyron, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Garonne et du Lot.

Les autres inspecteurs furent nommés le 24 Nivôse (3).

L'apothicaire Vauquelin, qui s'était déjà distingué en Touraine, fut chargé d'une circonscription englobant l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Vendée, la Vienne, la Charente et la Charente-Inférieure, la Haute-Vienne, le Bec d'Ambès, la Dordogne et la Corrèze ; son ancien collègue

(1) Aulard : *Recueil des actes du Comité de Salut Public*, t. IX, p. 626.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 101.

(3) *Ibid.*, t. X, p. 224.

Jacotot était délégué dans le Loir-et-Cher, le Loiret, la Nièvre, l'Allier, le Cher, l'Indre, la Creuse, le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire.

Le Nord, le Pas-de-Calais, l'Aisne, l'Oise, la Somme, l'Eure-et-Loir, l'Eure, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne relevaient de Descroizilles, apothicaire à Rouen, qui s'était signalé par ses travaux sur les nitrières artificielles. Un autre apothicaire, Boudet, était chargé d'un arrondissement comprenant les départements de l'Est : Ardennes, Meurthe, Moselle, Haut-Rhin et Bas-Rhin, Meuse, Vosges, Aube, Marne, Haute-Marne, Saône et Haute-Saône.

La Côte-d'Or, le Jura, la Saône-et-Loire, l'Isère, le Mont-Blanc, l'Ardèche, la Drôme, les Hautes-Alpes, et les Basses-Alpes étaient placés sous le contrôle du citoyen Tartin. Au citoyen Dorthès on confiait le Lot, le Lot-et-Garonne, le Gers, les Landes, les Basses-Pyrénées et les Hautes-Pyrénées, l'Ariège, le Tarn et le Cantal. Enfin, la Manche, le Calvados, l'Orne, la Sarthe, la Mayenne, le Maine-et-Loire et les cinq départements ci-devant bretons : Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord et Ille-et-Vilaine étaient attribués au citoyen Guillemain, ancien apothicaire, aide-major de l'armée de l'Ouest.

Chacun de ces inspecteurs était gratifié d'un traitement de 700 livres par mois, non compris les frais de déplacement, et prenait le titre de commissaire du comité de Salut Public.

A Paris, l'action du Comité s'était rapidement exercée de façon encore plus directe. La loi du 14 Frimaire avait été recommandée le 9 Nivôse (29 Décembre 1793) au patriotisme des habitants par une emphatique proclamation de

Dufourny (1), dit l'Homme libre, membre de la Régie et président du Département de Paris. Plusieurs sections de la capitale avaient aussitôt entrepris l'organisation d'ateliers communs de salpêtre où tous les habitants du quartier venaient apporter le produit du lessivage de leurs caves (2). Mais, dans beaucoup de quartiers, les efforts méritoires hâtivement déployés sans aucune méthode par des citoyens isolés n'avaient donné que des résultats médiocres, et sur d'autres points de la capitale, la bonne volonté de quelques patriotes zélés s'était heurtée au scepticisme et à l'indifférence de la masse (3). Aussi, le Conseil Général de la Com-

(1) « ... Oui, c'est trop peu du fer, il faut encore du feu. La Nature l'a condensé dans le salpêtre, il est l'âme des fusils et des canons... Que chacun se dise : le salut du genre humain est peut-être dans la dernière livre de salpêtre que recèle ma demeure ». (Adresse aux citoyens pour l'extraction de tout le salpêtre, lue à la Société de la Liberté et de l'Égalité, séant aux Jacobins de Paris, le 8 Nivôse, par Dufourny et placardée dans Paris le lendemain ». « Moniteur » du 13 Nivôse).

(2) « Déjà plusieurs sections de Paris qui sont en possession de donner des exemples patriotiques aux autres sections de la République se sont empressées de répondre à sa voix ; celles de la Montagne, des Piques, des Gardes Françaises, de l'Unité, du Faux-Bourg Montmartre et quelques autres ont fait preuve de zèle et d'activité ; elles ont fait des ateliers publics dirigés par des sans-culottes qui prouvent par leurs manipulations utiles que le zèle supplée l'instruction et que la bonne volonté est la meilleure caution du succès ». (Rapport de Barère à la Convention, 13 Pluviôse, An II).

(3) « Nous sommes instruits, citoyens que des malveillants, conseillés par un vif intérêt ou par des contre-révolutionnaires conduits par le parti étranger, répandent partout le bruit que les mesures ordonnées par la Loi du 14 Frimaire dernier ne produisent point de salpê-

mune de Paris avait-il jugé nécessaire de prendre la direction générale des travaux pour secouer l'inertie de certains quartiers et coordonner les opérations des ateliers qui s'étaient formés spontanément ou dont il provoquerait la formation dans les 48 sections de la capitale.

Le 3 Pluviôse (22 Janvier 1794) il rendait un arrêté enjoignant à toutes les sections de nommer dans leurs prochaines réunions une commission chargée de vérifier les terres salpêtrées qui se trouveraient dans l'étendue de leurs arrondissements et de présider à l'extraction du salpêtre ; les citoyens étaient invités à provoquer la visite de leurs caves avant la fin de la décade sous peine d'être traités comme suspects (1).

Mais le Conseil Général de la Commune n'eut pas le temps d'exercer le rôle de coordination qu'il s'était attribué. Dès le 7 Pluviôse, il était dessaisi par un arrêté du Comité de Salut Public qui prenait directement en mains l'organisation de l'extraction du salpêtre dans la capitale. Cet arrêté instituait une « Administration des salpêtres et poudres de la Commune de Paris » exclusivement chargée de diriger l'extraction « révolutionnaire » du salpêtre dans l'enceinte de la ville et de construire, et ultérieurement d'exploiter, les raffineries de salpêtre et les poudreries que le Comité de Salut Public envisageait d'installer dans Paris (2).

Cette Administration comprendra trois membres qui seront solidairement responsables et recevront, comme les membres de l'Administration centrale de la fabrication

tre ». (Circulaire du Comité de Salut Public aux citoyens des Sections de Paris et des districts de la République, « Moniteur » du 2 Pluviôse).

(1) « Moniteur » du 5 Pluviôse.

(2) Aulard : *Recueil*, t. X, p. 480.

extraordinaire des armes, un traitement de 8.000 livres par an : ils seront nommés par le Comité de Salut Public sur la proposition du Conseil Général de la Commune. La nouvelle Administration est dotée d'une autonomie intégrale : l'arrêté stipule qu'elle sera « complètement indépendante du Ministre des Contributions Publiques et de la Régie des poudres ; elle sera sous la surveillance et l'autorité immédiate du Comité de Salut Public, elle aura sa comptabilité propre et recevra des fonds particuliers dont elle sera responsable ».

Le monopole dont jouissait auparavant la Régie se trouve ainsi à nouveau fortement entamé et son activité restreinte à son domaine traditionnel : sans doute, conserve-t-elle l'exclusivité de la recherche du salpêtre dans tous les lieux où les salpêtriers sont autorisés, par leurs commissions, à exercer leur droit de fouille ; elle garde également la gestion de ses établissements ; elle exerce même encore par ses préposés dans les districts, une certaine influence sur l'extraction « révolutionnaire » dans les départements. Mais elle n'aura plus désormais aucun contrôle ni sur les ateliers des sections de Paris, ni sur les raffineries ou les poudreries dont le Comité de Salut Public va bientôt décider la construction dans la capitale.

Le Comité se propose d'ailleurs de modifier plus profondément encore une organisation qui ne répond plus, à son sens, aux nécessités exceptionnelles de l'heure. Barère dénonce le 13 Pluviôse (1^{er} Février 1794) (1) ; en rendant

(1) Barère : *Rapport et projet de décret sur l'établissement d'une commission des armes et poudres de la République*. 13 Pluviôse an II. Bibl. Nat. Le 38 677.

compte à la Convention, au nom du Comité, de la situation des fabrications de guerre, les difficultés et les lenteurs qu'entraîne le rattachement à plusieurs ministères des différentes fabriques d'armes et de munitions. « La fabrication des armes et poudres se trouve dévolue, ou plutôt divisée, par l'ancienne organisation ministérielle entre trois départements, guerre, marine, contributions publiques. Ainsi, il ne peut être tiré un coup de canon sur mer ou sur nos frontières qu'après avoir obtenu du Ministre des Contributions Publiques qu'il ait fait fabriquer de la poudre ». Une telle organisation n'est plus compatible avec le rythme accéléré qu'il est nécessaire d'imprimer à la production : il faut disposer de 24 millions de livres de poudres pour la campagne prochaine : « Peut-on, quand il s'agit d'approvisionnements aussi urgents et de fabrications extraordinaires se reposer sur une machine aussi traînante, aussi routinière, aussi surchargée que le sont les machines appelées Ministères » ? Une seule solution possible, concentrer toutes les fabrications entre les mains d'un organisme unique qui relèvera directement du Comité de Salut Public. Cette solution a déjà prévalu pour le ravitaillement qui a été confié à la Commission des Subsistances et Approvisionnements : il faut créer sur le même modèle une Commission des Armes et Poudres.

Cette création est décidée sur le champ par l'Assemblée qui adopte le projet de décret préparé par Barère.

La Commission des Armes et Poudres, placée sous la surveillance immédiate du Comité de Salut Public, sera composée de trois membres nommés par la Convention Nationale, sur la présentation du Comité, au traitement de 12.000 livres par an. Elle aura dans ses attributions, à partir

du 1^{er} Ventôse la fabrication des canons, des fusils et des armes blanches, ainsi que la « fabrication des salpêtres, potasses et poudres et la confection de toutes les matières qui y sont nécessaires ou qui en proviennent ». Les bureaux des Ministères de la Marine, de la Guerre et des Contributions Publiques chargés jusqu'ici du matériel de l'artillerie, des armes et des poudres lui seront rattachés à cet effet : la Régie des poudres passera en particulier sous ses ordres.

Elle sera seule chargée de pourvoir à l'approvisionnement des matières premières de toutes espèces nécessaires aux fabrications dont elle sera responsable ; elle pourra exercer sur l'ensemble du territoire le droit de préhension et de réquisition et se concertera pour les produits à faire venir de l'étranger avec la Commission des Substances et Approvisionnements, qui exerce le contrôle des importations.

Un crédit de 40 millions est mis à sa disposition pour toutes les dépenses de fabrication.

« Les Ministres de la Marine et de la Guerre n'auront plus qu'à fournir à la Commission des Armes et Poudres des demandes de tant de canons, de tant de milliers de fusils, de tant de milliers de poudre et la responsabilité ainsi que l'action ministérielle commencera là où finira celle de la Commission Nationale chargée de fabriquer et d'approvisionner ». La Commission des Armes et des Poudres sera, en fait, un véritable Ministère, lointain précurseur du Ministère de l'Armement qui fonctionna pendant la Guerre, à partir de 1915.

Les fonctions de commissaires des armes et poudres furent confiées aux Citoyens Dupin, Caron et Bezenech, par décret du 17 Pluviôse. Dupin était l'adjoint du Ministre de la Guerre Bouchotte, Caron avait été l'un des auxiliaires de

Dalbarade, Ministre de la Marine : une certaine continuité se trouvait ainsi assurée entre l'ancienne et la nouvelle organisation. Bezenech s'était fait remarquer par ses qualités d'organisateur à l'occasion de la création de la manufacture d'armes de Versailles dont il avait été l'animateur.

Barère avait signalé, dans son rapport du 13 Pluviôse, en passant en revue les différentes matières premières que nécessitait la fabrication des salpêtres et des poudres, que le Comité de Salut Public était surtout inquiet de l'approvisionnement en potasse. Sans doute, était-on parvenu à remplacer dans plusieurs de ses emplois cette base par la soude qui pouvait être produite maintenant en quantités notables (1) et la réserver ainsi presque complètement pour la fabrication du salpêtre ; les ressources envisagées étaient néanmoins insuffisantes, faute de bois, dont les cendres constituaient la matière première de ce produit. Aussi la Convention adopte-t-elle, dans sa séance du 13 Pluviôse, le second décret qui lui est soumis par Barère et qui prescrit une coupe extraordinaire de bois dans toutes les forêts du territoire français : chaque propriétaire est tenu de couper dans l'année la partie du bois qui n'aurait dû être mise en coupe que l'année suivante et les corps administratifs sont invités à pourvoir sans délai à l'exploitation des coupes dans les bois et forêts des particuliers qui auraient refusé ou négligé d'y faire procéder ; les bois provenant de cette

(1) « Un nouvel art, né de la chimie moderne en tirant la soude du sel marin et en multipliant sur notre territoire une denrée que l'étranger nous apportait et que nous pourrions bientôt lui revendre, va ménager la potasse et la remplacer dans tous les usages pour la reverser dans la fabrication du nitre ». (Barère : Rapport du 13 Pluviôse an II).

coupe extraordinaire pourront être réquisitionnés par la Commission des Armes et Poudres.

L'Assemblée rend enfin, le même jour, à la suite du rapport de Barère un troisième décret relatif aux poudres et salpêtres : ce décret renforce les pouvoirs quasi-discretionnaires attribués par la loi du 14 Frimaire au Comité de Salut Public pour surveiller l'extraction « révolutionnaire » du salpêtre et va lui permettre, en quelques lignes, de briser définitivement toute velléité de sabotage de l'organisation exceptionnelle qui a été mise sur pied : « ceux qui entraveront ou ralentiront par des défiances ou des propos malveillants les mesures prises par le Comité de Salut Public, par les sections ou par les citoyens pour la fabrication du salpêtre et de la poudre seront traités comme suspects ».

Deux jours après, le 15 Pluviôse, l'Administration Révolutionnaire des Salpêtres et Poudres de la Commune de Paris est définitivement constituée (1). Un arrêté du Comité de Salut Public place à sa tête sur la proposition du Conseil Général de la Commune de Paris les citoyens Millier, Caillet et Daubencourt. Le Comité ne semble pas toutefois avoir une confiance illimitée dans leur compétence (2), car il leur adjoint un commissaire de son choix qui « surveillera en son nom tous les travaux révolutionnaires relatifs aux salpêtres et aux poudres et aura voix délibérative dans l'administration ». Ce poste de confiance est attribué au chimiste

(1) Arch. Nat. AF II* 130.

(2) Millier était un ancien perruquier de la rue de Vaugirard. Daubencourt un marchand de maroquins du Passage de la Reine de Hongrie et Caillet avait été clerc de procureur. (Chaptal : Mes souvenirs sur Napoléon, p. 42).

Carny, ancien employé de la Régie des poudres, auquel on alloue un traitement de 12.000 livres, plus élevé que celui de ses collègues : Carny est spécialement chargé « d'introduire dans toute l'étendue de la République les procédés les plus prompts et les plus expéditifs, tant pour le raffinage des salpêtres bruts fournis par les citoyens et les communes en vertu du décret du 14 Frimaire que pour la fabrication de la poudre dans les districts ».

Les empiétements de la nouvelle administration sur les attributions de la Régie augmentent ainsi peu à peu : celle-ci perd de plus en plus le contrôle technique de l'exploitation révolutionnaire. En vain, s'efforce-t-elle, en adressant le 21 Pluviôse une circulaire à ses préposés instructeurs pour stimuler leur zèle, de conserver le peu d'influence qu'elle a encore sur les fabrications des districts. En vain, ses dirigeants essayent-ils de témoigner de leur civisme en demandant qu'on change leur titre de régisseurs « qui rappelle le souvenir de la royauté, odieux à tous les Républicains ». Si la Convention donne sur ce point satisfaction à leur requête et décide le 7 Ventôse que la Régie des poudres prendra à l'avenir le nom d' « Agence Nationale des Poudres et Salpêtres », un arrêté du Comité de Salut Public en date du 9 Ventôse (27 Février 1797) (1) étend définitivement à toute la République les pouvoirs de l'Administration révolutionnaire.

Celle-ci, désignée désormais sous le nom d' « Agence Révolutionnaire des poudres et salpêtres », est exclusivement chargée de « recueillir les salpêtres fabriqués par les citoyens, les communes et les districts, de faire raffiner les salpêtres qu'elle aura recueillis et de les transformer en

(1) Aulard : *Recueil*, t. X, p. 491.

poudres » ; tous les agents de districts nommés par la Régie passent sous ses ordres directs : la Régie ne conserve plus que ses attributions d'avant 1793.

Les deux Agences fonctionneront dorénavant côte à côte avec des champs d'activité distincts, sous l'autorité de la Commission des armes et poudres qui devra souvent intervenir pour rappeler à la jeune et fougueuse agence révolutionnaire la limite de ses attributions (1).

Le personnel dirigeant de la ci-devant régie avait déjà été renforcé quelque temps auparavant par l'adjonction aux trois régisseurs, Faucheux, Champy et Dufourny, du chimiste Leblanc qui avait été nommé membre de la Régie le 9 Nivôse. Il parut également nécessaire d'étoffer la direction de l'Agence révolutionnaire et le Comité de Salut Public décida de porter à cinq le nombre de ses administrateurs et d'arrêter cette fois son choix sur de véritables techniciens : il appela aux nouveaux postes ainsi créés deux des commissaires chargés de l'inspection du travail révolutionnaire dans les départements : le chimiste Chaptal et l'apothicaire Descroizilles.

(1) Le Comité avait déjà essayé par arrêté du 25 Pluviôse d'établir dans la capitale une ligne définitive de démarcation entre le domaine réservé aux investigations des salpêtriers et celui qui était ouvert à l'activité des simples citoyens. L'Administration Révolutionnaire et la Régie avaient été invitées à désigner des commissaires chargés de fixer, de concert, l'importance des matériaux salpêtrés qui devaient être laissés à la disposition des salpêtriers à Paris ; « au moyen le quoi les salpêtriers ne pourraient rien prétendre sur les souterrains exploités par les citoyens de Paris. Chaque nouveau salpêtrier nommé par la Régie sera de même approvisionné pour un an », Aulard ; *Recueil*, t. XI, p. 112,

Il n'était pas moins indispensable, à mesure que s'accroissaient l'étendue et la complexité de la tâche dévolue à l'Agence Révolutionnaire, de perfectionner les connaissances des cadres subalternes hâtivement recrutés à la suite du décret du 14 Frimaire et d'en accroître l'effectif.

Le Comité de Salut Public avait prescrit, par arrêté du 14 Pluviôse (1), l'ouverture de cours « révolutionnaires » sur « l'art de raffiner le salpêtre, de fabriquer la poudre, de mouler, fondre et forer les canons ». Tous les districts de la République avaient été invités à déléguer à ces cours deux citoyens « de vingt-cinq à trente ans, robustes, intelligents et accoutumés au travail, pris dans les compagnies de canonniers ou parmi les citoyens qui ont fait le service le plus actif dans la garde nationale » : la Commune de Paris devait en envoyer deux par section.

L'organisation de cette instruction fut précisée par arrêté du 25 Pluviôse (2). Il était prévu deux séries de cours de huit leçons chacune. La première série devait avoir lieu le matin à l'Amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle et porterait sur la fabrication et le raffinage du salpêtre et sur la fabrication des poudres. La seconde, qui aurait pour objet la fabrication des canons serait donnée dans la salle des élections de l'Archevêché, l'après-midi, de façon que les sujets les mieux doués et les plus assidus puissent suivre simultanément les deux séries.

On escomptait que le civisme et le zèle des élèves sauraient rendre suffisamment profitable cet enseignement un peu condensé, et Barère proclamait le 30 Pluviôse (18 Fé-

(1) Moniteur du 24 Pluviôse.

(2) Moniteur du 29 Pluviôse.

vrier 1794) (1), en annonçant à la Convention que les cours « révolutionnaires » seraient inaugurés le lendemain : « L'Ancien régime aurait demandé trois ans pour ouvrir des écoles, pour former des élèves, pour faire des cours de chimie ou d'armurerie. Le nouveau régime a tout accéléré... Les élèves seront dans la force de l'âge et de l'éducation formée. Leurs progrès sont infaillibles. Le pédantisme ne les instruira pas, c'est le patriotisme et la science qui se réuniront pour opérer ce prodige de l'instruction manufacturière et militaire ».

Les principes didactiques dont s'était inspiré, en l'occurrence le Comité de Salut Public étaient d'ailleurs assez curieux. La même leçon devait être répétée en effet chaque jour par trois professeurs « afin que les mêmes choses, par les manières différentes d'être exposées, devinssent plus claires à tous les genres d'esprit » (2). Les cours sur l'extraction et le raffinage du salpêtre qui comportaient cinq leçons (3) étaient ainsi simultanément professées par Fourcroy, Pluvinet et Dufourny ; Guyton de Morveau, Carny et

(1) Moniteur du 2 Ventôse.

(2) Monge : « Description de l'art de fabriquer les canons » faite en exécution de l'arrêté du Comité de Salut Public du 18 Pluviôse de l'an II de la République Française ». Imprimerie du Comité de Salut Public, An II.

(3) I. Histoire naturelle et principales propriétés du nitre ou salpêtre. II. L'Art de séparer le salpêtre des matériaux salpêtrés. III. Examen de la lessive des terres et des plantes ; évaporation et cristallisation de la lessive ; salpêtre de première cuite. IV. Raffinage et purification du salpêtre. V. Nature et traitement des eaux-mères du salpêtre,

Berthollet enseignaient tour à tour en trois leçons (1) l'« Art » de fabriquer la poudre, cependant que l'après-midi Hassenfratz, Monge et Périer exposaient successivement en huit leçons les principes de fabrication des canons.

Des séances pratiques dans les ateliers de salpêtre de la Régie et des sections de Paris et dans les fonderies complétaient cette instruction théorique un peu hâtive : un sommaire imprimé (2) résumant très clairement l'essentiel de chaque leçon était fort heureusement distribué à chaque élève. Une courte brochure, véritable catéchisme de la poudre et des salpêtres rédigé sous forme de demandes et réponses, fut d'ailleurs publiée par un patriote parisien, le citoyen Dulac, à l'usage des citoyens qui n'avaient pu suivre les cours (3).

Trois « promotions » d'élèves participèrent ainsi successivement aux cycles d'information, de dix jours chacun, qui s'ouvrirent le 1^{er}, le 11 et le 21 Ventôse et furent clôturés le 30 Ventôse (20 Mars 1794) par une « fête du salpêtre et des poudres ». Des délégations de toutes les sections de Paris participèrent à cette fête symbolique et défilèrent devant les membres de la Convention avec des échantillons

(1) I. Art de la fabrication de la poudre de guerre suivant les procédés en usage dans les ateliers de la Régie nationale. II. Procédé révolutionnaire pour la fabrication de la poudre de guerre. III. Propriétés de la poudre de guerre ; épreuves ; conservation.

(2) « Mort aux tyrans ! Programmes des cours révolutionnaires sur la fabrication des salpêtres, des poudres et des canons, faits à Paris par ordre du Comité de Salut Public les 1^{er}, 11 et 21 Ventôse, 2^e année », Arch. Nat. AD VI 79.

(3) Dulac : « L'agonie de tous les tyrans ou l'art de fabriquer la poudre qui va les exterminer ». Arch. Nat. AD VI 79.

du « tribut de leurs terres salpêtrées » cristallisées sous des formes patriotiques (1) : « C'était », dira plus tard Barère avec emphase, « un impôt territorial que la liberté y avait mis et dont le patriotisme avait fait la perception avec usure, le véritable gâteau des rois que chaque section venait offrir à ceux qui ont juré de les détruire » (2).

L'affectation des élèves ayant suivi les cours révolutionnaires — leur nombre s'élevait à 800 environ — fut précisée dès le 30 Ventôse par un arrêté du Comité de Salut Public (3) : une partie d'entre eux étaient renvoyés dans leurs districts pour y servir d'instructeurs ; les autres restaient à la disposition du Comité et devaient être affectés aux ateliers des sections de Paris et aux nouveaux établissements dont l'agence révolutionnaire entreprenait la construction dans la capitale.

Les raffineries et les poudreries de l'Agence Nationale ne pouvaient guère, en effet, malgré les extensions qui leur avaient été apportées dès le mois de Septembre 1793, raffiner et transformer en poudre que 400.000 livres environ de salpêtre brut par mois. Or, le Comité comptait que la production de salpêtre dépasserait à bref délai 1.500.000 livres par mois ; il avait fallu réaliser de toute urgence l'installation de nouveaux ateliers de raffinage de salpêtre et de fabrication de la poudre.

Mais les procédés de fabrication employés dans les établissements de l'ancienne Régie étaient longs et nécessi-

(1) Le compte rendu de cette fête parut dans le *Moniteur* du 4 Germinal.

(2) Barère : *Rapport à la Convention*, 26 Messidor, An II.

(3) Arch. Nat. AF II* 123.

taient un matériel compliqué. Aussi, le Comité de Salut Public avait-il décidé de construire les nouvelles fabriques sur la base des méthodes plus « expéditives » qu'avait proposées le chimiste Carny, dont les « découvertes révolutionnaires » suscitèrent l'enthousiasme des membres de la Convention (1).

Carny s'était borné, à vrai dire, à mettre au point le mode de raffinage par lavage du salpêtre à l'eau pure que Lavoisier, à la suite des essais qu'il avait effectués en 1792 après avoir quitté la Régie (2), avait proposé de substituer à l'ancien procédé : celui-ci comportait deux cristallisations successives et donnait un salpêtre difficile et long à sécher.

(1) « Le génie républicain est apparu dans les ateliers des citoyens ; le talent de simplifier la marche des opérations mécaniques, l'amour de la patrie, en un mot, ont présidé aux inventions et un nouvel art est né tout entier et presque porté à la perfection de la réunion fraternelle et patriotique autant que des veilles des artistes et des savants.

Tout est simplifié ; on purifiera, on raffînera le nitre révolutionnaire en quelques jours au lieu de plusieurs décades que le raffinage exigeait autrefois ; on fera dans quelques jours et dans des machines qu'on trouve partout de la poudre au moins aussi bonne que celle qu'on a fabriquée jusqu'à présent ». (Barère : *Rapport à la Convention*, 13 Pluviôse, an II).

(2) « Mémoire sur les différentes méthodes proposées pour déterminer le titre ou la qualité du salpêtre brut ; sur la volatilisation de ce sel qui a lieu par la simple ébullition et sur les changements qu'il paraît convenable de faire aux opérations usitées jusqu'à présent pour le raffinage du salpêtre ».

Ce procédé fut d'ailleurs appliqué à la suite de l'arrêté du Comité de Salut Public du 12 Vendémiaire, an III, dans toutes les raffineries anciennes.

C'est à Paris qu'on monta la première raffinerie destinée à être exploitée d'après la nouvelle méthode. Le choix du Comité de Salut Public s'arrêta sur les bâtiments de l'ancienne Abbaye des Bénédictins de St-Germain des Prés qui avaient été transformés par les patriotes de la Section de l'Unité en Temple de la Raison et furent mis le 14 pluviôse à la disposition de l'Administration Révolutionnaire (1). Les travaux furent activement poussés sous l'impulsion de Carny et la nouvelle raffinerie dite « raffinerie de l'Unité » fut placée par arrêté du Comité de Salut Public du 19 Floréal sous les ordres d'un membre de la Convention, le représentant Frécine (2). Elle fut mise en marche à la fin de Prairial (Juin 1794) et sa production dépassa rapidement les évaluations les plus optimistes : prévue initialement pour raffiner 10.000 livres de salpêtre brut par jour, elle en traitait en Messidor (Juillet 1794) plus de 25.000, alors que la plus importante des raffineries anciennes atteignait à peine 3.000 livres. On escomptait même que la production pourrait être portée à 40.000 livres on ajourna dès lors la construction des raffineries dont la création avait été envisagée dans les districts (3).

Le rendement de la fabrique de poudre que l'administration révolutionnaire avait installée dans Paris avait également dépassé toute espérance.

La poudre était fabriquée jusqu'alors dans les poudreries de la Régie au moyen de mortiers à pilons dans lesquels l'agglomération des trois constituants, préalablement hu-

(1) Aulard : *Recueil*, t. X, p. 617.

(2) Arch. Nat. AF II 23.

(3) Barère : Rapport à la Convention du 26 Messidor, an II.

mectés, était réalisée par battage : la croûte humide obtenue était concassée à la main, criblée à travers un tamis et séchée par exposition à l'air. Ce mode de fabrication, qui donnait une poudre très régulière, mettait en œuvre un matériel de construction délicate et de faible rendement : la charge des mortiers ne dépassait pas 10 livres et le battage durait 12 heures ; il nécessitait, en outre, un personnel expérimenté (1) et il avait l'inconvénient d'être très long par suite de la durée du séchage de la poudre. Dès la fin de Frimaire, Carny avait proposé au Comité un procédé de fabrication plus sommaire : trituration des trois composants dans une tonne remplie de gobilles en bronze, sans humectation préalable ; agglomération sous pression, au moyen d'un levier chargé de poids, du poussier obtenu, disposé sur des plateaux empilés ; découpage des galettes de poudre en lamelles, puis en grains à l'aide de rouleaux de bois cannelés. Des échantillons de la poudre fabriquée par ce procédé furent soumis à une commission composée de Berthollet Monge et Hassenfratz (2). Les essais furent satisfaisants : la poudre examinée était évidemment moins homogène et

(1) L'opération du « rechange » qui était effectuée toutes les heures au cours du battage exigeait en particulier des ouvriers prudents et exercés. Il se formait rapidement au fond du mortier un culot de matière fortement tassé dit « faux-cul » qui adhérait à la paroi et ne participait pas au mouvement de la masse ; pour éviter le durcissement et l'échauffement dangereux de ce culot, on arrêtait les pilons toutes les heures, on détachait le faux-cul avec un grattoir et on faisait passer le contenu de chaque mortier dans le mortier suivant de la batterie, le contenu du dernier mortier étant remis dans le premier (Bottée et Riffault : *L'Art de fabriquer la poudre à canon*, *op. cit.*, p. 216).

(2) Aulard : *Recueil*, t. IX, p. 416.

de conservation moins sûre que la poudre de la Régie, mais comme l'utilisation devait suivre de près la fabrication, cet inconvénient ne fut pas jugé rédhibitoire (1) et le Comité de Salut Public décida d'employer le procédé de Carny dans la nouvelle poudrerie qu'on installa dans les bâtiments du ci-devant château de Grenelle.

La direction du nouvel établissement fut confiée le 19 Germinal (8 Avril 1794) à un membre de la Convention, l'ingénieur de la marine Nion (2), et la fabrication commença au début de Prairial (Mai 1794). La production qui était à l'origine de 10.000 livres par jour, fut rapidement portée à 20.000, puis à 30.000 livres; et Barère n'hésitait pas à

(1) Les hommes de l'An II avaient, d'ailleurs, poussé à l'extrême la recherche de la simplification. Au cours d'expériences exécutées au Camp de La Fère sous la direction du Général d'Aboville, on avait même essayé de tirer le canon avec « un simple mélange de salpêtre, soufre et charbon au dosage convenable » et on avait constaté qu'un boulet en recevait « une impulsion assez considérable ». (Prieur: Révélations sur le Comité de Salut Public. *Revue Bleue*, 1918; n° 4, p. 112).

Barère lui-même n'avait-il pas indiqué, avec le plus grand sérieux, à la Convention, le 13 Pluviôse: « qu'une anecdote trop peu connue prouvait depuis longtemps l'exécution de ce procédé ». « L'industrie, expliquait Barère, habite les cachots comme les ateliers et les cabinets. La Bourdonnaie, enfermé dans la Bastille, tire dans son cachot devant le gouverneur un coup de pistolet. Le gouverneur étonné l'interroge: « Voici comment je me suis armé, comment j'aurais pu me tuer, répond La Bourdonnaie, j'ai gratté le salpêtre sur les murs de mon cachot, j'ai pris du charbon dans mon foyer, les allumettes m'ont fourni le soufre; une cuillère d'étain m'a donné les balles et un étui d'or qui m'a été laissé s'est changé en canon ».

(2) Aulard: *Recueil*, t. XIII, p. 455.

proclamer le 26 Messidor, en rendant compte à la Convention de l'essor prodigieux des deux fabriques de l'Unité et de Grenelle, que la Belgique avait été conquise avec de la « poudre révolutionnaire ».

De fait, à la veille de la réaction thermidorienne (fin Juillet 1794), la puissance de production en salpêtre et en poudre avait été développée dans des proportions considérables, et l'importance des tonnages fabriqués depuis la fin de l'année 1793 était sans précédent.

Les ateliers révolutionnaires des districts, au nombre de plus de 6.000 répartis sur tout le territoire, pouvaient fabriquer en Thermidor environ 45.000 livres de salpêtre par jour : ils en avaient produit depuis le 14 Frimaire (4 Décembre 1793) plus de 8 millions de livres. Les sections de Paris avaient monté dans la capitale plus de 60 ateliers d'extraction dont la production globale dépassait 5.000 livres par jour ; elles avaient fourni 730.000 livres de salpêtre.

Les salpêtriers de l'Agence Nationale en avaient extrait de leur côté plus de 4 millions de livres ; en Thermidor, ils produisaient environ 25.000 livres par jour dont 4.000 à Paris.

La capacité de production des installations de raffinage avait été élevée de 400.000 à 1.500.000 livres par mois. Les raffineries de l'ancienne Régie pouvaient traiter 25.000 livres de salpêtre par jour ; celle de l'Unité en raffinait au moins autant et depuis sa mise en service, en Prairial, elle avait traité plus de 2 millions de livres.

La puissance de production des poudreries avait été portée au même niveau et dépassait 50.000 livres par jour ; la poudrerie de Grenelle, à elle seule, pouvait en faire 30.000

et l'ensemble des poudreries de l'Agence Nationale, dont le rendement avait presque doublé, en fabriquaient environ 20.000 : elles avaient produit plus de 3 millions de livres depuis le 14 Frimaire (1).

Les Anglais eux-mêmes avaient dû rendre hommage à l'effort prodigieux accompli sous l'énergique impulsion du Comité de Salut Public et Barère avait pu citer avec fierté à la Convention, le 26 Messidor (14 Juillet 1794), ce fragment d'un discours prononcé par Stanhope, le 4 Avril, à la Chambre des Lords : « On a répandu les bruits les plus exagérés sur le manque de munitions qui devaient empêcher les Français de soutenir une seconde campagne, et, au contraire, il est arrivé que ce peuple ingénieux a su se fournir lui-même de poudre à canon. Les chimistes ont mis à la portée du peuple l'art de fabriquer le salpêtre et déjà les mains empressées des citoyens en ont fait plus qu'il n'en faut pour la campagne. La facilité avec laquelle ils ont tiré le salpêtre des entrailles de la terre prouve et leurs ressources et la fécondité de leur génie ; de pareils hommes portent le joug hors de chez eux, mais ne le reçoivent pas ! »

(1) Rapport manuscrit du Bureau des poudres et salpêtres de la Section des Armes du Comité de Salut Public sur les fabrications de salpêtre et de poudre du 14 Frimaire au 10 Thermidor, An II. Arch. Nat. AF 11-23 d. 190, p. 67.

CHAPITRE VI

La régie des poudres après Thermidor La loi du 13 Fructidor An V

Si prodigieux que fussent les résultats obtenus en quelques mois dans la fabrication des poudres et salpêtres à la suite des diverses mesures prises depuis le début de l'An II, l'organisation instituée en Ventôse par le Comité de Salut Public ne laissait pas de présenter de graves défauts.

L'Agence Nationale et l'Agence Révolutionnaire n'avaient pu, fatalement, rester aussi strictement séparées qu'on l'avait prévu à l'origine. Elles avaient sans doute, théoriquement, des domaines distincts et chacune d'elles était chargée en principe de raffiner et de transformer en poudre uniquement le salpêtre brut qu'elle récoltait. Mais leurs activités, trop voisines, n'avaient pas toujours pu être rationnellement coordonnées par la Commission des Armes et Poudres, souvent gênée par les initiatives, parfois intempestives, du Comité de Salut Public, qui s'efforçait, pour des raisons de prestige personnel, d'accroître l'importance du rôle dévolu à l'Agence révolutionnaire.

Des conflits d'attributions s'étaient élevés à plusieurs reprises à propos du traitement des matériaux salpêtrés, chacune des deux Agences cherchant à extraire le maximum de salpêtre pour alimenter à plein ses raffineries et ses pou-

dreries. D'après Barère (1), les salpêtriers de l'Agence Nationale récoltaient souvent le salpêtre « révolutionnaire » qui devait alimenter la raffinerie de l'Unité et celle-ci avait été plusieurs fois sur le point d'en manquer. Si l'on en croit, au contraire, Bottée et Riffault, tous deux commissaires de l'Agence Nationale, l'un à la poudrerie de Port-Chamas (ci-devant Saint-Chamas), l'autre à la poudrerie du Ripault, l'Agence Révolutionnaire « par l'envie de présenter par elle seule les plus grands produits, faisait arriver dans son établissement de l'Abbaye de Saint-Germain à Paris et des points les plus éloignés de la France, le salpêtre qui y était ordinairement amené à grands frais, très souvent par la voie de la poste, alors que les raffineries de l'Agence Nationale, même celles établies dans les lieux par lesquels le salpêtre était transporté, en manquaient et ne pouvaient plus suffire au travail des poudreries » (2).

Les mêmes compétitions se reproduisaient à chaque instant pour les approvisionnements en soufre et en potasse et les fausses manœuvres continuelles qui en résultaient ne pouvaient qu'être préjudiciables au rendement de l'ensemble de l'exploitation.

Le Comité de Salut Public avait été obligé de reconnaître les inconvénients de cette situation. « Le service des deux Administrations s'entrave et se contrarie, indiquait Barère à la Convention le 26 Messidor (14 Juillet 1794) ; l'une a une origine révolutionnaire, l'autre a pris naissance dans l'Ancien régime ; ces deux filles de lits différents pourraient nuire à la paix domestique et détruire le patrimoine national au lieu de l'augmenter ». Il proposait,

(1) Barère : *Rapport à la Convention*, 26 Messidor.

(2) Bottée et Riffault : *op. cit.*, p. 137.

en conséquence, le remplacement des deux Agences par une « administration une et centrale ». « Il y aura ainsi unité dans les mesures, on connaîtra à chaque instant l'état du salpêtre, du salin, etc... ; la répartition égale et convenable des matières dans les divers ateliers se fera avec exactitude et célérité ; il n'y aura plus de stagnation nulle part ; des plans suivis pour la fabrication du salpêtre et la fabrication de la poudre pourront être faits et exécutés. Tous les agents et employés marcheront d'un pas égal vers l'amélioration des fabrications ».

Cette solution fut adoptée sur le champ par la Convention, qui chargea le Comité de Salut Public de mettre sur pied la nouvelle organisation. L'Agence Nationale fut supprimée par décret du 26 messidor et l'Agence Révolutionnaire par arrêté du Comité de Salut Public du 28.

Cet arrêté instituait en même temps une « Agence des poudres et salpêtres » chargée de surveiller sous l'autorité de la Commission des Armes et Poudres « tout le travail ancien et le travail révolutionnaire des salpêtres et poudres » et composée de trois membres, aux appointements de 6.000 livres par an : ceux-ci furent désignés par un arrêté du Comité de Salut Public du même jour : deux d'entre eux, Chaptal et Millier étaient pris parmi les cinq membres de l'ancienne Agence Révolutionnaire ; le troisième, Champy, était l'un des trois membres de l'ancienne Agence Nationale.

Grâce à cette organisation, on put procéder à une répartition plus rationnelle du salpêtre brut entre les diverses raffineries et du salpêtre raffiné entre les différentes poudreries. Le développement vertigineux des deux grands établissements de Paris, d'abord accueilli avec enthousiasme, avait suscité à la longue quelques appréhensions. L'accumulation dans la capitale de la presque totalité des moyens de produc-

tion risquait de devenir dangereuse et on jugea préférable de ne plus accroître désormais la raffinerie de l'Unité et la poudrerie de Grenelle et d'utiliser au maximum les établissements dispersés dans les départements.

Les craintes qui avaient inspiré cette mesure n'étaient malheureusement que trop justifiées. Le 2 Fructidor (19 Août 1794), un incendie éclatait à la raffinerie de l'Unité, anéantissant une réserve considérable de salpêtre et consumant une partie des précieux manuscrits conservés dans l'ancienne Abbaye ; quelques jours après, le 14, la poudrerie de Grenelle était entièrement détruite par une explosion qui causa la mort de plusieurs centaines d'ouvriers.

Ces deux accidents, survenant coup sur coup, après la grande tempête de Thermidor, furent passionnément exploités à des fins politiques, ainsi qu'il arrive généralement pour les catastrophes retentissantes, par les deux partis de la Convention. Les modérés les présentaient comme les conséquences inévitables des initiatives trop hardies de Robespierre et des terroristes ; les Jacobins, au contraire, imputaient ces tragiques événements à de criminelles manœuvres des suspects libérés en masse après le 9 Thermidor : « Citoyens, proclamait Carrier le 17 Fructidor (3 Septembre 1794), calculez attentivement et faites un rapprochement de l'incendie de l'Abbaye, de l'explosion de la poudrerie de la plaine de Grenelle et d'un autre incendie que l'on méditait dans les départements. Calculez l'élargissement d'un grand nombre de ci-devant nobles et de ci-devant prêtres et vous serez convaincus qu'il existe une conspiration, une faction qui la favorise : le chef est Tallien (1) ».

(1) Moniteur du 21 Fructidor.

La destruction de la poudrerie de Grenelle avait réduit de plus de moitié la capacité de production en poudre. Dès le 16 Fructidor (1), le Comité de Salut Public décidait de créer dans la région parisienne cinq nouvelles poudreries d'une puissance unitaire de 3.000 livres par jour. Il insistait auprès de l'Agence des Poudres sur la nécessité d'adopter dans la construction des nouvelles fabriques toutes les dispositions propres à limiter les effets des accidents : « Les diverses parties de l'atelier seront distinctes l'une de l'autre, au moins de 100 toises, et les constructions seront faites en planches minces, suspendues par des chevilles et présentant le moins de résistance possible ».

Deux poudreries distinctes furent installées dans les bâtiments de l'ancien couvent des Minimes au bois de Vincennes (2) et furent mises en activité en Pluviôse. On monta une troisième fabrique à l'Abbaye des Loges, dans la forêt de Montagne-Bon Air (ci-devant Saint-Germain-en-Laye), et une autre dans la maison des Antonins de Saint-Jean en l'Isle, à côté de la poudrerie d'Essonne (3), toutes deux commencèrent à fabriquer dans le courant de Prairial (4).

L'installation d'une cinquième poudrerie dans les bâtiments de la ci-devant Abbaye de Longchamp, au bois de Boulogne, décidée par arrêté du 20 Fructidor fut ajournée le 29 (5).

Les nouveaux établissements ne furent jamais utilisés à leur pleine capacité. L'intensité des fabrications d'armes

(1) Aulard : *Recueil*, t. XVI, p. 469.

(2) Arrêté du 20 Fructidor. Aulard : *Recueil*, t. XVI, p. 721.

(3) Arrêté du 12 Vendémiaire. Aulard : *Recueil*, t. XVII, p. 194.

(4) Arch. Nat. AF 11 217 b, d. 1876.

(5) Aulard : *Recueil*, t. XVI, p. 721.

et de munitions, qui avaient pris sous l'impulsion du Comité de Salut Public de l'An II une ampleur extraordinaire, décrut peu à peu après la réaction thermidorienne.

Robespierre avait entraîné dans sa chute Saint-Just, Couthon et Héroult de Séchelles. Collot d'Herbois et Billault-Varennes avaient démissionné et Barère avait été éliminé par le sort le 15 Fructidor (1^{er} Septembre 1794) au renouvellement par quart du Comité de Salut Public ; Carnot, Lindet et Prieur quittaient à leur tour le Comité le 15 Vendémiaire (6 Octobre 1794) : l'équipe qui avait instauré et maintenu pendant près d'un an, au prix de mesures exceptionnelles, un régime de fabrications intensives, s'était à peu près complètement disloquée. Les victoires décisives qui avaient suivi la bataille de Fleurus rendaient d'ailleurs moins nécessaire, la continuation de l'effort prodigieux qui avait été demandé à la nation depuis le mois de Juillet 1793.

Les ateliers d'extraction « révolutionnaire » des départements continuèrent à fonctionner quelques mois encore, mais leur production tomba rapidement. Les compte rendus décennaires adressés par tous les districts au Bureau des poudres et salpêtres de la Section des Armes du Comité de Salut Public (1) accusaient la décadence progressive de l'exploitation. Les districts annonçaient que « le sol était épuisé et incapable de produire du salpêtre » ; ils faisaient ressortir les difficultés qu'ils éprouvaient du fait de la restitution au culte catholique des églises, dont bon nombre avaient été transformées en l'An II en ateliers de lessivage et d'évaporation ; ils incriminaient enfin la suppression de la loi du maximum qui avait amené une hausse immédiate des cours

(1) Arch. Nat. AF 11 217 b d. 1877.

du salin et de la potasse rendant les opérations onéreuses à l'excès.

Le Comité de Salut Public commença par supprimer complètement à partir de Frimaire (Janvier 1795) un certain nombre d'ateliers choisis parmi ceux qui avaient le plus notablement ralenti leur production, et prescrivit que toutes les terres des districts correspondants seraient uniquement traitées par des salpêtriers commissionnés (1). En Germinal, le déclin des ateliers conservés s'accroissant de jour en jour, il décida de liquider définitivement l'exploitation révolutionnaire et de rétablir dans tous les districts le régime antérieurement appliqué à la récolte du salpêtre.

Le décret du 17 Germinal an III (6 Avril 1795) (2), rendu sur le rapport de Fourcroy, supprimait les agents de districts et les préposés instructeurs ; ceux qui étaient encore en activité ne devaient recevoir leur traitement que jusqu'au 1^{er} Prairial. L'extraction du salpêtre cessait d'être obligatoire pour les communes : les municipalités qui voulaient continuer à exploiter leurs ateliers étaient tenues d'en faire la déclaration au commissaire des poudres de leur circonscription ; elles ne pouvaient poursuivre l'exploitation qu'à leurs risques et périls dans les mêmes conditions que les salpêtriers commissionnés.

Le matériel qui avait été réquisitionné pour le service des ateliers dont les travaux avaient cessé devait être rendu aux propriétaires ; celui des ateliers conservés devait être remboursé à ceux-ci, au prix coûtant du commerce, par les communes exploitantes. Enfin, le matériel payé sur les fonds avancés par le Trésor Public, et qui se trouvait dans les ate-

(1) Aulard : *Recueil*, t. XVIII, p. 704 et t. XIX, p. 382, 764, 765.

(2) *Moniteur* du 20 Germinal.

liers désaffectés, devait être vendu sur estimation aux citoyens qui désiraient entreprendre pour leur compte la fabrication du salpêtre : mais ceux-ci étaient obligés de se faire délivrer au préalable une commission de salpêtrier.

En pratique, toutes les communes renoncèrent définitivement à la récolte du salpêtre : la production totale des ateliers des districts était tombée en Prairial à 533 livres (1). Le salpêtre ne fut plus recueilli désormais, comme auparavant, que par les salpêtriers commissionnés.

Le décret du 17 Germinal réorganisait d'ailleurs le travail des salpêtriers sur les bases antérieures. Ils devaient à l'avenir s'approvisionner eux-mêmes de potasse, soit dans le commerce, soit par l'intermédiaire de l'Agence des poudres qui la leur facturerait au prix de revient. Le salpêtre brut leur serait payé à compter du 1^{er} Prairial 6 francs la livre « attendu le renchérissement des matières et de la main-d'œuvre ». Les lois antérieures concernant les fouilles et l'enlèvement des matériaux salpêtrés étaient maintenues. Les salpêtriers étaient soumis aux mêmes règlements et jouissaient des mêmes privilèges qu'avant 1793 et les corps administratifs étaient invités à leur accorder appui et protection.

L'Agence des Poudres était elle-même réorganisée quelques jours après par un arrêté du Comité de Salut Public en date du 21 Germinal (10 Avril 1795) (2), « de manière à diminuer les frais et à régulariser définitivement les opérations » ; l'effectif de ses cadres était diminué et ramené au niveau d'une exploitation normale. Le personnel supérieur devait comprendre 52 commissaires (27 de 1^{re}

(1) Arch. Nat. AF 11 217 b d. 1877.

(2) Aulard : *Recueil*, t. XXI, p. 749.

classe, 13 de 2^e et 12 de 3^e), 14 commissaires-adjoints et 2 élèves commissaires ; l'inspection des établissements était confiée à 3 inspecteurs généraux. Le nombre des administrateurs de l'Agence restait fixé à 3. Des trois anciens administrateurs, le commissaire des poudres Champy avait été seul conservé : Millier avait été arrêté le lendemain de la chute de Robespierre et remplacé le 21 Thermidor (1) par Bonjour, ancien fonctionnaire du Ministère de la Marine ; Chaptal avait cessé ses fonctions le 8 Pluviôse : son poste avait été donné au commissaire des poudres Riffault, directeur de la poudrerie du Ripault, qui démissionna au bout de peu de temps et fut remplacé le 26 Germinal par Ducamp, commissaire à la poudrerie d'Essonne (2).

L'Agence des poudres et salpêtres resta rattachée à la Commission des Armes et Poudres jusqu'à la suppression de celle-ci le 1^{er} Vendémiaire an IV (23 Septembre 1795). Elle passa pendant quelques jours sous les ordres de la Commission des Revenus Nationaux et, lorsque la Convention, avant de se séparer, rétablit les six ministères d'avant 1793 par décret du 10 Vendémiaire, les poudres et salpêtres revinrent dans les attributions du Ministère des Finances.

Les commandes de poudres des départements de la Guerre et de la Marine avaient progressivement décliné à partir de l'an II. Les livraisons faites aux arsenaux au cours de l'an III n'avaient pas dépassé 6 millions de livres. Le 30 Pluviôse de l'an IV (19 Février 1796), le Directoire Exécutif avisait le Ministre des Finances qu'il suffirait de fabriquer dans l'année 4 millions de livres de poudre de guerre : il l'invitait, en conséquence, à réduire, par mesure d'éco-

(1) Aulard : *Recueil*, t. XVI, p. 75.

(2) *Ibid.*, t. XIX, p. 710 et t. XXII, p. 103.

nomie, le nombre des poudreries et des raffineries maintenues en activité et à se « concerter avec le Ministre de l'Intérieur pour donner aux établissements qui allaient être abandonnés une destination utile aux arts » ; il lui prescrivait d'autre part, « la pénurie du Trésor Public ne permettant pas de faire des approvisionnements d'avance, de renvoyer ceux des matières pour fabriquer la poudre aux époques indispensables » (1).

Sur la proposition du Ministre des Finances, le Directoire rendit le 12 Germinal (1^{er} Avril 1796) (1) un arrêté réduisant à 11 le nombre des poudreries et à 14 celui des raffineries. Les établissements conservés étaient les poudreries d'Essonne, l'Isle-Saint-Jean, Esquerdes, Metz, Colmar, Vonges, Saint-Chamas, Saint-Médard, Le Ripault, Pont-de-Buis et Marome, et les raffineries d'Esquerdes, Metz, Nancy, Colmar, Dijon, Avignon, Montpellier, Marseille, Bordeaux, Saint-Jean d'Angely, Saumur, Le Ripault, Rouen et Paris (raffinerie de l'Unité). Les autres poudreries devaient être immédiatement désaffectées ; les raffineries non conservées ne devaient être maintenues en activité que jusqu'à épuisement de leur approvisionnement en salpêtre brut. Enfin, considérant que « le commerce et les arts réclamaient du salpêtre et que les magasins de la République en renfermaient au-dessus de ses besoins », le Directoire autorisait la vente d'un million de livres de salpêtre, avec affectation du produit de la vente au service particulier des poudres.

Il n'était pas seulement nécessaire d'adapter, avec le souci de la gestion la plus économique, l'exploitation de

(1) Documents cités dans le Message du Directoire Exécutif au Conseil des Cinq-Cents du 17 Pluviôse an V. Procès-Verbal du Conseil des Cinq-Cents (2^e législature), t. 16, p. 291.

l'Agence des Poudres et Salpêtres au niveau d'une consommation désormais plus stable et plus régulière. Il importait également, après la période exceptionnelle de fabrications intensives de la période révolutionnaire, d'assujettir à des règles précises le commerce et la circulation des poudres.

Les procédés de fabrication de la poudre, qui avaient conservé jusqu'à la Révolution un caractère un peu mystérieux, avaient été en l'an II largement vulgarisés. Un grand nombre de petites fabriques clandestines s'étaient montées dans plusieurs communes et le Directoire s'était ému du commerce de plus en plus considérable qui se faisait en dehors de l'Agence des Poudres et Salpêtres sur toute l'étendue du territoire de la République. « Nos ennemis extérieurs et intérieurs, indiquait le Directoire au Conseil des Cinq-Cents, dans un message en date du 2 Fioréal an IV (21 Avril 1796) (1), y puisent de grandes ressources pour alimenter cette guerre intestine qui est le plus grand fléau de la France. En vain, le gouvernement veille, sa surveillance parvient à découvrir quelques dépôts, à intercepter quelques convois, mais ses efforts sont impuissants pour faire punir, et à moins d'acquérir la preuve, toujours difficile, que les munitions sont destinées à nos ennemis ou de les surprendre au moment où elles leur sont livrées' la certitude morale, la conviction intime sont forcées de céder : le coupable, fort du silence de la loi, est renvoyé par les tribunaux ».

La seule disposition législative en vigueur en la matière était en effet la loi du 19 Octobre 1791 dont l'article 2

(1) Procès-Verbal du Conseil des Cinq Cents : 2^e législature, t. 8, p. 43.

spécifiait simplement que les règlements faits sur la fabrication des poudres et salpêtres continueraient à être exécutés : or le seul règlement antérieur explicite à cet égard était l'arrêt du 18 décembre 1736 (bail Primard) qui prévoyait, en cas de fabrication clandestine de la poudre, la confiscation de la poudre fabriquée et une amende de 300 livres. « Ainsi, pour réprimer les contraventions, il faudrait recourir à l'exécution de ces anciens règlements ; mais la surannation dont ils sont frappés arrête l'action des tribunaux ; d'ailleurs, les peines qu'ils infligent sont aujourd'hui évidemment insuffisantes pour prévenir les contraventions et n'être pas bravées par la cupidité ». Les contrevenants pouvaient, au reste, invoquer l'acte constitutionnel du 5 Fructidor an III qui permettait tout ce qu'une loi positive ne défend pas et déclarait essentiellement provisoires (article 355) les lois qui apportaient des limitations à la liberté du commerce, en restreignant leur effet à une année.

Aussi le Directoire attirait-il l'attention du Conseil des Cinq-Cents sur la nécessité de combler promptement les lacunes de la législation en vigueur par le vote d'une loi d'ensemble réglementant définitivement la fabrication, le commerce et la circulation des poudres.

Au reçu de ce message, le Conseil des Cinq Cents désigna trois de ses membres, Delarue, Gentil et Diffandes-Monlevade pour rédiger un projet de résolution. Ce projet, rapporté par Delarue, fut discuté le 10 Messidor (28 Juin 1796) et adopté le 21 (1).

Contrairement à la réglementation antérieure, la résolution votée par le Conseil des Cinq Cents n'excluait pas la

(1) Procès-verbal du Conseil des Cinq Cents, t. X, p. 172 et p. 401.

possibilité pour les particuliers de fabriquer et de vendre de la poudre. Elle spécifiait simplement qu'aucun citoyen ne pourrait se livrer à l'exercice de cette industrie sans en avoir obtenu la permission par écrit de l'administration municipale de l'arrondissement, permission dont l'octroi était subordonné pour celle-ci à l'autorisation de l'administration centrale du département qui devait se conformer aux instructions du Directoire « sur les précautions de détail propres à prévenir les accidents et les abus ». Les contrevenants étaient passibles d'une amende de 3.000 francs et de la confiscation de la poudre et des objets ayant servi à la fabriquer, et en outre, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois mois. Le transport des poudres ne pouvait être effectué, sous peine des mêmes sanctions que sous le couvert d'acquit à caution indiquant le poids transporté et la destination.

Cette résolution, soumise à l'approbation du Conseil des Anciens le 24 Messidor (12 Juillet 1796) fut renvoyée par celui-ci à une commission composée de Fourcroy, Girot-Pouzol et Desgraves (1).

Fourcroy, qui la rapporta le 8 Thermidor (26 Juillet 1796) (2), ne lui ménagea pas les critiques. Il la trouvait d'abord incomplète, parce qu'elle n'établissait aucun régime pour la récolte du salpêtre « intimement liée à la fabrication de la poudre ». Sans réglementation, exposait Fourcroy, la récolte du salpêtre, laissée à l'initiative individuelle, risque de s'anéantir en France après quelques années d'exploitation intensive, « faute d'un régime conservatoire qui seul peut maintenir et favoriser une génération successive ».

(1) Procès-Verbal du Conseil des Anciens, t. X, p. 248.

(2) *Ibid.*, t. XI, p. 84.

La récolte du salpêtre et ses produits deviendront l'occasion d'une concurrence entre les fabricants de poudre et « d'une sorte de brigandage qu'il sera difficile de réprimer » ; « les marchands d'eau-forte et les manufacturiers ajouteront à la concurrence et détourneront pour l'étranger une matière dont le gouvernement devrait assigner et prescrire la destination ».

Il jugeait de plus la loi proposée inefficace et déclarait qu'elle « marchait en sens contraire de la route qu'elle se proposait de suivre » et ne remplissait pas le but fixé par le gouvernement. La faculté laissée à chaque citoyen de fabriquer de la poudre avec l'autorisation des administrations de département permettait à tous « d'établir un arsenal dans leurs maisons » et de vendre la poudre à leur gré à ceux qui la leur paieraient le plus cher, par conséquent, aux ennemis intérieurs et extérieurs de la République.

Après avoir critiqué la résolution du Conseil des Cinq-Cents qu'il jugeait inacceptable, le savant rapporteur exposait les principes qui paraissaient à la Commission devoir inspirer la réglementation que le Gouvernement souhaitait voir établir par le Corps Législatif, au double point de vue « de la police intérieure et des besoins de la guerre ».

« Sous le premier rapport, indiquait Fourcroy, la poudre étant un moyen de force très puissant dont on peut facilement user et abuser, ce serait déroger aux principes que d'abandonner à l'incurie, à l'inhabileté, et surtout à la malveillance, des armes meurtrières qui pourraient être tournées contre la Société entière ». Le droit de fabriquer la poudre, ajoutait-il, doit être considéré tel qu'il a été de tout temps, « *comme un droit intégral de la puissance publique que la nation ne peut déléguer* » : l'article de la constitution qui déclare provisoires les lois apportant des limitations

à la liberté du commerce et restreint leur effet à un an ne saurait en aucune façon s'appliquer à la fabrication des poudres.

Du point de vue de la Défense Nationale, poursuivait Fourcroy, « il est de la plus grande importance que le gouvernement ait sous la main et dans tous les instants des moyens suffisants de défense, il faut qu'il puisse renouveler ses approvisionnements à volonté, il faut qu'il ait les matières premières, qu'il en dirige la fabrication et l'emploi ; qu'il ne dépende point de l'avidité, de l'ignorance et de l'inertie des fabricants particuliers ».

« La Commission, concluait-il, s'est convaincue que les lois existantes sur la fabrication de la poudre et l'exploitation du salpêtre contiennent tous les éléments désirables sur cet objet. Peut-être suffirait-il d'en renouveler les sages dispositions et de leur donner ainsi au moyen de quelques additions et de légères modifications une force nouvelle pour atteindre le but que proposait le Gouvernement ».

Le Conseil des Anciens se rangea, après discussion, à l'avis de sa Commission et rejeta la résolution des Cinq Cents le 17 Thermidor (4 Août 1796) (1).

Le Conseil des Cinq Cents n'insista pas pour faire prévaloir son texte. Aussi bien, les trois membres qui avaient rédigé le projet de résolution voté le 21 Messidor ne possédaient-ils peut-être pas sur les différents aspects du problème posé des éléments d'appréciation aussi précis que Fourcroy, qui avait suivi de près à la Convention pendant la période révolutionnaire l'extraction du salpêtre et la fabrication de la poudre. Il ne paraît pas certain d'ailleurs qu'ils aient eu l'intention de poser, dans le texte succinct qu'ils

(1) Procès-verbal du Conseil des Anciens, t. XI, p. 179.

soumirent au vote des Cinq-Cents, les principes généraux d'une nouvelle législation de l'industrie des poudres et salpêtres, différente de la réglementation antérieure. Il semble que leur but ait été plus modeste et qu'ils se soient simplement proposé, en élaborant ce texte, de donner au Directoire exécutif les sanctions pénales dont celui-ci désirait pouvoir disposer pour réprimer la fabrication et le commerce clandestins de la poudre à tirer.

Quoiqu'il en soit, les nouvelles dispositions, beaucoup plus générales, qui furent proposées peu après par le Conseil des Cinq-Cents s'inspiraient en tous points des principes exposés par Fourcroy aux Anciens.

Le 13 Brumaire an V (3 Novembre 1796), Guyton Morveau rappelait à l'attention des Cinq-Cents la nécessité de réglementer au plus tôt la fabrication et la vente de la poudre à tirer « sous tous les rapports de sûreté intérieure et extérieure de police et de finance ». Il indiquait que si la résolution prise à ce sujet le 21 Messidor an IV n'avait pas obtenu l'approbation du Conseil des Anciens, il s'en fallait de beaucoup que le motif de sa délibération ait été l'inutilité d'une loi nouvelle, et que le rapport de la Commission chargée de l'examiner annonçait au contraire que le rejet était dû à l'insuffisance des dispositions proposées. Il terminait en demandant la création d'une commission « pour faire incessamment un nouveau rapport, tant sur le message du Directoire exécutif du 2 Floréal dernier que sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de lever la suspension de vente des poudres et salpêtres ordonnée par la loi du 11 Mars 1793 (1), sur les moyens de rendre au Trésor Public le

(1) La loi du 11 Mars 1793 qui avait suspendu provisoirement la vente de la poudre de chasse et de la poudre de traite dans l'intérieur

revenu qu'il en tirait précédemment et enfin sur la possibilité de l'augmenter par la réduction des frais de régie et de fabrication » (1).

Le Conseil adopta ces propositions et désigna pour faire partie de la Commission chargée de présenter un nouveau projet de résolution Prieur (de la Côte-d'Or), Guyton Morveau, Rochegude, Malibran et Lospinasse.

La Commission comprenait cette fois deux éminents spécialistes de la question des poudres et salpêtres. Prieur avait été pendant un an, à la tête de la Section des Armes du Comité de Salut Public, l'animateur de toutes les fabrications de guerre et il avait dirigé et coordonné en cette qualité l'action de l'Agence nationale et de l'Agence révolutionnaire des poudres ; Guyton-Morveau (ci-devant Guyton de Morveau), ancien professeur de chimie à l'Université de Dijon, s'était intéressé dès 1780 à la fabrication du salpêtre (2), et il avait, à la Convention, comme son collègue de l'Académie des Sciences Fourcroy, suivi de près l'organisation et le fonctionnement de l'industrie des poudres et salpêtres au cours de la période révolutionnaire.

Le projet de résolution rédigé par cette Commission fut rapporté par Prieur le 2 Nivôse et voté par les Cinq-Cents après discussion le 22 Nivôse (11 Janvier 1797) (3).

Il établissait une réglementation d'ensemble de l'industrie des poudres et salpêtres sur les bases traditionnelles

et autorisé l'importation des poudres de toute espèce (Cf supra, ch. V, p. 176) n'avait jamais été rapportée.

(1) Procès-Verbal du Conseil des Cinq Cents, t. XIV, p. 262.

(2) Cf supra chap. IV, p. 156.

(3) Procès-verbal du Conseil des Cinq Cents, t. XVI, p. 29 et p. 357.

qu'avait souhaité voir reprendre le Conseil des Anciens et dont le préambule rappelait en exergue le principe :

« Considérant qu'il importe à la sûreté intérieure de l'Etat et à la tranquillité des citoyens de faire cesser les abus qu'entraînent les fabrications et les ventes clandestines de poudre à tirer. Considérant que la préparation et la distribution de cette matière ainsi que des salpêtres a été jusqu'à présent réservée au gouvernement comme une partie essentielle de la puissance publique ; qu'il ne pourrait en être dessaisi sans donner lieu à de graves désordres au dedans et sans exposer l'Etat à l'impossibilité de se défendre contre les nations étrangères en cas de guerre... »

La résolution comportait trois titres : l'un relatif à la récolte du salpêtre, l'autre à la fabrication et à la « distribution » des poudres ; le troisième contenait les dispositions générales applicables aux ventes des poudres et salpêtres par l'administration.

Le titre premier disposait que le salpêtre ne pourrait être récolté, comme par le passé, que pour le compte de la République, par des citoyens commissionnés par le Gouvernement.

Ceux-ci étaient autorisés à enlever dans les arrondissements qui leur seraient respectivement assignés, les matériaux de démolition salpêtrés, sans être tenus de les payer, ni de les remplacer. Les propriétaires qui avaient l'intention de faire démolir leurs immeubles étaient obligés d'en aviser au préalable la municipalité pour que les salpêtriers de l'arrondissement en soient avertis : ceux qui commenceraient à démolir sans avoir fait cette déclaration encourraient une amende de 100 francs.

Les salpêtriers étaient également autorisés à prendre gratuitement les terres et matériaux salpêtrés dans les caves,

celliers, granges, écuries, bergeries et autres lieux couverts ne servant pas d'habitation personnelle, à charge de remettre en place les terres après lessivage, de ne causer aucune dégradation et de prévenir tous accidents. Il était spécifié qu'ils ne pouvaient creuser à plus de 11 centimètres de profondeur contre les seuils, poteaux et autres ouvrages en bois, et à plus de 22 centimètres contre les murs ; s'ils voulaient extraire des terres salpêtrées à une profondeur supérieure, ils ne pouvaient commencer d'excavations à moins de 67 centimètres des fondations. Les particuliers qui s'opposeraient à la fouille exercée dans ces conditions étaient passibles d'une amende de 300 francs. Les contestations relatives à la fouille domiciliaire étaient soumises à la compétence du juge de paix.

Chaque salpêtrier devait être astreint à fournir un contingent annuel de salpêtre brut déterminé d'après « l'abondance et la richesse des matériaux salpêtrés » des communes dans lesquelles il était autorisé à exercer. Il était tenu de porter tous les 15 jours le produit de sa récolte dans les magasins de l'administration des poudres et ne pouvait en disposer sous peine de confiscation, de 500 francs d'amende et de fermeture de son atelier.

Le salpêtre brut devait titrer désormais pour être reçu au moins 90 % de salpêtre pur (1). Il devait être réglé aux salpêtriers par l'administration sur la base de 1 fr. 94 le kilo (19 sous la livre) jusqu'à concurrence du tonnage assigné par commission à chacun d'eux, et de 2 fr. 04 (20 sous la livre) pour les quantités excédant ce tonnage. La vieille déduction de 4 % sur les quantités livrées, en usage depuis François Berthelot, était définitivement supprimée(2).

(1) Le déchet maximum au raffinage avait été fixé jusque là à 30%.

(2) Cf. supra, p. 53 et 148.

Les possesseurs de nitrières artificielles et ceux qui voudraient en monter de nouvelles étaient autorisés à les exploiter à la condition expresse de livrer tout le salpêtre produit à l'administration des poudres ; ce salpêtre devait être reçu dans les mêmes conditions que celui des salpêtriers au prix de 2 fr. 04 le kilo.

Enfin, l'article XVI disposait que « pour assurer la reproduction du salpêtre et accélérer le moment où son abondance permettrait de se passer des ressources de la fouille » l'administration des poudres établirait, à proximité des principaux ateliers nationaux, des nitrières artificielles dont le nombre ne pourrait excéder 50.

Le titre II de la résolution votée par les Cinq-Cents concernait la fabrication et la « distribution » des poudres.

Il spécifiait que les poudres continueraient à être fabriquées uniquement pour le compte de la République et ne pourraient l'être que sous la direction et la surveillance de l'administration chargée de cette partie. La fabrication et la vente des poudres étaient interdites à tous les citoyens autres que ceux qui y seraient autorisés par une commission spéciale de cette administration : ceux qui feraient fabriquer illicitement de la poudre seraient condamnés à 3.000 francs d'amende, sans préjudice de la confiscation de la poudre et de l'appareillage ayant servi à la fabriquer. Tout citoyen qui, sans y être autorisé, vendrait de la poudre ou en conserverait chez lui plus de cinq kilos était passible d'une amende de 500 francs ; tout voyageur ou voiturier qui transporterait plus de cinq kilos de poudre sans passeport justifiant de leur destination encourrait une amende de 20 fr. 44 par kilo de poudre saisie (10 francs par livre) avec confiscation de la poudre et des chevaux et voitures.

La loi du 11 Mars 1793 autorisant l'importation des poudres de toute espèce était abrogée : il était interdit d'introduire en France des poudres étrangères sous peine de la confiscation de la poudre et d'une amende de 20 fr. 44 par kilo saisi : l'amende était portée à 40 fr. 88 (20 francs par livre) si la poudre était introduite par voie de mer. Les capitaines de navires étaient astreints à déclarer au bureau des douanes dans les 24 heures de leur arrivée dans un port, la quantité de poudres qu'ils avaient à bord et à les déposer dans les magasins nationaux jusqu'à nouvel appareillage, sous peine de 500 francs d'amende.

Les poudres livrées par l'administration des poudres aux départements de la Guerre et de la Marine devaient être facturées à ceux-ci 2 fr. 56 le kilo (25 sous la livre). Les prix de vente aux particuliers étaient fixés dans le titre III à : 2 fr. 56 le kilo pour le salpêtre brut ; 3 fr. 07 (1 fr. 50 la livre) pour le salpêtre raffiné et pour la poudre de mine (1) ; 6 fr. 13 le kilo (3 fr. la livre) pour la poudre de chasse fine, qui était cédée aux débitants à 5 fr. 11 (2 fr. 70 la livre) et 8 fr. 18 (4 fr. la livre) pour la poudre de chasse superfine.

La résolution votée le 22 Nivôse par les Cinq-Cents fut soumise aux Anciens le 25 (14 Janvier 1797) et renvoyée à une commission composée de Fourcroy, Plaichard-Chollière, Porcher, Nioche et Dalphonse. Elle fut, comme la première, rapportée par Fourcroy, qui la commenta le 14 Pluviôse (2 Février 1797) et la jugea en tous points acceptable (2).

Néanmoins, ce second projet, pas plus que la résolution du 21 Messidor an IV, ne reçut l'approbation du Conseil

(1) Au dosage : 65 salpêtre, 15 charbon, 20 soufre.

(2) Procès-Verbal du Conseil des Anciens, t. XVI, p. 242 et t. XVII, p. 218.

des Anciens. Non qu'on en critiquât les dispositions essentielles qui étaient reconnues dans l'ensemble satisfaisantes : les reproches que développèrent les opposants au cours d'une longue discussion qui ne remplit pas moins de quatre séances — 28 Pluviôse, 10 et 11 Ventôse et 4 Germinal (1) — portaient sur des points particuliers et concernaient surtout le titre relatif à la récolte du salpêtre.

Porcher (2), soutenu par Dandenac le Jeune, tout en reconnaissant la nécessité du maintien du droit de fouille en critiquait les modalités qu'il jugeait attentatoires au droit de propriété. Il trouvait injuste que les salpêtriers ne soient pas obligés de payer, ou tout au moins de remplacer les matériaux de démolition salpêtrés qu'ils étaient autorisés à enlever et dont les propriétaires pouvaient avoir besoin pour « faire des remblais » : Dandenac contestait de son côté l'impossibilité d'employer les matériaux salpêtrés dans les constructions et signalait que ces matériaux pouvaient fort bien être utilisés dans les fondations « où ils perdent promptement leur salpêtre ». Porcher s'élevait également contre le rétablissement de la fouille dans les caves et dans les celliers qui porterait un grand préjudice « aux citoyens dont la fortune est presque tout entière dans les magasins de vin qu'ils possèdent ». (Porcher représentait au Conseil des Anciens les électeurs du Département de l'Indre et Dandenac ceux du Maine-et-Loire) (3) ; il rappelait que l'arrêt de 1777 avait assimilé les caves et les celliers aux lieux d'ha-

(1) Procès-verbal du Conseil des Anciens, t. XVII, p. 400 et t. XVIII, p. 190 et 199 et t. XIX, p. 26.

(2) Il est assez surprenant de constater que Porcher, membre de la Commission au nom de laquelle Fourcroy avait émis un avis favorable à la résolution, critiquait en séance les dispositions de celle-ci.

(3) Dictionnaire des parlementaires français. Paris : Bourloton 1891.

bitation personnelle, exempts de la fouille et déplorait que la législation marquât, malgré les progrès de la science, un recul sur un point si important pour tous les citoyens. Il critiquait, d'autre part, l'absence de toute disposition pénalisant « les transactions honteuses que les salpêtriers obtiennent des particuliers en les effrayant par l'usage de leurs droits ». Il s'élevait enfin contre les conditions plus sévères imposées pour la réception du salpêtre brut, conditions que les salpêtriers pourraient difficilement réaliser avec leur outillage actuel et dont la trop brusque adoption risquait de désorganiser pendant quelque temps la production ; il trouvait également peu rémunérateurs les prix d'achat prévus. Il donnait par contre son adhésion à l'établissement des nitrières artificielles prévues dans la résolution et dont l'exploitation permettrait à l'avenir de supprimer l'incommodité de fouille.

Mais un de ses collègues, Humbert, était tout à fait opposé à la construction de ces nitrières : il en considérait le succès comme incertain et ne concevait pas que « l'art puisse créer des éléments ». Il se refusait en tout cas à admettre que l'exploitation en fut économique et rappelait à ce sujet les faillites retentissantes d'un grand nombre d'entrepreneurs de nitrières. Il trouvait, d'ailleurs, anormale l'insertion dans la résolution examinée de l'article relatif aux nitrières qu'il considérait comme une dangereuse amorce de demandes ultérieures de crédits : le gouvernement, indiquait-il, chargé d'approvisionner les arsenaux, a par cette attribution même le pouvoir d'établir des nitrières ; une loi qui l'y autoriserait serait donc sans objet et le but caché de la loi proposée est de lui ménager un titre pour venir demander des fonds au Corps Législatif : « on espère que lorsqu'on l'aura engagé d'établir des nitrières par une

loi il ne pourra se dispenser de fournir aux frais qu'elles exigent ».

Ces diverses objections avaient fait impression sur les Anciens et, malgré un plaidoyer remarquablement documenté, étayé par les discours que Loysel, Cretet, Fontenay et Delmas prononcèrent en faveur de la résolution du 22 Nivôse, Fourcroy ne parvint pas à emporter pour celle-ci l'approbation du Conseil : le deuxième projet de réglementation présenté par les Cinq-Cents fut rejeté le 4 Germinal (24 Mars 1797).

Dès le 5 Germinal, le Conseil des Cinq-Cents chargeait une nouvelle commission composée de Pricur, Guyton-Morveau, Baraillon, Vitet et Hardy de lui soumettre un troisième projet de résolution sur la fabrication et la vente des poudres et salpêtres (1).

La discussion de ce projet, rapporté par Prieur le 6 Floréal, fut successivement ajournée au 21 Floréal, au 5 Messidor, puis au 15 et enfin au 29 Thermidor (2). Entre temps, les salpêtriers avaient insisté de façon pressante le 18 Messidor auprès du Conseil des Cinq-Cents pour qu'il veuille bien s'occuper d'urgence du projet en instance, l'administration des poudres se refusant depuis quelque temps à accepter le salpêtre qu'ils livraient sous prétexte que de nouveaux prix et de nouvelles conditions de réception allaient être incessamment fixés par la loi en cours d'examen (3).

(1) Procès-Verbal du Conseil des Cinq-Cents, t. XIX, p. 106.

(2) *Ibid.*, t. XX, p. 137 et p. 489, t. XXII, p. 105, t. XXIII, p. 321 et p. 621.

(3) *Ibid.*, t. XXII, p. 422.

Le projet fut finalement discuté le 29 Thermidor (16 Août 1797) et adopté le 2 Fructidor (1). Le nouveau texte tenait compte de toutes les observations auxquelles avait donné lieu le précédent projet au Conseil des Anciens.

Les principaux changements concernaient le titre relatif à la récolte du salpêtre.

La fouille n'était plus prévue dans les caves et dans les celliers. Les salpêtriers étaient astreints, lorsque les propriétaires l'exigeraient, à remplacer les matériaux de démolition enlevés par des matériaux de même volume. L'amende infligée aux propriétaires qui négligeraient d'aviser la municipalité avant d'entreprendre des démolitions, initialement arrêtée au taux uniforme de 100 francs était fixée au montant de la contribution mobilière : l'amende encourue par les habitants qui s'opposeraient chez eux à l'exercice du droit de fouille était fixée au double de cette contribution. Un nouvel article prévoyait une amende de 200 francs pour les salpêtriers qui seraient convaincus d'avoir reçu de l'argent des particuliers pour affranchir ceux-ci du droit de fouille.

On renonçait à fixer explicitement à 90 % le titre minimum primitivement prévu pour la recette du salpêtre brut ; il était mentionné simplement que celui-ci serait payé aux salpêtriers en proportion de la quantité de salpêtre pur que la masse livrée contiendrait et le prix minimum, légèrement relevé, était fixé à 2 fr. 25 le kilo.

Enfin, la nouvelle résolution passait sous silence le projet d'établissement par l'administration des poudres de nitrées artificielles : il n'était plus fait qu'une allusion très

(1) Procès-verbal du Conseil des Cinq Cents, t. XXIV, p. 29.

discrète aux « circonstances qui permettaient de renoncer entièrement aux produits de la fouille ».

Les articles relatifs à la fabrication et à la vente de la poudre et les dispositions générales n'avaient subi que des modifications insignifiantes.

La résolution votée par les Cinq-Cents recueillit cette fois l'approbation des Anciens qui l'adoptèrent après une courte discussion le 13 Fructidor (30 Août 1797).

La législation traditionnelle des poudres et salpêtres se trouvait ainsi désormais, après la période exceptionnelle de la grande tourmente révolutionnaire, codifiée dans son ensemble et raffermie dans le cadre des nouvelles institutions. Il ne s'agissait plus cette fois de dispositions de circonstances, hâtivement édictées sous la pression des nécessités urgentes du moment : la loi du 13 fructidor an V n'avait été définitivement adoptée qu'après quinze mois d'études et de mises au point successives du Corps législatif.

Aussi n'est-il pas surprenant que cette loi constitue encore de nos jours la charte fondamentale de l'industrie des substances explosives.

Sans doute, certaines de ces dispositions, à l'époque fort importantes et dont l'intérêt a depuis progressivement diminué, sont-elles devenues aujourd'hui caduques : l'approvisionnement en salpêtre qui avait été à l'origine l'une des plus vives préoccupations du Gouvernement tant que l'on n'employait que des salpêtres naturels, put être envisagé avec plus de sérénité lorsque l'on sut produire industriellement ce sel à partir de nitrate de soude (1), et le com-

(1) Ce procédé de fabrication fut indiqué en 1818 par le commissaire des poudres Durand.

merce des salpêtres fut rendu libre par l'ordonnance royale du 10 mars 1819. Le salpêtre a d'ailleurs cessé depuis longtemps d'être la matière primordiale de la fabrication des poudres à la suite de la découverte, par l'Ingénieur des Poudres Vieille, des poudres colloïdales sans fumée à base de nitro-celluloses.

La loi de Fructidor n'en reste pas moins la base essentielle de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la fabrication, la vente et la détention des poudres et, d'une façon plus générale, de « toutes les agrégations de matières susceptibles d'explosion », qui doivent être, aux termes d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 mars 1890, « considérées, quelle qu'en soit la composition, comme des poudres dans le sens de la loi du 13 Fructidor an V ».

CONCLUSION

Nous avons essayé de retracer les étapes successives de la réglementation à laquelle ont été assujettis en France, depuis le XIV^e siècle, l'industrie et le commerce des poudres et salpêtres.

Le droit de fabriquer et de vendre de la poudre a été considéré, dès l'origine, comme un attribut régalien de la puissance publique, impliquant pour celle-ci la faculté d'imposer à l'ensemble de la population des charges exorbitantes du droit commun — aboutissant parfois à la restriction du droit de propriété — pour faciliter la production du principal et du plus rare constituant de la poudre : le salpêtre.

Primitivement exercé, pour le compte et au profit du roi, par des « salpestriers » et des « faiseurs et compositeurs de pouldre », placés sous l'autorité du grand maître de l'artillerie, le droit exclusif de « récolter » le salpêtre, de fabriquer et de vendre de la poudre fut délégué, de 1665 à 1775, à des fermiers généraux, qui jouissaient ainsi d'un monopole absolu, en contre partie duquel ils assuraient à prix réduit la fourniture des poudres nécessaires aux armées.

Les salpêtriers royaux et, plus tard, les salpêtriers commissionnés par les fermiers, détenaient des privilèges exceptionnels : ils avaient la faculté d'enlever sans indemnité les matériaux salpêtrés partout où ils se trouvaient, même dans les maisons particulières, dont les occupants étaient tenus, sous peine d'amende, de leur laisser le libre accès ; ils jouissaient de diverses exemptions fiscales ; enfin les commu-

nes devaient leur assurer le logement, les fournir de bois et véhiculer leurs outils et leurs matériaux, à titre à peu près gratuit.

L'affermage du monopole des poudres s'étant révélé peu avantageux pour le Trésor et ayant donné lieu à plusieurs reprises, en temps de guerre, à de graves mécomptes, le système de la ferme générale fut abandonné par Turgot en 1775 et remplacé par l'exploitation en régie pour le compte du gouvernement.

Grâce à l'intelligente impulsion du chimiste Lavoisier, placé à la tête de la nouvelle administration, la production du salpêtre, organisée plus rationnellement, fut en quelques années suffisamment développée pour satisfaire largement à la consommation nationale. On supprimait en même temps les prérogatives des salpêtriers les plus gênantes pour la population : le droit d'investigation dans les demeures et les prestations exigibles des communes.

Les privilèges des salpêtriers durent être renforcés à partir de 1792, en raison des consommations considérables de munitions qu'entraînaient les guerres de la République : on autorisa à nouveau la fouille dans les lieux d'habitation personnelle, et on alla jusqu'à obliger, en l'an II, tous les citoyens à lessiver eux-mêmes leurs caves pour en extraire le précieux nitrate. La fabrication des poudres fut intensifiée parallèlement à la production du salpêtre, sous l'action énergique du Comité de Salut Public.

Après cette période exceptionnelle, la réglementation de l'industrie des poudres fut définitivement codifiée, sur des bases analogues à celle de la législation antérieure; par la loi du 13 Fructidor, an V.

Près d'un siècle et demi s'est écoulé ; c'est toujours cette loi qui est visée en tête de toutes les dispositions légis-

latives ou réglementaires édictées en matière de substances explosives ; c'est sur elle qu'est actuellement basé le monopole, au profit de l'Etat, de la fabrication et de la vente des poudres et des explosifs ; c'est à elle que se réfèrent les dérogations partielles qu'on a cru pouvoir apporter à ce monopole, notamment en 1875 en ce qui concerne les explosifs à base de nitroglycérine.

Ainsi, par l'intermédiaire de la loi du 13 Fructidor an V qui relie la législation actuelle à la législation de l'ancien régime, se trouve affirmée, malgré les bouleversements survenus dans les institutions et les modifications apportées à la technique, la pérennité des principes fondamentaux qui ont inspiré, dès le XIV^e siècle, la réglementation applicable à la production et à la circulation de la poudre en France.

Cette continuité remarquable ne laisse pas de conférer au monopole des poudres, parmi les monopoles plus jeunes que des considérations fiscales ou économiques, ou des tendances purement doctrinales, ont conduit à attribuer à l'Etat, une physionomie très particulière.

Vu : le Président de Thèse,

TRUCHY.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Recteur de l'Académie de Paris,

G. EDART.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

1° Archives Nationales

a) Ancien Régime.

- AD VI 1. — Organisation administrative. Armée : arsenaux et manufactures d'armes.
- AD VI 16 et 17. — Organisation administrative. Armée : poudres et salpêtres.
- G 7, 1296-1299. — Contrôle général des finances : ferme des poudres.
- E 1-1683². — Minutes d'arrêts du Conseil du Roy.
- X 1b, 8894-9086. — Lettres patentes et ordonnances royales : minutes du Parlement Civil.

b) Période Révolutionnaire.

- AD VI 79. — Organisation administrative. Armée : poudres et salpêtres.
- AF 11 9. — Rapports ministériels et pièces soumises au Conseil exécutif provisoire.
- AF 11 23. — Organisation du Comité de Salut Public et des commissions exécutives.
- AF 11 217a et 217b. — Comité de Salut Public : Poudres et salpêtres, fabrications.
- AF 11* 120-127. — Comité de Salut Public. Fabrication des armes : arrêtés et instructions.

AF 11* 128-129. — Comité de Salut Public. Fabrication des armes : correspondance.

AF 11* 130-132a. — Comité de Salut Public : poudres et salpêtres, arrêtés.

2° *Bibliothèque Nationale.*

L f 65. — Poudres et salpêtres.

L e 38. — Rapports et décrets des assemblées révolutionnaires.

II. — *RECUEILS GÉNÉRAUX*

DOCUMENTS OFFICIELS - PÉRIODIQUES

AULARD. — Recueil des actes du Comité de Salut Public avec la correspondance officielle des représentants en mission. Imprimerie Nationale, Paris, 1889.

BLANCHARD. — Compilation chronologique contenant un recueil en abrégé des ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes des rois de France qui concernent la justice, la police et les finances avec la date de leur enregistrement depuis l'année 987 jusques à présent. Moreau, Paris, 1715.

FONTANON. — Les édits et ordonnances des rois de France depuis Louis VI dit le Gros jusques à présent. s. n. d. l., Paris, 1611.

Journal des débats et décrets.

Bulletin des Lois.

Procès-Verbal du Conseil des Cinq-Cents.

Procès-Verbal du Conseil des Anciens.

Moniteur universel.

III. — OUVRAGES ET ARTICLES

- BALLAND. — Les ateliers révolutionnaires de salpêtre. (*Revue Scientifique* des 27 Janvier et 3 Février 1900).
- BASSET (Capitaine). — Les grands maîtres de l'Artillerie. (*Mémorial de l'Artillerie*, t. XI, Paris, 1932).
- BOTTÉE et RIFFAULT. — Traité de l'art de fabriquer la poudre à canon. Leblanc, Paris, 1811.
- BUCHON. — Les Chroniques du Sire Jean Froissart. Desrez, Paris, 1835.
- CARON. — La défense nationale de 1792 à 1795. Hachette, Paris, 1912.
- CHAPTAL. — Mes souvenirs sur Napoléon. Plon, Paris, 1893.
- DUBUT. — Les ateliers de salpêtre pendant la Révolution dans une région de l'Angoumois et du Périgord. Clément, Montpon-sur-l'Isle, 1911.
- DU CANGE. — *Glossarium mediae et infimae latinitatis*. Didot, Paris, 1840.
- FORESTIÉ. — Hugues de Cardaillac et la poudre à canon. Forestié, Montauban, 1901.
- GRIMAUD. — Lavoisier. Alcan, Paris, 1888.
- LA BRUYÈRE. — Les Caractères de Theophraste, traduits du grec, avec les caractères ou mœurs de ce siècle, par M. de la Bruyère, avec la clef en marge et par ordre alphabétique. Michallet, Paris, 1697.
- LACABANE. — De la poudre à canon et de son introduction en France. Corréard, Paris, 1845.
- LAVOISIER. — Œuvres. Publiées par les soins du Ministère de l'Instruction Publique. Imprimerie Nationale, 1864-1893.

- LECESTRE. — Notice sur l'arsenal royal de Paris. (*Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France*, t. XLII (1915) et t. XLIII (1916).)
- LENOIR. — Historique et législation du salpêtre: les pharmaciens et les ateliers révolutionnaires du salpêtre. Vie Universitaire, Paris, 1922.
- LIBRI. — Histoire des sciences mathématiques en Italie de puis la Renaissance des lettres jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Renouard, Paris, 1841.
- MARION. — Les impôts directs sous l'ancien régime, principalement au xviii^e siècle. Cornély, Paris, 1910.
- MICHON. — La pharmacie en Bas-Poitou sous l'ancien régime. La récolte du salpêtre en Vendée pendant la Révolution. Guitard, Paris, 1925.
- MONGE. — Description de l'art de fabriquer les canons, faite en exécution de l'arrêté du Comité de Salut Public du 18 Pluviôse de l'an II. Imprimerie du Comité de Salut Public, Paris an II.
- PAUTHIER. — Le livre de Marco Polo. Didot, Paris 1865.
- PION. — La ferme générale des droits et domaines du roi depuis sa création jusqu'à la fin de l'ancien régime. Giard et Brière, Paris, 1902.
- PIQUE. — La poudre noire et le Service des Poudres. Société de publications colloïdales, Paris, 1927.
- PIETEUR (de la Côte-d'Or). — Révélations sur le Comité de Salut Public. (Fragments publiés dans la *Revue Bleue* Nos 1, 3 et 4 de 1918, par Arbelet).
- REINAUD et FAVÉ. — Histoire de l'artillerie (1^{re} partie). Du feu grégeois, des feux de guerre et des origines de la poudre à canon, d'après des textes nouveaux. Du-maine, Paris, 1845.
- REINAUD et FAVÉ. — Journal asiatique. Imprimerie impériale, Paris, 1863.

- RICHARD. — Le Comité de Salut Public et les fabrications de guerre sous la terreur. Rieder, Paris, 1922.
- ROUX. — Les fermiers d'impôts sous l'ancien régime. Rousseau, Paris, 1916.
- TORAUDE. — Bernard Courtois et la découverte de l'iode. Jobard, Dijon, 1921.
- UPPMANN et VON MEYER. — Traité sur la poudre, les explosifs et la pyrotechnie, traduit par Desortiaux, Ingénieur des Poudres et salpêtres, Dunod, Paris, 1878.
- VOSSIUS. — *Isaaci Vossii variarum observationum liber*. Scott, Londres, 1685.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	5
CHAPITRE I. — L'industrie des poudres jusqu'à la fin du XVII ^e siècle.....	7
CHAPITRE II. — L'affermage du monopole des poudres	41
CHAPITRE III. — La ferme générale des poudres après Berthelot	83
CHAPITRE IV. — La régie des poudres avant la Révo- lution	135
CHAPITRE V. — La période révolutionnaire.....	165
CHAPITRE VI. — La régie des poudres après Thermidor. La loi du 13 Fructidor an V.....	209
<i>Conclusion</i>	237
<i>Bibliographie</i>	241

